

**30 ANS DU DÉCÈS
D'ERNEST MANDEL**

LA CONCEPTION MARXISTE DE L'ÉTAT

- Révoltes paysannes de 1525 •
- Reportage sur la caravane pour Gaza •

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PÉCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PÉCI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France

Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

juillet-août 2025 n° 734-735

Éditorial

Antoine Larrache

Face à la poursuite des offensives impérialistes 3

Moyen-Orient

Syrie

Joseph Daher

Les conditions à la reconstruction de la Syrie 4

Mounif Mulhem

La chute de la dictature d'Assad. Et après ? 10

Turquie

Uraz Aydin

Du mouvement kurde aux mobilisations de masse 13

Palestine

Salah Hamouri

Il faut se tourner vers la résistance 17

Roser Garí Pérez

La répression contre le mouvement pro-palestinien à Berlin 20



État espagnol

Miguel Urbán

« La police infiltre les mouvements sociaux » 23

Daniel Albarracín Sánchez

Après la panne d'électricité : quel modèle énergétique pour la transition écologique ? 25



Panama

José Cambra

Panama se rebelle contre le néolibéralisme 29



Reportages

Serbie

Gaëlle Guehennec

« Soit nous arrêtons, soit il y aura une guerre civile » 33

Caravane pour Gaza

Amel Hadjadj

Des féministes algériennes aux frontières de la solidarité 37



30 ans après Ernest Mandel

Penelope Duggan

Construire avec Ernest Mandel 43

Ernest Mandel

La conception marxiste de l'État 45

Économie

Michael Roberts

Des Rocheuses à Stockholm : ignorer la crise mondiale 55



Révoltes paysannes de 1525

Laurent Ripart

La guerre des paysans allemands 60

Michael Löwy

Thomas Müntzer, 1525-2025 63

Nouvelles de l'Internationale

John Jessen

Alliance Rouge et Verte au Danemark : Plus de défense – mais quelle défense ? 66

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Face à la poursuite des offensives impérialistes

La rencontre de Netanyahu avec Trump à la Maison Blanche le 7 juillet 2025 a une nouvelle fois illustré l'ampleur des accords politiques entre les deux puissances impérialistes que sont Israël et les États-Unis quant à la modification capitale des rapports de forces en cours au Moyen-Orient.

Par
Antoine Larrache

Ainsi, si l'on prend du recul, on constate que l'ensemble des pays entourant l'État sioniste ont été percutés ces derniers mois par les deux alliés. C'est le cas bien entendu des territoires palestiniens occupés en 1967 : Gaza a été probablement détruite à 90% (95% des écoles le sont, tous ses hôpitaux...), des études font état d'un bilan total de centaines de milliers de morts (1), les directions politique et militaire du Hamas ont été décimées, et les génocidaires cherchent désormais à expulser une grande partie des Gazaouis et à enfermer celles et ceux qui restent dans une enclave semblable à celles de Cisjordanie qui sont entourées de bases militaires et de colonies sionistes sur une majeure partie du territoire que le gouvernement israélien s'apprête à annexer formellement (2).

Contrôler le Moyen-Orient

Mais c'est aussi le cas de l'Iran, attaqué par les deux alliés qui ont pris pour prétexte l'avancée des recherches nucléaires du régime des mollahs. 200 avions, la moitié de la flotte israélienne, ont attaqué 100 cibles iraniennes pendant la guerre des Douze Jours qui s'est terminée par le lancement de bombes de 13 tonnes par sept bombardiers furtifs B-2 de l'aviation étatsunienne sur le principal site nucléaire iranien. Le bilan humain de la guerre est, selon le ministère iranien de la Santé, de plus de 1000 mort-es et près de 4500 blessé-es. Un grand nombre de dirigeants politiques et militaires et de scientifiques

iraniens ont été assassinés. De façon similaire, l'assaut israélien contre le Liban à l'automne 2024 a décapité le Hezbollah, tandis que les bombardements israéliens et étatsuniens contre les Houthis du Yémen semblent avoir drastiquement réduit les capacités militaires de ces derniers. En Syrie, l'effondrement du régime criminel de la dynastie Assad s'est soldé par l'arrivée au pouvoir des intégristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), qui négocient à présent la « normalisation » des relations de la Syrie avec Israël. En Égypte et dans l'est de la Libye, la répression contre les caravanes pour Gaza a montré à quel point ces pouvoirs sont complices d'Israël.

Œuvrer à la déstabilisation des impérialistes

On assiste donc à une mise au pas de la région par les États-Unis et Israël. Le cessez-le-feu entre le gouvernement sioniste et le Hamas, s'il intervenait, au-delà du soulagement pour les souffrances de la population de Gaza, ne sera qu'une étape provisoire sur la voie de la subjugation du peuple palestinien.

La course au profit creuse les inégalités sociales et détruit la planète. Face à la catastrophe productiviste qui s'aggrave, le socialisme démocratique et révolutionnaire doit être repensé.

Ce Manifeste de la IV^e Internationale hisse le drapeau d'une alternative de civilisation digne du genre humain : l'écosocialisme. Il propose un programme de revendications transitoires, ainsi qu'une stratégie de convergence des luttes contre toutes les exploitations, toutes les oppressions, toutes les dépossessions.

Commandez à La Brèche ! la-breche.com

La réorganisation du monde se poursuit donc, à l'initiative de forces impérialistes de plus en plus souvent dirigées par l'extrême droite. Le soutien aux peuples opprimés de la Palestine à l'Ukraine, du Congo au Cachemire ou à Panama, doit chercher un second souffle, en s'appuyant sur la mobilisation anticapitaliste de la jeunesse et des classes populaires. Dans les pays du Nord mondial, aux États-Unis en particulier, émergent des foyers de résistance qui permettent d'envisager la reconstruction d'un mouvement de masse capable de faire barrage au néofascisme. C'est là une tâche d'une très grande urgence, notamment au regard de l'aggravation du changement climatique à l'échelle mondiale. Les forces d'extrême droite y contribuent par leurs politiques antiécologiques, tandis que les gouvernements européens libéraux se montrent plus soucieux de financer les industries d'armement que de lutter contre la dégradation environnementale. ■

Le 9 juillet 2025



1) « Counting the dead in Gaza – October 2023 to May 2025 », 23 juin 2025, *Wilmar's Blog* et « Le sombre calcul : les données de l'armée israélienne révèlent que 377 000 Palestiniens sont portés disparus », Maximilian, 24 juin 2025, *Imprecor*.

2) Lire à ce sujet : Gilbert Achcar, *Gaza, génocide annoncé – un tournant de l'histoire mondiale*, éditions La Dispute, Paris, 2025, et du même auteur « Trump, Netanyahu et la réorganisation du Moyen-Orient », 9 juillet 2025, *Imprecor*.

Les trois conditions indispensables au processus de reconstruction de la Syrie

Pour que le pays puisse renaître après des années de guerre, il sera nécessaire d'inclure la population et d'instaurer la démocratie pendant la période de transition, sans quoi la cohésion nationale risque d'être compromise.

Par
Joseph Daher

La chute du régime d'Assad le 8 décembre 2024 a suscité des espoirs d'un avenir meilleur pour la Syrie. Cependant, l'optimisme initial a été remplacé par des difficultés croissantes, notamment la fragmentation territoriale et politique, l'influence étrangère et l'occupation, ainsi que les tensions confessionnelles. Cela a eu un impact négatif sur la reprise économique potentielle et le processus de reconstruction dont le pays a désespérément besoin. Le coût de la reconstruction est estimé entre 250 et 400 milliards de dollars. Plus de la moitié de la population reste déplacée, 90 % vit sous le seuil de pauvreté et, en 2024, 16,7 millions de personnes en Syrie (soit 75 % de la population) avaient besoin d'une aide humanitaire, selon les Nations unies.

Un nouveau vent d'espoir s'est levé en Syrie en mai, après une série de décisions importantes prises par les États-Unis, l'Union européenne et le Japon pour assouplir les sanctions économiques imposées au pays. Ces annonces ont été accueillies par des célébrations publiques dans plusieurs villes syriennes, notamment après la déclaration du président américain annonçant l'allègement des sanctions. Ces décisions ont déjà produit des résultats politiques tangibles, ouvrant la voie à de nouveaux engagements régionaux et internationaux. Parallèlement, ces mesures permettent

“ Plus de la moitié de la population reste déplacée, 90 % vit sous le seuil de pauvreté et 75 % de la population) a besoin d'une aide humanitaire. ”

la réintégration de l'économie syrienne aux marchés régionaux et mondiaux. Elles facilitent les transactions financières, revitalisent les flux commerciaux et ouvrent la voie aux investissements directs étrangers (IDE), ainsi qu'à la participation de la diaspora syrienne. Dans ce contexte, Damas a intensifié ses efforts pour attirer les entreprises régionales et internationales afin qu'elles investissent dans la modernisation des infrastructures et les secteurs générateurs de revenus. Fin mai, Damas a

par exemple signé un protocole d'accord avec un consortium d'entreprises (dont des entreprises américaines, qataries et turques) dirigé par la société qatarie UCC Concession Investments, pour accroître les investissements dans le secteur de l'énergie, d'une valeur pouvant atteindre 7 milliards de dollars américains.

Des possibilités de reprise économique

En d'autres termes, la levée des sanctions américaines représente un grand espoir pour la population syrienne, car un obstacle majeur à l'amélioration de l'économie a été levé. Cependant, des obstacles subsistent pour que l'économie syrienne connaisse une reprise économique réussie.

Premièrement, la levée des sanctions doit être confirmée par un processus clair, ce qui pourrait prendre du temps. Alors que la Syrie est sous sanctions américaines depuis



Joseph Daher

Joseph Daher est militant de la IV^e Internationale, universitaire suisse d'origine syrienne et expert en économie politique du Moyen-Orient. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019), *Syrie, le martyre d'une révolution* (Syllepse, 2022), *La question palestinienne et le marxisme* (La Brèche, 2024) et *Gaza, un génocide en cours, Palestine, Proche-Orient et internationalisme* (Syllepse, 2025). Il a enseigné dans plusieurs universités, notamment à l'Université de Lausanne en Suisse (où son contrat a été rompu en raison de son engagement militant) et à l'Université de Gand en Belgique. Cet article a été initialement publié par *Carnegie*, le 8 mai, traduit, relu et actualisé par l'auteur.

Photographie © ATS

1979, après son inscription sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, c'est la loi César votée en décembre 2019 qui a gravement affecté l'économie syrienne et sanctionné toute tentative d'aide à l'ancien régime syrien et de contribution à la reconstruction du pays. La loi César, ainsi que la



“La reprise économique de la Syrie est compromise et le risque d’instabilité augmente, car divers acteurs politiques et sociaux sont laissés-pour-compte.”

désignation de la Syrie comme État soutenant le terrorisme, nécessitent l’approbation officielle du Congrès. Cela étant dit, une dérogation du président américain Trump aux sanctions, voire leur levée informelle, pourrait également être envisagé.

Concernant les sanctions de l’ONU, celles-ci sont décidées par le Conseil de sécurité, et non par les seuls États-Unis. Cependant, un accord sera très probablement conclu suite à la décision de Washington, la légitimation régionale et internationale de la Syrie progressant rapidement.

Cela dit, ce relatif flou dans le processus de levée des sanctions ralentira probablement un retour rapide des institutions financières et des hommes d’affaires en Syrie. Mais surtout, même en l’absence de sanctions, il existe de profonds problèmes économiques structurels.

La stabilisation de la livre syrienne est encore loin d’être achevée, ce qui décourage les investisseurs en quête de rendements rapides et à moyen terme. La destruction des secteurs productifs de l’économie, notamment l’industrie manufacturière et l’agriculture, ainsi que le déficit persistant de la balance commerciale, exercent une pression sur la livre syrienne. Parallèlement, la monnaie nationale syrienne est toujours confrontée à la concurrence de la livre turque dans certaines régions du nord-ouest, tandis que le dollar américain continue de circuler largement dans le pays.

Des limites structurelles importantes

Par ailleurs, les infrastructures et les réseaux de transport syriens restent

endommagés. Les coûts de production sont élevés, notamment en ce qui concerne l’électricité, et le pays continue de faire face à de graves pénuries de matières premières et de ressources énergétiques essentielles, pénuries qui pourraient être diminuées par la levée des sanctions. Par ailleurs, l’approvisionnement en pétrole, bien qu’encore insuffisant, s’est récemment amélioré grâce à l’augmentation des flux d’approvisionnement en provenance de Russie depuis le début de l’année.

On observe également une pénurie importante de main-d’œuvre qualifiée, sans indication d’un retour massif de cette main-d’œuvre dans un avenir proche. Le secteur privé, principalement composé de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) aux capacités limitées, nécessite encore une modernisation et une reconstruction importantes après plus de 13 ans de guerre et de destructions.

Les ressources de l’État sont également sévèrement restreintes, ce qui limite encore davantage les investissements dans l’économie, tandis que l’orientation politico-économique des nouvelles autorités au pouvoir privilégie un modèle économique commercial, caractérisé par des investissements axés sur le profit à court terme, au détriment des secteurs productifs.

Dans ce contexte, des discussions sur la reprise économique et le développement ont déjà commencé entre les acteurs sociaux et politiques syriens et les représentants internationaux. Cependant, trois facteurs majeurs sont nécessaires pour

une réhabilitation et une reconstruction nationales réussies et durables.

- Premièrement, une transition politique inclusive créant les conditions d’une participation des différents secteurs de la société.

- Deuxièmement, la mise en place d’un contrepoids

au pouvoir en place afin d’approfondir la démocratisation de l’espace politique syrien.

- Enfin, une amélioration des conditions socio-économiques afin d’accroître la participation des classes les plus vulnérables de la société, qui sont confrontées à des conditions de vie difficiles.

En l’absence de ces conditions, la reprise économique de la Syrie sera compromise et le risque d’instabilité augmentera, car divers acteurs politiques et sociaux seront laissés-pour-compte. Pire encore, si les nouvelles autorités continuent d’imposer leur volonté, cela pourrait conduire à un conflit armé. De même, le fait de ne pas associer plus activement des secteurs plus larges de la population à la phase de transition pourrait nuire à la légitimité de cette dernière. Un manque d’inclusivité pourrait également alimenter les tensions sectaires et ethniques, sapant encore davantage la cohésion nationale.

Le contexte politique après la chute d’Assad

Après l’effondrement du régime d’Assad, Hayat Tahrir al-Cham (HTC), qui avait mené l’offensive contre les forces gouvernementales syriennes, a concentré le pouvoir entre ses mains. Peu après sa

prise de pouvoir, le chef du groupe, Ahmed al-Charaa, a choisi Mohammed al-Bachir pour diriger un gouvernement intérimaire. Bashir était auparavant à la tête du gouvernement de salut syrien (1) à Idlib. Son gouvernement était composé exclusivement de membres de Hayat Tahrir al-Cham ou de personnes proches du groupe. En janvier 2025, al-Charaa est allé plus loin en se nommant président par intérim, avant de nommer, le 29 mars, un gouvernement de transition sous son autorité, chargé de diriger le pays jusqu'aux élections.

Une fois au pouvoir, al-Charaa a formé un « conseil législatif intérimaire » après avoir dissous le Parlement et gelé la Constitution. Il a également nommé des ministres, des responsables de la sécurité et des gouverneurs régionaux affiliés à Hayat Tahrir al-Cham ou à des groupes armés de l'Armée nationale syrienne qui en sont proches. Par exemple, Anas Khattab a d'abord été nommé chef des services de renseignement jusqu'à son remplacement par Hussein al-Salama en mai. Khattab est un membre fondateur de Jabhat al-Nusra, un prédécesseur de Hayat Tahrir al-Cham, et il en était la principale figure de proue en matière de sécurité. Depuis 2017, il gérait les affaires intérieures et la politique de sécurité de Hayat Tahrir al-Cham. Khattab a annoncé une restructuration des services de renseignement, alors même que les autorités mettaient en place une nouvelle armée syrienne. Elles ont nommé des commandants de Hayat Tahrir al-Cham aux postes les plus élevés et ont choisi Mourhaf Abou Qasra comme ministre de la Défense, le promouvant au grade de général. En relançant l'armée, le nouveau régime cherchait à consolider son contrôle sur les groupes armés fragmentés de Syrie et à donner à l'État le monopole des armes.

De même, les postes clés du nouveau gouvernement de transition sont occupés par des personnalités proches de Sharaa. Par exemple, Assad Al-Chibani et Abou Qasra ont conservé leurs fonctions de ministre des Affaires étrangères et de ministre de la Défense, respectivement, tandis que Khattab a été nommé ministre de l'Intérieur. Cependant, les pouvoirs réels du gouvernement sont remis en question, d'autant plus que le Conseil national de sécurité syrien, dirigé par Sharaa et

composé de ses proches collaborateurs (le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, le ministre de l'Intérieur et le directeur des services de renseignement généraux), a été créé au même moment dans le but de gérer la sécurité et la politique. Dans le même ordre d'idées, le ministère des Affaires étrangères a créé fin mars le Secrétariat général aux affaires politiques chargé de superviser les activités politiques intérieures, de formuler les politiques générales en matière politique et de gérer les actifs du parti Baas dissous.

Le pouvoir a toutes les clés

Les nouvelles autorités syriennes ont également pris des mesures pour consolider leur pouvoir sur les acteurs économiques et sociaux. Elles ont par exemple restructuré les chambres de commerce du pays en remplaçant la majorité de leurs membres par des personnes nommées, notamment dans les gouvernorats de Damas, de la campagne de Damas, d'Alep et de Homs. Plusieurs des nouveaux membres du conseil d'administration sont connus pour leurs liens étroits avec Hayat Tahrir al-Cham. C'est le cas notamment du nouveau président de la Fédération des chambres de commerce syriennes, Alaa Al-Ali, ancien directeur de la Chambre de commerce et d'industrie d'Idlib, affiliée à Hayat Tahrir al-Cham. En outre, à la mi-avril, le frère d'Amed al-Charaa, Maher Al-Sharaa, a été nommé secrétaire général de la présidence, chargé de gérer l'administration présidentielle et d'assurer la liaison entre la présidence et les organes de l'État.

Les autorités ont également fait appel à de nouvelles personnalités proches du régime pour diriger les syndicats et les associations professionnelles. Elles ont notamment sélectionné un conseil syndical pour le barreau syrien, composé de membres du Conseil du barreau libre opérant à Idlib. Les avocats syriens ont réagi en organisant une pétition appelant à des élections démocratiques au barreau.

Le manque d'inclusivité démocratique du nouveau régime s'est également reflété dans les initiatives, les conférences et les comités chargés de façonner l'avenir de

la Syrie. Par exemple, après avoir initialement reporté la Conférence de dialogue national syrien, les autorités l'ont finalement organisée en février 2025 avec environ 600 participant-es. Cependant, le processus a été vivement critiqué. Tout d'abord, le comité préparatoire a été créé moins de deux semaines avant la conférence et les invitations n'ont généralement été envoyées que deux jours avant, empêchant ainsi la participation de nombreuses personnes invitées provenant de l'étranger. Le temps alloué aux discussions lors des sessions de travail – sur la justice transitionnelle, l'économie, les libertés individuelles et la Constitution – a été limité à quatre heures, ce qui a empêché des échanges approfondis. Certains participants, notamment ceux issus de régions telles que le sud de la Syrie et les zones côtières, étaient absents ou sous-représentés, et les principaux acteurs politiques kurdes, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) et le Conseil national kurde, ont dénoncé le fait qu'ils n'aient pas été invités à participer à la conférence.

Des politiques capitalistes...

La Constitution provisoire signée par Ahmed al-Charaa en mars a également été critiquée par les acteurs politiques et sociaux, en raison de son contenu et du manque de transparence des critères de sélection de la commission de rédaction. Le document maintient des dispositions de la Constitution précédente. Le nom officiel du pays reste la République arabe syrienne, l'arabe reste la seule langue officielle et il est toujours stipulé que le président doit être un homme musulman. Et la jurisprudence islamique est

“*Tout en proclamant la séparation des pouvoirs, la Constitution provisoire entrave celle-ci en conférant un large éventail de pouvoirs à la présidence.*”

désormais « la principale source de législation » et non plus « une source majeure de législation ». Tout en proclamant la séparation des pouvoirs, la Constitution provisoire entrave celle-ci en conférant un large éventail de pouvoirs à la présidence. Le président peut soumettre des lois, promulguer des décrets et mettre son veto aux décisions du Parlement. Il est également chargé de nommer les juges de la Cour constitutionnelle, ce qui renforce encore les pouvoirs de l'exécutif.

Sur le plan économique, l'orientation

1) Le Gouvernement de salut syrien était une administration locale gouvernant de facto les territoires contrôlés par le groupe Hayat Tahrir al-Cham dans le gouvernorat d'Idlib.

du gouvernement n'a pas été discutée ni partagée en dehors d'un cercle restreint de responsables, dont l'objectif premier est de s'assurer le pouvoir. Les décisions prises par les nouvelles autorités visent à imposer leur vision économique, fondée sur l'approfondissement du néolibéralisme et des mesures d'austérité. Ces politiques favorisent généralement la classe bourgeoise. Ahmed al-Charaa et ses ministres ont tenu de nombreuses réunions avec des représentants des chambres de commerce et d'industrie du pays, ainsi qu'avec des hommes d'affaires syriens à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, afin d'écouter leurs griefs et d'expliquer leur propre vision économique.

...au détriment des classes populaires

Certains signes indiquent que Hayat Tahrir al-Cham souhaite encourager la privatisation et imposer des mesures d'austérité. Avant sa présence en janvier au Forum économique mondial de Davos, qui incarne les intérêts des élites néolibérales et capitalistes mondiales, Shaibani a déclaré au *Financial Times* que les autorités syriennes prévoyaient de privatiser les ports et les usines publics, d'inviter les investissements étrangers et de stimuler le commerce international. Il a ajouté que le gouvernement « explorerait des partenariats public-privé pour encourager les investissements dans les aéroports, les chemins de fer et les routes ». Damas a également réduit les droits de douane sur plus de 260 produits turcs, ce qui nuit à la production nationale, en particulier dans les secteurs manufacturier et agricole, qui peinent à concurrencer les importations turques. Les exportations turques vers la Syrie au premier trimestre de cette année ont totalisé environ 508 millions de dollars, soit une augmentation de 31,2 % par rapport à la même période en 2024, selon le ministère turc du Commerce.

Le gouvernement a également mis en œuvre des mesures d'austérité. Depuis décembre, il a augmenté le prix du pain subventionné standard de 1 100 grammes de 400 livres syriennes à 4 000 livres syriennes, alors que le poids standard était

initialement de 1 500 grammes. La fin des subventions sur le pain a été annoncée pour les mois suivants, mais sans date précise. En janvier 2025, le ministre de l'Électricité, Omar Chaqrouq, a déclaré que le gouver-

“Le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé le licenciement d'un quart à un tiers des fonctionnaires, correspondant aux employé-es qui, selon les nouvelles autorités, percevaient un salaire sans travailler.”

nement réduirait, voire supprimerait, les subventions sur les prix de l'électricité, car « les prix [actuels] sont très bas, bien en dessous de leurs coûts, mais seulement de manière progressive et à condition que les revenus moyens augmentent ». Actuellement, l'État ne fournit pas plus de deux heures d'électricité par jour aux principales villes syriennes. Par ailleurs, en janvier, le prix d'une bouteille de gaz utilisée pour la cuisine est passé

de 25 000 livres syriennes à 150 000 livres syriennes, ce qui a considérablement affecté les familles syriennes.

De même, la réduction ou la cessation des subventions aux dérivés du pétrole, notamment le carburant, le diesel et l'essence, aura également un impact négatif sur l'économie dans son ensemble, ainsi que sur la population. La suspension des subventions au carburant en décembre 2024, par exemple, a augmenté les coûts de production pour les agriculteurs et limité les semis pour la récolte de blé de 2025.

Entre décembre et janvier, le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé le licenciement d'un quart à un tiers des fonctionnaires, correspondant aux employé-es qui, selon les nouvelles autorités, percevaient un salaire sans travailler. Le ministre du Développement administratif, Mohammed al-Skaff, qui

supervise les effectifs du secteur public, est allé encore plus loin en déclarant que les institutions publiques avaient besoin de 550 000 à 600 000 travailleurs, soit moins de la moitié du nombre actuel. Depuis lors, aucun chiffre officiel n'a été communiqué concernant les employé-es licencié-es, tandis que certain-es ont été mis en congé payé pendant trois mois jusqu'à ce que leur situation soit clarifiée. À la suite de cette décision, des manifestations de fonctionnaires licencié-es ou suspendu-es ont éclaté dans tout le pays.

Dans le même temps, les autorités syriennes ont réitéré depuis le début de l'année leurs promesses d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 400 % et de fixer le salaire minimum à 1,12 million de livres syriennes (environ 102 dollars). Bien que ces mesures aillent dans le bon sens, elles n'ont toujours pas été mises en œuvre et les montants des salaires ne permettent pas de couvrir les frais de subsistance dans un contexte de crise économique persistante. Fin mars, les dépenses mensuelles minimales pour une famille de cinq personnes à Damas étaient estimées à 8 millions de livres syriennes (soit 727 dollars).

Parallèlement, dans le secteur privé, le ministère de l'Économie et de l'Industrie a publié fin mai une décision supprimant l'obligation pour les hommes d'affaires et chefs d'entreprise d'inscrire leurs salariés à la sécurité sociale, sous prétexte de faciliter les démarches et d'encourager l'investissement. Suite aux critiques concernant cette décision, jugée contraire aux droits des travailleurs, le ministère a publié le lendemain une clarification précisant que cette mesure ne dispense pas les entrepreneurs de l'obligation d'inscrire leurs salarié-es à la sécurité sociale, mais suspend simplement cette obligation



Le président syrien Ahmed al-Charaa (à droite) avec le président américain Donald Trump et le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane à Riyad, en Arabie saoudite, le 14 mai 2025. © Karoline Leavitt / White House

jusqu'à la fin de l'année, à titre temporaire pour encourager l'adhésion aux chambres de commerce. Cette explication n'a cependant pas atténué les craintes d'une nouvelle exploitation des travailleurs.

Dans le même temps, alors que la Syrie est confrontée à l'une des crises alimentaires les plus graves des dernières décennies, alors qu'une sécheresse aiguë en 2025 menace de décimer la récolte nationale de blé, des rumeurs circulent sur l'abandon du soutien à la culture du blé, traditionnellement un pilier de la production agricole du pays, selon une source au ministère de l'Agriculture, comme le rapporte le site *The Syria Report*, selon lequel le ministère envisage d'abandonner le soutien à la culture du blé. Déjà avant la chute du régime d'Assad, les coûts des intrants étaient constamment élevés, avec des prix des engrais triplant depuis 2023 – augmentant les dépenses de production, limitant l'accès des agriculteurs aux intrants et affectant négativement la production agricole.

Face aux massacres confessionnels

Une société civile forte, capable de faire contrepoids au pouvoir, est une condition préalable à la réussite du processus de relance et de reconstruction de la Syrie. La société civile ne se limite pas aux organisations non gouvernementales locales et internationales, mais comprend également les partis politiques, les syndicats, les associations professionnelles, les organisations féministes et environnementales, les associations locales, etc. L'objectif serait de s'opposer à la nouvelle dynamique autoritaire dans le pays et à la consolidation du pouvoir de Hayat Tahrir al-Cham à travers les institutions étatiques et son orientation économique. Un espace politique démocratique est essentiel pour encourager la participation de larges secteurs de la société à la reconstruction économique et politique. L'implication de la majorité de la population, en particulier des classes pauvres et travailleuses, dans la renaissance du pays est cruciale, car celle-ci ne doit pas se limiter aux élites politiques et économiques et aux couches les plus riches de la société. Pour promouvoir une telle approche, deux conditions préalables sont nécessaires : garantir la paix civile et la sécurité, et améliorer l'environnement socio-économique de la Syrie.

La paix civile reste aujourd'hui difficile à atteindre en Syrie. Dans certaines

régions, notamment à Homs et dans les zones côtières, l'insécurité règne, comme en témoignent les violents incidents sectaires commis par les nouveaux services de sécurité et les groupes armés qui leur sont associés, notamment des exécutions et des assassinats. En mars, Hayat Tahrir al-Cham et l'Armée nationale syrienne se sont livrés à des massacres confessionnels de civils alaouites dans les régions côtières, faisant des centaines de morts. Si les violences ont été provoquées par des vestiges du régime d'Assad qui ont organisé des attaques coordonnées contre des membres des services de sécurité et des civils, la contre-réaction a englobé tous les Alaouites, selon une logique de haine confessionnelle et de vengeance. En avril et mai, des groupes armés liés aux autorités ou qui les soutiennent ont mené des attaques contre la population druze, tandis que les violences et assassinats contre des civils alaouites se poursuivaient.

La responsabilité des massacres de mars et des meurtres continus de civils alaouites, et maintenant de Druzes, incombe principalement aux nouvelles autorités syriennes. Elles n'ont pas réussi à les empêcher et ont même été directement impliquées et ont créé les conditions politiques qui les ont rendues possibles. Les autorités n'ont pas non plus mis en place un mécanisme favorisant un processus global de justice transitionnelle visant à punir toutes les personnes et tous les groupes impliqués dans des crimes de guerre pendant le conflit syrien. Cela aurait pu jouer un rôle crucial dans la prévention des actes de vengeance et dans l'apaisement des tensions sectaires croissantes. Cependant, Ahmed al-Charaa et ses alliés n'ont aucun intérêt à la justice transitionnelle, craignant très certainement d'être jugés pour leurs propres crimes et les exactions commises contre les civils. D'ailleurs, le 17 mai, les autorités syriennes de transition ont annoncé des décrets présidentiels portant création de deux nouveaux organes gouvernementaux : la Commission de justice transitionnelle et la Commission nationale pour les disparus. Cependant, le mandat de la Commission de justice transitionnelle, tel que défini dans le décret, est restreint et exclut de nombreuses victimes, notamment celles de Hayat Tahrir al-Cham et

de ses groupes armés alliés. Cette justice sélective est donc très problématique et risque de provoquer de nouvelles tensions politiques et confessionnelles dans le pays.

La justice transitionnelle comporte également une dimension socio-économique, dans la mesure où elle comprend des mesures visant à récupérer les biens publics et à poursuivre les crimes financiers. Celles-ci concernent la privatisation de ces biens et la distribution de terres publiques à des hommes d'affaires affiliés à l'ancien régime, au détriment de la population et de son droit à bénéficier des ressources publiques de manière plus générale. Cependant, les préférences économiques des nouvelles autorités, qui consistent à conclure des accords de réconciliation avec certaines personnalités du monde des affaires associées au régime d'Assad et à approfondir les politiques néolibérales et la privatisation des biens publics, vont à l'encontre de la dynamique propre à un processus complet de justice de transition.

Début mars, le gouvernement a signé un protocole d'accord avec l'AANES et cherché à se rapprocher de certains secteurs de la population druze à Souweïda. Ces initiatives ont démontré la nécessité de renforcer sa légitimité aux niveaux national, régional et international, fortement ébranlée par les massacres dans les zones côtières. Toutefois, la mise en œuvre de ces initiatives doit encore être

“La renaissance des organisations démocratiques de masse de travailleurs est essentielle.”

évaluée, car les communautés locales du nord-est de la Syrie et de Souweïda s'y opposent. Des secteurs importants de ces communautés ont organisé des manifestations contre la constitution provisoire et les politiques des autorités au pouvoir, notamment leur refus de punir

les groupes armés qui ont participé aux massacres dans les communautés côtières. De plus, les combats confessionnels ont repris en avril dans certaines régions du pays, visant les populations druzes. Afin d'apaiser les tensions et d'empêcher toute ingérence extérieure dans les affaires nationales, en particulier de la part d'Israël, le gouvernement syrien et les représentants druzes ont conclu début mai un accord sur les questions de sécurité.

Outre le risque de fragmentation de la Syrie, certains pays étrangers, notamment l'Iran et Israël, ont intérêt à attiser les

violences confessionnelles et ethniques. Ils peuvent ainsi se présenter comme les défenseurs d'une secte particulière et générer davantage d'instabilité. À titre d'exemple, des responsables israéliens ont déclaré être prêts à protéger les Druzes de Syrie par des moyens militaires. Ils ont récemment mené des frappes aériennes d'avertissement après des combats près de Damas, dans les villes de Jaramana et Sahnaya, où vivent de nombreux Druzes. Les principaux acteurs sociaux et politiques druzes ont largement rejeté ces appels et réaffirmé leur loyauté envers la Syrie et l'unité du pays. Dans le même temps, l'armée turque n'a pas complètement cessé ses menaces contre la population kurde du nord-est, malgré l'accord conclu entre Damas et l'AANES.

Construire un contrepoids au pouvoir

Une deuxième condition essentielle pour élargir l'espace politique en Syrie est l'amélioration de l'environnement socio-économique du pays. Cela est particulièrement nécessaire compte tenu des destructions massives causées par la guerre et du fait que 90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'incapacité de larges secteurs de la population à subvenir à leurs besoins essentiels, à payer leur loyer, leur électricité, leurs frais de scolarité, etc., empêche leur inclusion et leur participation à un processus de reconstruction dans lequel ils ont un intérêt direct et objectif.

Les décisions économiques des nouvelles autorités appauvrissent encore davantage de larges pans de la population et aggravent le sous-développement des secteurs économiques productifs de la Syrie. C'est pourquoi les autorités ne peuvent pas limiter leurs discussions aux hommes d'affaires et aux acteurs étrangers. Elles doivent les élargir à d'autres acteurs sociaux et politiques locaux, notamment les syndicats et les associations paysannes et professionnelles. Il convient donc de donner la priorité à la dynamisation de ces organisations, ce qui peut se faire par le biais d'élections libres mobilisant leurs électeurs, ainsi que par la mobilisation de la main-d'œuvre nationale.

La renaissance des organisations démocratiques de masse de travailleurs est essentielle pour améliorer les conditions de vie et de travail de la population et élargir

l'espace de représentation politique et de classe dans la reconstruction. À cet égard, les manifestations organisées en janvier et février 2025 dans différentes provinces par des fonctionnaires licenciés étaient prometteuses, tout comme les tentatives de création de syndicats alternatifs ou, à tout le moins, de structures de coordination. Ces nouvelles entités, outre leur opposition aux licenciements massifs, ont également exigé une augmentation des salaires et rejeté les projets du gouvernement visant à privatiser les biens publics. Cependant, les massacres confessionnels dans les zones côtières ont considérablement réduit la puissance du mouvement de protestation, en raison des craintes que des groupes armés proches du régime ne réagissent par la violence.

Le risque d'un processus de reconstruction exclusif et dirigé par l'élite ne fera que reproduire les inégalités sociales, l'appauvrissement, la concentration des richesses entre les mains d'une minorité et l'absence de développement productif. Il convient de rappeler que tous ces éléments étaient à l'origine du soulèvement populaire contre le régime d'Assad en 2011. Par conséquent, construire une transition post-Assad sur de telles bases ne peut que se retourner contre elle.

Quel avenir pour la Syrie ?

Tout successeur du régime de Bachar al-Assad aurait été confronté à d'énormes défis politiques et socio-économiques. Cela ne doit pas être sous-estimé. Cependant, les prédispositions politiques et économiques de Hayat Tahrir al-Cham n'ont fait que rendre plus difficile la mise en place des conditions préalables à un processus de reconstruction réussi et durable pendant la phase de transition en Syrie. Il en résulte une société plus pauvre et plus fragmentée sur le plan social et politique, ce qui pourrait entraîner de nouveaux cycles de violence et de tensions confessionnelles. Par conséquent, aucune reprise économique, et encore moins une reconstruction réussie, n'est susceptible de se produire. La Syrie se trouve à la croisée des chemins. Si aucune mesure n'est prise pour s'engager sur une voie plus inclusive et plus démocratique sur le plan social, l'agonie du pays se poursuivra et pourrait conduire à l'établissement d'un nouveau régime autoritaire et de nouvelles formes d'exclusion. C'est la recette d'une nouvelle catastrophe. ■

Le 9 juin 2025

« La joie se mêle à la prudence et à la peur »

Mounif Mulhem, militant de la IV^e Internationale en Syrie, a livré ses premières impressions sur les bouleversements en cours dans le numéro 728 d'*Inprecor*, lors d'une interview réalisée par Mireille Court.



Non aux massacres envers les Alaouites en Syrie ! Pour une Syrie démocratique, sociale, pluraliste et laïque !

Le 20 mars 2025, le Bureau exécutif de la IV^e Internationale a publié une déclaration abordant les massacres confessionnels, dont une des causes est l'absence d'un processus de justice transitionnelle, qui aurait dû punir tous les individus et groupes impliqués dans des crimes de guerre. La déclaration précisait que « *Ahmed al-Charaa et ses alliés au pouvoir n'ont aucun intérêt à ce qu'un tel mécanisme de justice transitionnelle voie le jour par peur d'être eux-mêmes pointés du doigt et jugés pour leurs propres crimes et exactions contre les populations syriennes.* »



Syrie : Pêche en eau trouble

Gilbert Achcar a également abordé la situation syrienne dans un article expliquant que « *le comportement de l'État sioniste en Syrie depuis l'effondrement du régime d'Assad n'est ni surprenant, ni inhabituel ; il est plutôt tout à fait naturel. Israël a exploité cet effondrement pour détruire la majeure partie des moyens militaires que possédait le régime déchu, affaiblissant radicalement Hayat Tahrir al-Cham (HTC) dans son ambition de remplacer l'ancien régime en étendant son contrôle sur la plus grande partie du territoire syrien.* »



La chute de la dictature d'Assad. Et après ?

Fin 2014, lors une entrevue à propos de l'avenir de la révolution en Syrie, j'ai déclaré : « *Il n'y a plus d'options roses pour les Syriens après les transformations qui ont balayé la révolution* » (1), mais la pire de toutes ces options serait le maintien de la dictature d'el-Assad. Le 8 décembre dernier, la dictature d'el-Assad, qui dirigeait la Syrie depuis plus d'un demi-siècle, est tombée.

Par
Mounif Mulhem

C'est un effondrement qu'aucun pays n'a connu à l'ère moderne. Le système s'est évaporé et a disparu en vingt-quatre heures. C'était l'un des régimes les plus criminels et brutaux. Hayat Tahrir al-Cham a annoncé contrôler le pouvoir avec des forces militaires qui n'excédaient pas les 40 000 combattants, équipées de l'armement de milices du type que l'on retrouve dans de nombreux endroits du monde.

Aujourd'hui je peux dire que la pire option pour la Syrie – le maintien de la dictature d'el-Assad – est à jamais caduque. Mais je n'aurais jamais imaginé, ne serait-ce qu'un seul instant, que l'une des pites forces contre-révolutionnaires, Hayat Tahrir al-Cham, qui a fait échouer la révolution après le soulèvement de 2011, serait l'alternative à la dictature d'el-Assad. Ce nouveau venu a été une surprise pour tous, Syrien-nes ou non, et pour les pays intervenants dans le conflit en Syrie.

Lorsque les forces de Hayat Tahrir al-Cham contrôlaient la ville d'Idlib et sa région au nord-ouest de la Syrie, pendant des années, elles ont livré un combat d'escarmouches militaires avec les forces du régime et

leurs alliés (Russie, Iran, Hezbollah), escarmouches qui n'ont pas modifié le rapport de forces entre les deux parties belligérantes, notamment après la signature des accords de désescalade en 2017, suite aux négociations d'Astana entre le régime syrien et les forces d'opposition armées, sous le parrainage de la Russie, de la Turquie et de l'Iran. À la lumière de tout cela, il est clair que si les forces de Hayat ont avancé très rapidement, c'est que l'affaire était conclue entre puissances régionales et internationales pour le départ d'el-Assad, une affaire dont le parrain est américain et dont les maîtres d'œuvre sont le président turc Erdogan, avec les Qataris et l'État sioniste dans la boucle.

Hayat Tahrir al-Cham à Damas

Depuis le premier jour de l'entrée des forces de Hayat Tahrir al-Cham à Damas et durant plus d'un mois, la Syrie a été le théâtre de grandes célébrations de la chute de la dictature, qui ont touché toutes les villes syriennes. Elle a également connu un afflux de d'envoyés internationaux et arabes venus féliciter le chef de la prise d'Alep, dite opération « Dissuasion de l'agression », Ahmed

al-Charaa, connu sous le nom d'emprunt de Abou Mohammed Al-Joulani, pour la chute de la dictature, et venus jauger la nouvelle situation de la Syrie post-Assad. La Syrie est devenue une destination pour les agences de presse et les journalistes de tous les pays



Mounif Mulhem

Mounif Mulhem vit à Damas. Militant du Parti de l'action communiste, il a été emprisonné pendant 17 ans dans l'épouvantable prison de Palmyre. Membre de la IV^e internationale, il n'a jamais renoncé à se battre contre la dictature. Traduit de l'arabe par Luiza Toscane.

“ Depuis le premier jour de l'entrée des forces de Hayat Tahrir al-Cham à Damas et durant plus d'un mois, la Syrie a été le théâtre de grandes célébrations de la chute de la dictature. ”

du monde, y compris des médias israéliens. Tout cela s'est accompagné d'une activité politique et d'un mouvement civil des forces politiques et civiles syriennes, dont certaines, absentes depuis des décennies, et d'autres qui ont poussé comme des champignons sous l'effet du lever du soleil de la liberté après la pluie. Ces célébrations et l'affluence de délégations arrivant à Damas ont été accompagnées de raids militaires de l'État sioniste, estimés à environ 800 attaques visant à détruire tout l'arsenal militaire construit en Syrie au cours des dernières décennies.

Le 29 janvier s'est tenue au « Palais du Peuple » la « Conférence de la Victoire » qui a réuni plus de quarante factions militaires qui ont prêté allégeance à Ahmed al-Charaa en tant que président de la République arabe syrienne. Ce dernier a annoncé la dissolution de l'armée et de toutes les institutions

1) La défaite de la révolution du fait de la répression brutale du régime, de la militarisation et du contrôle des forces armées djihadistes, de l'intervention régionale et internationale, a transformé le conflit en un conflit entre forces contre-révolutionnaires.

militaires de l'État, y compris la police, tout comme celle de tous les partis et organisations précédemment constituées, ainsi que la formation d'un gouvernement intérimaire pour gérer la situation dans le pays.

Le mouvement politique et civil appelait à la tenue d'une conférence nationale syrienne de fondation d'une nouvelle Syrie, mais al-Charaa a fait fi de ces appels et a appelé à la tenue d'une conférence de dialogue national, dont les décisions ne sont pas contraignantes (2). Cette conférence s'est tenue en présence d'environ 600 délégué-es désigné-es par Hayat Tahrir al-Cham et en l'absence de toutes les personnalités nationales et forces politiques qui avaient lutté pour renverser la dictature depuis des décennies.

Le 13 mars, a été publiée la Déclaration constitutionnelle censée réglementer la vie politique durant les cinq années de la phase de transition. Le Président de la République est investi des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, sans possibilité de rendre compte de ses actes à aucun organe, qu'il soit législatif ou judiciaire.

Les étapes les plus importantes de la nouvelle Syrie

Pendant plus d'un demi-siècle, le régime d'el-Assad a déchiré le tissu social syrien de diverses manières et sous diverses formes. Le pouvoir d'al-Charaa va encore le mettre en pièces. Cela a commencé avec des actes individuels de vengeance et des représailles contre les nommés « fidèles de l'ancien régime » au sein de la communauté alaouite, conduisant à l'assassinat d'environ 600 citoyen-es dans les gouvernorats de Homs et Hama et leurs banlieues, d'après les informations de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Certains de ces meurtres ne sont rien d'autre qu'un massacre caractérisé. Le nombre de victimes se compte par dizaines à chaque fois et s'accompagne de formes de déshumanisation et d'humiliation des victimes. Ceci, avant que n'explode la situation sur la côte syrienne : le 6 mars, un groupe de fidèles de l'ancien régime a lancé une opération militaire contre les forces de sécurité dans la région côtière qui ont fait des dizaines de victimes au sein de ces dernières. Le gouvernement d'al-Charaa a riposté en appelant au *djihad*, par l'intermédiaire du ministère de la Défense ou par les appels lancés par les mosquées. La campagne de représailles a coûté la vie à plus de 2 000 citoyen-es innocent-es en quelques jours, notamment des enfants, des



femmes et des personnes âgées, sur fond de villages incendiés et de biens pillés, le tout filmé par les caméras des assaillants. Ces événements furent alors perçus comme une réaction aux craintes d'un retour du régime d'el-Assad, perpétrés par des factions incontrôlées et indisciplinées. Mais le 30 avril, des forces militaires ont lancé une attaque sur la région de Jaramana, dans les environs de Damas, tuant et blessant des dizaines de personnes. Les actes de vengeance et de représailles se sont étendus au sud de Damas où la communauté druze a été ciblée. Plus de 100 victimes sont tombées lors d'opérations militaires de factions dites « incontrôlées », accompagnées d'enlèvements, d'arrestations, de meurtres et de torture dans les prisons du nouveau régime.

Nous venons d'évoquer des actes de vengeance et de représailles, en lieu et place de la justice transitionnelle, qui était la première revendication des Syrien-nes après la chute du régime. Le gouvernement de transition ne semble pas s'être sérieusement préoccupé de cette question jusqu'à présent. Tant que la peur dominera des franges de citoyens, tant que continueront les assassinats et les humiliations, et tant que l'un des principaux nœuds, à savoir la question kurde, restera inextricable – en dépit de la signature d'un accord entre al-Charaa et le commandant des Forces démocratiques syriennes –, la situation générale en Syrie sera instable et menacera d'exploser à tout moment.

Les Syrien-nes ont caressé l'espoir de voir leurs conditions de vie s'améliorer après la chute du régime d'el-Assad – selon des rapports des Nations unies, 90 % des

Syrien-nes vivent sous le seuil de pauvreté –, en particulier depuis que le gouvernement d'al-Charaa a promis une augmentation de 400 % des salaires des fonctionnaires. Mais l'État n'aurait pas été en mesure de payer les salaires des fonctionnaires si l'État du Qatar ne s'était engagé à payer ces salaires pour trois mois. Le gouvernement a également eu recours au licenciement d'un million de fonctionnaires, qu'ils soient militaires ou civils, et s'en est débarrassé. Leur nombre, si l'on compte les membres de leurs familles, s'élève à plusieurs millions. Le gouvernement a également adopté des politiques néolibérales en libérant les prix. Celui du pain a quadruplé, et les prix du transport et des communications ont également augmenté. L'identité économique de la Syrie nouvelle s'est affirmée dès les premiers mois de libéralisation économique et d'ouverture du marché syrien aux produits des marchés voisins amis, la Turquie notamment. Aujourd'hui, avec la levée des sanctions américaines, les entreprises arabes et internationales se précipitent pour conclure des

2) La conférence s'est déroulée sur deux jours. Le premier jour a été consacré à la présentation des délégué-es. Le deuxième jour s'est conclu, en cinq heures environ, par la publication d'une déclaration préparée à l'avance. Ses décisions les plus importantes ont été la formation d'un gouvernement de transition (dont la plupart des membres sont issus de Hayat Tahrir al-Cham) et la création d'un comité chargé de rédiger une déclaration constitutionnelle pour la période de transition (publiée ultérieurement pour donner au président al-Charaa des pouvoirs absolus pour former les institutions législatives et judiciaires de l'État et superviser directement le travail du Conseil des ministres. Le président n'est soumis à aucun contrôle judiciaire ni législatif).

accords avec le gouvernement de transition, dans le cadre du régime BOO (3). En bref, la Syrie est désormais à vendre au plus offrant.

La question des déplacé-es, internes ou dans les pays voisins, se pose et s'avère l'une des questions les plus complexes. Cependant, le gouvernement ne s'en est guère préoccupé et n'a élaboré aucun plan pour leur retour jusqu'à présent. Les Nations unies estiment qu'un million de réfugié-es sont retourné-es en Syrie au cours des derniers mois par des initiatives individuelles. Certains tentent de restaurer ce qui reste de leur maison ou de vivre sous la tente dans le village qu'ils ont quitté. D'autres louent un logement en dépit de la flambée des loyers. L'ouverture de la Syrie à de nouveaux marchés et à un déferlement de marchandises, en particulier turques, a eu un impact négatif sur les produits syriens dans certains secteurs, même si cela a eu un aspect bénéfique, à savoir de baisser les prix pour une large frange de la population. Ceci, compte tenu du déficit très important de la balance des paiements, sera désastreux pour l'économie syrienne à l'avenir – les conditions économiques étaient déjà désastreuses avant que Hayat Tahrir al-Cham ne prenne le contrôle de Damas.

Depuis la levée des sanctions, les Syrien-nes espèrent voir une amélioration de leurs conditions économiques et sociales, dans un contexte de crise croissante des infrastructures et des services (électricité, eau, transports et circulation, réseaux de communication, etc.) et de pénurie d'emplois pour les chômeurs, en particulier les jeunes qui ont grandi dans l'ombre d'une guerre qui dure depuis plus de dix ans. Cependant, leurs espoirs d'amélioration des conditions économiques et sociales, promises par le gouvernement de transition, ont peu de chances de se concrétiser. En effet, l'assaut des capitalistes – qu'il s'agisse d'anciens responsables du régime ou de résidents à l'étranger, par l'intermédiaire de leurs agents syriens –, sous un gouvernement de transition agrippé au pouvoir sans aucune légitimité populaire, sans contrôle, ni compte à rendre, ne laissera aux Syriens que des miettes.

Le conflit autour de la Syrie

3) BOO : *Build, Own, Operate*. Construction-Possession-Exploitation). BOO désigne un contrat par lequel un investisseur s'engage à concevoir, financer, construire, exploiter et entretenir un projet dévolu à l'investisseur pour une période désignée (NDLT).

Le conflit autour de la Syrie est de retour, comme après l'indépendance, mais avec des forces nouvelles et anciennes et sous des formes anciennes et nouvelles. Les puissances arabes, régionales et internationales sont directement impliquées dans ce conflit. Ses pôles arabes sont constitués de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Qatar. Ses pôles régionaux sont la Turquie et l'État sioniste. Ses pôles internationaux sont les centres capitalistes mondiaux, avec à leur tête l'impérialisme américain qui tente de contrôler les conflits régionaux, notamment le conflit turco-israélien. Quant à al-Charaa, il veut plaire à tout le monde et c'est difficile, sinon impossible. Il semble que ce qui lui importe au premier chef est de satisfaire la Turquie et l'État sioniste.

L'un des problèmes majeurs du gouvernement d'al-Charaa est l'unification du territoire syrien et le retrait des forces d'occupation. al-Charaa n'a jusqu'à présent pu étendre son contrôle total et effectif que sur un peu plus de la moitié du territoire syrien. Il ne dispose actuellement ni des forces militaires ni des forces de sécurité nécessaires pour contrôler le territoire, sans parler de la présence de forces militaires syriennes supérieures à celles d'al-Charaa, à savoir les Forces démocratiques syriennes, ni des factions du gouvernorat de Souweïda et de l'instabilité dans la province de Deraa. La composition de l'armée fondée par al-Charaa (intégrant des factions venues d'Idlib avec lui et ouvrant le volontariat à un seul groupe de Syriens) pose problème et suscite la méfiance des autres forces sociales, notamment après les événements sur la côte et dans le sud.

Al-Charaa a réussi ces derniers mois à acquérir le soutien de l'opinion publique sur une base confessionnelle, notamment après les événements survenus d'abord sur la côte, puis à Souweïda, et à alléguer la menace que représenteraient, selon lui, les fidèles de l'ancien régime. De fait, la plupart des mouvements civils et politiques ne se sont pas manifestés par des protestations contre ses décisions et décrets. La participation populaire et politique a plutôt pris la forme de revendications visant à traduire en justice les auteurs des crimes commis par l'ancien régime ou à faire la lumière sur le sort des disparus grâce à la création d'une commission pour la justice transitionnelle. Mais la récente révélation d'accords conclus par certaines figures de l'ancien régime avec le gouvernement d'al-Charaa, ainsi que l'occupation par ces

derniers de postes au sein du Comité pour la paix civile, créé par le gouvernement, a suscité la colère des familles des victimes, qui sont sorties manifester contre les agissements du gouvernement.

À l'exception des forces islamistes, l'opposition politique au régime avant la révolution de 2011 était constituée de partis nationalistes ou de gauche, dont le nombre se comptait à peu près sur les doigts d'une main. Actifs depuis la dictature d'el-Assad père, ces partis ont été soumis à une répression sévère, qui les a affaiblis et les a rendus inefficaces à un niveau de masse. Ils ont également subi la répression sous el-Assad fils, à l'exception d'une brève période connue sous le nom de Printemps de Damas en 2001. Entre le déclenchement de la révolution en 2011 et la chute du régime à l'automne dernier, des dizaines de forces politiques à tendance libérale se sont constituées. Cependant, la plupart d'entre elles ont été fondées à l'étranger et ont donc subi de plein fouet les maux et les problèmes de la diaspora. L'absence, à ce jour, d'un large mouvement populaire découle donc de l'épuisement de la société au cours de la dernière décennie, avec la faiblesse du mouvement politique et la fragmentation de l'opposition, entre ses factions de gauche et libérales. Ces dernières, qui dominent aujourd'hui la scène politique avec leurs nombreuses organisations, sont divisées entre celles qui soutiennent le gouvernement al-Charaa et celles qui s'y opposent.

L'aspect le plus important de la scène politique actuelle réside dans la concurrence entre les puissances internationales pour soutenir le gouvernement al-Charaa et ses efforts visant à construire un État Hayat Tahrir al-Cham – et non un État pour tous les Syriens –, c'est-à-dire un État autoritaire au caractère salafiste atténué par la nature multireligieuse et multi-ethnique de la société syrienne. Cela se manifeste notamment dans sa position envers les femmes.

Il est trop tôt pour prédire à quoi ressemblera la Syrie post-Assad. Cependant, on peut penser que le scénario international qui a conduit Hayat Tahrir al-Cham à Damas, parrainé et dirigé par l'administration américaine, réduit l'autorité au pouvoir à Damas à un simple fonctionnaire chargé de la mise en œuvre du projet impérialiste de restructuration de la région arabe et du Moyen-Orient dans son ensemble. ■

Le 22 juin 2025

Turquie : Du mouvement kurde aux mobilisations de masse

À l'occasion de l'accord sur la dissolution du PKK, Uraz Aydin présente l'histoire de ce mouvement et les évolutions de la contestation face au régime d'Erdoğan.

Entretien avec
Uraz Aydin

Peux-tu présenter ce qu'est le PKK et ses principales orientations, et ce qui le différencie des autres formations politiques de gauche ou nationalistes ?

Il faut insérer la fondation du PKK dans une conjoncture de politisation et de radicalisation. Les années soixante ont témoigné d'un développement du mouvement ouvrier et d'une radicalisation révolutionnaire, notamment au sein de la jeunesse. Mais ce fut aussi une décennie d'éveil de la conscience nationale kurde. Cette politisation nationale kurde s'est en grande partie réalisée au sein du Parti ouvrier de Turquie (TIP) qui était le principal acteur politique du mouvement ouvrier de cette décennie. C'est vers la fin des années soixante mais surtout après l'amnistie de 1974, quand les milliers de militant-es turcs et kurdes détenu-es depuis l'intervention militaire de 1971 furent relâché-es, que les révolutionnaires kurdes ont commencé à fonder leurs propres organisations indépendantes (1). Le PKK a été fondé dans la foulée, mais relativement tard. Si l'histoire officielle de l'organisation fait remonter ses origines en 1973, ce n'est qu'en 1978 que le congrès de fondation a eu lieu. Avant, c'était un noyau d'étudiants et surtout d'enseignants réunis autour de Abdullah Öcalan. Ils se nommaient les « Révolutionnaires du Kurdistan » mais étaient surtout connus sous le nom de « Apocu » (« les partisans de Apo » – diminutif de Abdullah). Ainsi, dès le début, la personnalité de Öcalan avait un poids central.

Au niveau programmatique, rien de spécifique ne le différenciait de la multitude d'autres organisations de la gauche radicale kurde qui prônaient la lutte armée pour un « Kurdistan indépendant, unifié, démocratique et socialiste » dans une perspective

étapiste (2). Mais en attendant, les armes étaient surtout utilisées pour se défendre contre les attaques de l'extrême droite fasciste des « Loups gris » ou dans la guerre fratricide qui régnait au sein de la gauche révolutionnaire. Le PKK était l'un des deux principaux groupes qui n'hésitaient pas à recourir aux armes contre d'autres groupes kurdes (et turcs) rivaux, mais il n'était pas le seul dans ce domaine. Ainsi, avant le coup d'État de 1980 (3), le PKK était une organisation révolutionnaire kurde parmi d'autres.

Qu'est-ce qui justifie le déclenchement d'une stratégie de lutte armée contre l'État turc en 1984 ?

En fait, c'est surtout après 1984 que le PKK commence à s'enraciner au sein de la population plébéienne et paysanne kurde. Revenons un peu en arrière. Öcalan sort de Turquie en 1979 lors de l'état d'urgence, mais avant le coup d'État. Cela a été un élément décisif dans la construction de l'organisation. Il a ainsi eu le temps de nouer des contacts avec les groupes de résistance palestiniens en Syrie et au Liban, de préparer les conditions d'exil pour ses militant-es, des conditions qui seront aussi celles d'un véritable apprentissage militaire. Après le coup d'État de 1980, Apo appelle ainsi ses militant-es à regagner clandestinement la Syrie. Ils et elles seront formé-es dans les mêmes camps que les Palestiniens dans la vallée de la Bekaa au Liban sous occupation syrienne. Certain-es participeront à la résistance contre l'invasion israélienne au Liban. Le PKK y perdra plusieurs dizaines de membres, ce qui lui fera aussi gagner une certaine légitimité.

Le PKK a déclenché la lutte armée en août 1984... parce qu'Öcalan considérait que désormais son armée était prête. La question du combat militaire comme méthode pour la libération du Kurdistan était justifiée, non pas par les conditions



Uraz Aydin

Uraz Aydin fait partie des centaines « d'universitaires pour la paix » limogés pour avoir signé en 2016 une pétition contre les actes de violence de l'État envers le peuple kurde. Interdit de reprendre son travail à l'université, il travaille aujourd'hui comme traducteur et journaliste freelance. Aydin est membre de Comité central du Parti ouvrier de Turquie (TIP) et du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale. Cet entretien est une version actualisée de celui réalisé pour *SolidaritéS*.

1) Le mémorandum du 12 mars 1971 marque un coup d'État militaire « à la turque », où l'armée, sans prendre directement le pouvoir, impose un gouvernement autoritaire sous prétexte de rétablir l'ordre. Cette intervention a visé à écraser les mouvements ouvriers et étudiants en plein essor, instaurant une répression brutale contre la gauche révolutionnaire. Toutefois, avec l'arrivée au pouvoir de Bülent Ecevit en 1973, une amnistie est proclamée, permettant la libération de nombreux militants de gauche emprisonnés après le coup.

2) Notre courant considère comme « étapiste » l'idée que la révolution dans les pays dominés ou féodaux devrait se réaliser en deux étapes, d'abord la révolution nationale ou bourgeoise, qui constituerait un capitalisme démocratique et indépendant de l'impérialisme, et dans un second temps la révolution sociale. À cette conception, nous opposons la théorie de la révolution permanente, qui indique que les deux étapes doivent être mêlées pour aboutir.

3) Le 12 septembre 1980, l'armée a pris le pouvoir en invoquant les affrontements entre les groupes politiques de gauche et de droite nationaliste. Ce coup d'État a détruit les acquis des luttes ouvrières et populaires, instauré un régime de dictature militaire sanglant et posé les bases du néolibéralisme autoritaire en Turquie.



ou rapports de force conjoncturels, mais sur le plan programmatique, depuis 1978.

L'offensive contre l'État turc a été planifiée dès 1982 mais a été reportée à plusieurs reprises. De plus, Öcalan opérait alors au sein du Moyen-Orient où les alliances et les adversités entre divers États et mouvements nationaux kurdes (d'Irak et d'Iran) constituaient un terrain fort mouvant. Ce contexte instable pesait aussi sur les conditions de la lutte. L'alliance qu'il a nouée avec le groupe de Barzani, dominant en Irak du Nord, courant qu'il considérait comme féodal et réactionnaire auparavant, a été par exemple décisive pour construire ses camps dans les montagnes à la frontière de la Turquie et pouvoir ainsi lancer sa guérilla. Ainsi, tandis que tous les autres groupes kurdes et turcs tentaient de préserver leurs forces en exil, en Syrie mais surtout en Europe, le PKK a été le seul à s'engager dans une véritable lutte armée. La légitimité qu'il a gagnée au fur et à mesure de ses offensives lui a permis de recruter de plus en plus, malgré les importantes pertes de combattant-es subies sur le terrain.

40 ans plus tard, l'annonce de la dissolution n'apparaît-elle pas comme échec, sur les plans militaire et politique ?

Je pense que les objectifs militaires n'existaient déjà plus depuis plusieurs décennies. Si pour le Öcalan de la fondation du parti et des années quatre-vingt, tout objectif en deçà de l'indépendance (diverses formes d'autonomie, d'entités fédératives...) était réactionnaire, le leader du PKK avait commencé à réviser ses idées dès le début des années quatre-vingt-dix, notamment après la chute des dictatures bureaucratiques. Il en arrivera comme on le sait à une critique de la forme d'État-nation.

Öcalan avait déjà tenté des négociations en 1993. Après son arrestation en 1999, il a commencé à défendre une toute nouvelle orientation, à la grande surprise des dirigeant-es et militant-es du PKK qui s'apprêtaient à intensifier la guerre et les actions de suicide. Cette orientation visait à mettre fin à la lutte armée au profit d'un cessez-le-feu permanent pour ouvrir la voie à une solution politique. Il renonçait donc indiscutablement à l'objectif stratégique d'un Kurdistan indépendant. Ont suivi deux autres processus de négociation en 2007-2009 et 2013-2015, qui ont malheureusement échoué. Cependant la création de la zone autonome du Rojava en Syrie

du nord-est doit aussi être interprétée dans ce cadre militaire et politique. L'existence d'une structure administrative liée au PKK à la frontière de la Turquie constitue un acquis important pour l'organisation, contre l'État turc et vis-à-vis de son concurrent historique d'Irak du nord, le clan Barzani et son Parti démocratique du Kurdistan.

Où en est-on aujourd'hui dans les nouveaux pourparlers ?

Il faudrait préciser que le mouvement kurde n'est pas seulement un mouvement armé. Le PKK a réussi à former un mouvement massif de plusieurs millions de personnes, avec diverses structures civiles qui se sont parfois développées avec des dynamiques autonomes, malgré l'autoritarisme de l'organisation. Aujourd'hui, la base civile-démocratique semble être beaucoup plus importante et effective dans son combat que la structure armée au niveau des objectifs à atteindre pour le peuple kurde. Donc s'il y a certes des aspects fortement critiquables comme son autoritarisme, son fétichisme excessif du leader, les exécutions massives arbitraires internes (notamment au tournant des années 80-90), les dizaines d'attentats aveugles... il faut reconnaître que ce mouvement, au fil du temps, a très fortement contribué à la consolidation d'une conscience nationale du peuple kurde, et l'a en grande partie

ancrée à gauche, avec des valeurs féministes, égalitaires, de fraternité entre les peuples. D'un point de vue historique, c'est un atout important.

Au niveau des négociations, tout a commencé avec l'appel inattendu du leader d'extrême droite et principal allié d'Erdoğan, Devlet Bahçeli, le 22 octobre 2024, à ce qu'Abdullah Öcalan vienne s'exprimer au parlement pour déclarer la fin de la lutte armée et la dissolution du PKK. Après une période de négociations fort opaques entre l'État turc et Öcalan, avec la participation d'une délégation du DEM Parti (parti réformiste de gauche issu du mouvement kurde) et la direction du PKK, le fondateur de l'organisation, depuis sa prison sur l'île d'Imrali, en mer Marmara, a annoncé par une lettre, le 27 février 2025, que le PKK devait se dissoudre.

Nous ne savons pas quels ont été les débats au sein de l'organisation. Il y avait déjà eu des tensions entre Apo et le Conseil présidentiel de l'organisation dans les négociations précédentes. Donc il est difficile d'envisager que la direction du PKK ait été rapidement unanime face à un processus déclaré si abruptement. La direction de l'organisation souligne fortement que tout le processus doit être dirigé par

Öcalan, ce qui peut être perçu comme une volonté de ne pas en assumer directement la responsabilité.

Le désarmement du PKK constitue certes une base importante pour une

“Le PKK a réussi à former un mouvement de plusieurs millions de personnes, avec diverses structures civiles qui se sont parfois développées avec des dynamiques autonomes, malgré l'autoritarisme de l'organisation.”



Abdullah Öcalan inspecte des guérilleros armés en septembre 1991. © Getty Images

démilitarisation de la question kurde, même si le régime d'Erdoğan va indéniablement tenter d'orienter ce processus selon ses intérêts et notamment pour briser l'alliance entre le mouvement kurde et l'opposition démocratique-bourgeoise dirigée par le CHP (4), criminalisé par le régime. Cependant nous ne savons toujours pas quelles vont être les avancées démocratiques dont les Kurdes pourront bénéficier avec la dissolution du PKK. Une commission parlementaire va probablement se former pour déterminer les mesures à prendre. Celles-ci devraient comprendre, dans une première étape, la libération des prisonnier-es politiques (liées au mouvement kurde), le retrait de la mise sous tutelle (les *kayyum*) des municipalités kurdes et le retour des maires à leur fonction, la réintégration des « universitaires pour la paix » à leur travail et la possibilité pour Öcalan de diriger librement son mouvement, pouvoir communiquer avec l'extérieur, recevoir des visites, etc.

Selon le mouvement kurde, d'autres réformes plus structurelles devraient suivre, concernant le statut de leur identité et culture nationale au sein de la société turque, ce qui nécessiterait une nouvelle Constitution. Erdoğan projette justement de changer la Constitution afin de pouvoir se représenter aux prochaines élections. S'agira-t-il d'une constitution qui garantira des droits aux Kurdes en même temps qu'elle consolidera le caractère autocratique du régime ? La question est source de controverses, mais nous n'en sommes pas encore là.

Un autre problème est l'ordre dans lequel les étapes vont se suivre. L'État va-t-il attendre que le dépôt des armes soit totalement réalisé pour appliquer les présumées réformes démocratiques, ou les deux processus vont-ils se chevaucher ? Il semblerait qu'Erdoğan opte pour la première possibilité – qui est difficilement acceptable pour le PKK – alors que Bahçeli semble plus réaliste sur ce point.

Quelle est l'évolution politique la Turquie vit-elle depuis le mouvement contre l'emprisonnement du maire d'Istanbul, İmamoğlu ?

Après le 19 mars, nous avons assisté à une mobilisation sociale comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. Des millions de citoyennes et citoyens sont descendu-es dans la rue pour défendre les maires élus, le droit de vote, la démocratie et la liberté. Bien que le mouvement ait été extrêmement hétérogène, on a pu observer une

radicalisation notable notamment dans la jeunesse universitaire et lycéenne.

Comme souvent après des explosions spontanées, le souffle du mouvement s'est estompé au bout d'un certain temps. Une dynamique a toutefois perduré un moment grâce aux campagnes de boycott contre certains groupes capitalistes ayant soutenu l'AKP. Mais en l'absence de bases de lutte sociale durables, de plateformes et de coordinations capables de prolonger la résistance – en dehors des appels ponctuels à des meetings lancés par le CHP –, on peut dire qu'aujourd'hui le mouvement a perdu de son élan dans la rue, même si l'indignation demeure bien présente.

Mais le régime continue sa répression sur le CHP avec plusieurs vagues successives d'arrestations dans diverses municipalités d'Istanbul. Onze maires sont actuellement détenus en attente de jugement. Une dernière vague « anti-corruption » a été lancée contre l'ancien maire CHP d'Izmir et son personnel (au total 160 personnes en garde à vue). Nous en sommes aujourd'hui au centième jour de l'arrestation d'İmamoğlu, et l'acte d'accusation n'est toujours pas prêt. Cela montre clairement à quel point le régime d'Erdoğan agit dans l'arbitraire le plus total. Par ailleurs, il y a aussi une tentative juridique visant à diviser le CHP. Un procès a été ouvert pour des irrégularités supposées lors du congrès du CHP de 2023, congrès au cours duquel Özgür Özel, nouveau président du parti, a été élu – un dirigeant qui, depuis l'arrestation d'İmamoğlu, mène une politique d'opposition d'une fermeté inhabituelle pour le CHP.

Cependant, Kemal Kılıçdaroğlu, l'ancien président du parti (et ex-candidat à la présidentielle, qui avait perdu face à Erdoğan en 2023), laisse entendre, dans une logique de revanche, qu'il pourrait reprendre la tête du parti si le congrès venait à être annulé. Il affirme également qu'il juge que la mobilisation née le 19 mars était inutile, que c'est une question entre İmamoğlu et la justice. Ainsi, une tension manifeste et publique oppose l'équipe de Kılıçdaroğlu à celle d'Özel et d'İmamoğlu. Pour l'instant, le procès a été reporté au mois de septembre.

Quel est l'état du mouvement ouvrier actuellement ?

Les organisations syndicales du mouvement ouvrier n'ont eu pratiquement aucun rôle dans ce mouvement de contestation. La classe ouvrière ne s'est pas reconnue dans le mouvement. Une partie importante est toujours réceptive à la propagande d'Erdoğan, malgré une détérioration dramatique du pouvoir d'achat depuis plusieurs années. Et pour le moment, très peu d'efforts ont été faits (notamment de la part de la gauche radicale, anticapitaliste, révolutionnaire) pour faire comprendre que la question démocratique et la question sociale sont intimement liées.

Les aspirations démocratiques doivent être fécondées d'un contenu de classe. Le « choc prolétarien » dont parlait Ernst Bloch est toujours le principal absent du combat contre le régime. C'est la tâche stratégique la plus importante, la plus déterminante d'un point de vue historique et la plus difficile, à laquelle la gauche révolutionnaire fait face. Il s'agit de briser le clivage culturel-religieux dont le maintien et l'approfondissement est l'arme principale de l'AKP, et lui substituer une polarisation de classe.

Mais pour revenir à la faiblesse des syndicats dans le mouvement, il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, le taux de syndicalisation est faible en Turquie, avec environ 15 % seulement. Et il faut prendre en compte que ce pourcentage ne comprend que les travailleurs-ses « déclarés », donc pas celles et ceux qui travaillent au noir.

Ainsi le niveau de syndicalisation réel est encore plus bas.

De plus, les plus grandes confédérations sont de droite conservatrice et nationaliste. Certaines sont totalement dans le giron de l'AKP. Donc il ne faut pas attendre de grève de celles-ci, surtout dans le contexte poli-

“ La convergence entre le mouvement kurde et l'opposition bourgeoise laïque a surtout fonctionné pour les élections. Ces deux forces de l'opposition avaient besoin l'une de l'autre pour triompher face aux forces du régime. Mais cela n'a pas suffi pour renverser Erdoğan en 2023. ”

4) Cumhuriyet Halk Partisi, Parti républicain du peuple, parti créé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk, membre de l'Internationale socialiste et membre associé du Parti socialiste européen.



Manifestation à Sarajevo le 23 mars 2025. © u/Responsible-Cover207 / CC BY-SA 4.0

tique actuel. DISK et KESK sont les confédérations les plus à gauche. Mais ici comme ailleurs les liens entre les syndicats et leurs membres ne sont pas toujours très organiques, et il y a de sérieux doutes que les travailleurs participent massivement à ces grèves. D'autant plus que cela peut représenter un risque sérieux de perdre son travail, étant donné que les lois, et même la Constitution, ne signifient plus rien dans ce pays. Depuis plusieurs années, chaque grève est interdite (« reportée ») car elle porterait atteinte à la sécurité nationale.

Cependant, il y a eu en juin 2025 une grève de 23 000 travailleurs-ses de la mairie d'Izmir, avec une revendication principale, très légitime, obtenir des augmentations de salaires et l'égalité salariale avec les collègues qui font le même travail. La grève était dirigée par le syndicat Genel-İş lié au DISK, organisé surtout dans les mairies CHP et en extrême connivence avec celles-ci. La grève n'a duré qu'une petite semaine et les ouvriers ont obtenu des acquis significatifs à l'issue de cette grève (5). Mais la base du CHP et la fraction « col blanc » de la classe ouvrière face à cette grève a réagi d'une façon très négative : « vous faites le jeu de l'AKP en affaiblissant nos mairies », « pourquoi les éboueurs réclament-ils le même salaire que les médecins ? » Cette réaction nous a une fois de plus montré combien la solidarité et la conscience de classe sont toujours à reconstruire même (et peut-

être surtout) en des temps de mobilisation contre un régime dictatorial.

Quel est l'état d'esprit au sein de la population face aux guerres menées par Israël ?

L'antisionisme est, de toute évidence, une position partagée quasi unanimement par la population. Mais il existe quelques difficultés pour la construction d'un mouvement unitaire en soutien à la Palestine et contre l'offensive israélienne envers l'Iran. Le régime islamiste et nationaliste d'Erdoğan adopte, bien entendu une posture anti-israélienne et organise de grands meetings en solidarité avec la Palestine. Mais il a été démontré que le commerce avec Israël et les relations financières et militaires avec Tel Aviv continuent ! Récemment, Selçuk Bayraktar, gendre d'Erdoğan et fabriquant des fameux drones turcs, a annoncé la création d'une coentreprise avec Leonardo, une entreprise italienne critiquée pour ses ventes d'armes à Israël et visée par des manifestations dans plusieurs villes du monde. D'autre part, le système radar de Kürecik, dans la base militaire de l'OTAN de la province de Malatya, est directement intégré au réseau de défense israélien. Donc l'antisionisme d'Erdoğan relève plus de la rhétorique que de faits concrets.

Une autre difficulté est que le mouvement kurde ne mobilise que très rarement concernant la question palestinienne. Les rapports entre le mouvement kurde et la résistance palestinienne – qu'il s'agisse d'Öcalan et d'Arafat, du PKK avec l'OLP ou le Hamas – ont été marqués par des tensions et des désaccords depuis les années 1990. Plus récemment, Cemil Bayık, l'un des dirigeants du PKK, avait critiqué les méthodes du Hamas lors de l'opération Déluge d'al-

Aqsa et déclaré que les peuples palestinien et juif devaient trouver les moyens de vivre en fraternité. Mais une raison plus conjoncturelle réside sans doute dans le soutien de Washington et de Tel Aviv aux YPG (incluses dans les FDS) (6), perçues comme un allié en Syrie. Öcalan avait d'ailleurs vivement critiqué cette situation. Lors de sa rencontre avec la délégation du DEM le 21 avril 2025, il avait affirmé en parlant des FDS que « *İsrail a constitué son propre Hachd al-Chaabi* » (milices pro-iraniennes opérant en Irak).

Peut-il y avoir une nouvelle convergence entre le mouvement kurde et l'opposition, malgré les manœuvres d'Erdoğan ?

Il faut rappeler que la convergence entre le mouvement kurde et l'opposition bourgeoise laïque a surtout fonctionné pour les élections. Ces deux forces de l'opposition avaient besoin l'une de l'autre pour triompher face aux forces du régime, au niveau municipal comme au niveau des présidentielles. Finalement cela n'a pas suffi pour renverser Erdoğan en 2023. Il est très difficile de prévoir ce qu'il en sera des rapports de force et des dispositions de chacun de ces éléments d'ici le prochain scrutin, programmé pour 2028 mais qui aura très probablement lieu plus tôt. Est-ce que le processus de paix perdurera avec toute l'instabilité et l'atmosphère de guerre qui règne au Moyen-Orient ? Dans quel état sera le CHP après cette immense tentative de criminalisation à son encontre ? Ekrem İmamoğlu sera-t-il en liberté et surtout éligible pour pouvoir souder l'opposition face à Erdoğan ?

Mais je pense que l'essentiel est de forger des structures capables de garantir la continuité des luttes contre le régime dans divers domaines. Qu'il s'agisse du combat contre l'ouverture des zones d'oliviers à l'exploitation minière, du mouvement des femmes, de la crise du logement – devenue un problème majeur –, du mouvement LGBTI, ou encore de la mobilisation des parents contre la marchandisation et l'islamisation de l'éducation, l'objectif fondamental pour la gauche révolutionnaire doit être de créer des structures, des coordinations, des comités dans tous ces champs, pour être préparée aux prochaines mobilisations de masse sociales et/ou démocratiques, pour empêcher que cette dynamique de combat ne s'évapore en l'espace de quelques semaines. ■

Le 4 juillet 2025

5) Une hausse rétroactive des salaires de 30 % pour les six premiers mois de l'année et une revalorisation de 19 % en juillet. L'inflation est supérieure à 35 % par an en Turquie, selon les chiffres officiels.

6) Les Unités de protection du peuple (en kurde: Yekîneyên Parastina Gel) forment la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie. Les FDS sont les Forces démocratiques syriennes, qui incluent les YPG.

En Palestine comme dans la solidarité internationale, il faut se tourner vers la résistance

À l'occasion de la menace de dissolution du mouvement Urgence Palestine en France, Salah Hamouri donne son point de vue sur comme construire la résistance palestinienne, que ce soit sur place ou dans le reste du monde.

Entretien avec
Salah Hamouri

Pourquoi Retailleau veut-il dissoudre Urgence Palestine et la Jeune garde ?

Je pense qu'Urgence Palestine et la Jeune Garde, chacun dans son combat, ont construit une dynamique militante assez forte. Ces organisations ont apporté une autre dimension, une autre façon de penser, une nouvelle analyse politique et un nouvel engagement politique. Elles ont recruté des nouvelles personnes, une nouvelle génération militante, et ainsi ont pu toucher une partie de la société française. Urgence Palestine a réussi à influencer la vie politique en France par rapport à la Palestine.

Je pense que Retailleau n'est pas seul, qu'il y a une pression des Israéliens derrière cette offensive.

Concrètement, cela faisait suite à une demande de députés de droite qui sont liés à Israël, et qui lui ont demandé de dissoudre Urgence Palestine (1).

C'est la même chose pour Palestine Action en Grande-Bretagne, qui a d'ailleurs perdu son recours le 5 juillet (2).

Il y a une pression pour qu'on en reste à une solidarité humanitaire, sans engagement sur des bases politiques liées à la résistance et à un combat international.

Quelle est la spécificité d'Urgence Palestine par rapport au mouvement pro-palestinien traditionnel ?

Je pense que sa spécificité est la place que certain-es Palestinien·nes ont pris, et le rôle qu'ils ont pu jouer. En France comme ailleurs, c'est une place qui avait disparu depuis un certain moment. Nous pensons que la diaspora palestinienne aura un rôle politique très important à jouer à l'avenir dans le combat et dans la résistance.

C'est un rôle qui doit s'organiser, se renforcer politiquement, parce que c'est un rôle que les accords d'Oslo ont voulu faire disparaître. Depuis 1994, pendant 30 ans, on a voulu faire disparaître le rôle de la diaspora palestinienne. Alors aujourd'hui,

“La diaspora palestinienne aura un rôle politique très important à jouer à l'avenir dans le combat et dans la résistance.”

partout, en France mais aussi aux États-Unis, à Londres, à Barcelone, une génération palestinienne s'est réveillée. Cette génération palestinienne est le moteur de tous les événements depuis le 7 Octobre jusqu'à aujourd'hui.

À Londres, plusieurs mouvements palestiniens jouent un rôle essentiel. Il y

a une génération palestinienne en France, avec Beitna en Belgique, avec les Palestiniens de Barcelone qui ont joué un rôle très important même avant le 7 Octobre. Il y a un réveil dans la diaspora pour jouer un rôle et reprendre la main sur le plan politique.

Il y a actuellement un changement de position dans le mouvement concernant le bilan des accords d'Oslo.

De manière générale, beaucoup de Palestinien·nes ont dit qu'Oslo, c'est une catastrophe, la troisième catastrophe, cette fois signée par des mains palesti-



Salah Hamouri

Salah Hamouri est avocat et militant palestinien, membre d'Urgence Palestine en France. Il a été emprisonné plusieurs fois en Israël, notamment pour des accusations d'appartenance au Front populaire de libération de la Palestine. Il est l'auteur de *Prisonnier de Jérusalem. Un détenu politique en Palestine occupée*, éditions Libertalia, 2023. Propos recueillis par Antoine Larrache.

niennes. À l'époque, les gens n'y croyaient pas, il y avait surtout des gens qui ont vu Arafat et Rabin en train de se serrer la main. Mais partout il a été dit que ce serait la fin du conflit, qu'Israéliens et Pales-

1) Le député Rassemblement national Julien Odoul a également demandé le 22 octobre la dissolution d'Urgence Palestine. Le 29 avril, le ministre de l'Intérieur a annoncé son intention de dissoudre UP et le collectif antifasciste la Jeune Garde. Le 12 juin, cette dernière a été dissoute. Une mobilisation de solidarité avec UP a permis de recueillir le soutien de 250 000 signataires et de plus de 800 organisations. La dissolution d'UP n'a pas été prononcée à ce jour.

2) Palestine Action a été interdite suite à une action dans une base de la Royal Air Force ayant consisté à asperger de la peinture sur des avions militaires. Lire « Le gouvernement britannique interdit Palestine Action, qualifiée d'organisation terroriste », Simon Hannah, 25 juin 2025, *Inprecor*. Palestine Action a formulé un recours auprès de la Haute Cour de Londres, qui l'a rejeté le 5 juillet 2025.



Palestine

tinien allaient vivre en paix, sans voir les questions fondamentales – la colonisation, l'occupation – et sans analyser les accords signés. Le deuxième accord, l'accord de Paris en 1996, qui aborde les questions économiques, est le plus terrible.

Il s'agissait donc d'un accord prétendant être un accord de paix sans rendre le moindre droit au peuple occupé. Avec Oslo, aucun droit fondamental n'a été rendu aux Palestiniens.

Sans parler de la nature de l'Autorité palestinienne...

Oui. Quand tu acceptes la situation, il y a deux possibilités : soit tu es naïf politiquement, soit tu veux te décharger d'un engagement politique qui peut coûter cher.

Mais aujourd'hui, personne ne peut être naïf et ne pas voir la réalité. Les personnes qui restent bloquées sur la question de deux États et les accords d'Oslo sont donc des personnes qui veulent se décharger politiquement de la responsabilité de dire vraiment les choses comme elles sont, tant sur l'Autorité palestinienne que sur la réalité du génocide en cours.

Est-ce que tu as des informations sur comment la population essaie d'agir, de résister, notamment en Cisjordanie ?

Il y a plusieurs enjeux, qui sont liés. Ces derniers mois, on voit un nouveau phéno-

3) L'Armée du Liban sud est une milice libanaise qui opérait avec le soutien de l'armée israélienne pendant l'invasion israélienne du sud Liban en 1978 et celle de 1982. Fondée en 1976-1977, elle est dissoute au moment du retrait de l'armée israélienne du sud Liban, en 2000.

4) L'Organisation de libération de la Palestine, créée le 28 mai 1964 à Jérusalem, a été la principale organisation de résistance palestinienne. Elle est composée de plusieurs organisations palestiniennes. La principale est le Fatah, mais il y a aussi le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP). Elle a été dirigée par Yasser Arafat à partir de 1969 jusqu'à sa mort en 2004. Elle est actuellement dirigée par Mahmoud Abbas (Abou Mazen), également président de l'Autorité palestinienne et de l'État de Palestine.

5) Les « Palestiniens de 48 » sont les Palestiniens qui, suite à la guerre de 1948 ayant abouti à la création d'Israël, se sont retrouvés à l'intérieur de l'État israélien. Ils sont environ 1,7 à 2 millions, soit 20 % de la population d'Israël. Les Palestiniens sont aussi 3,2 millions en Cisjordanie et, avant le début du génocide, 2,2 millions à Gaza. Ils sont également 6,4 millions dans les pays arabes alentour et 760 000 dans le reste du monde. Soit environ 14 à 15 millions au total.



Manifestation en soutien du peuple palestinien, Paris, 13 janvier 2024. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

mène, l'apparition de nouveaux groupes armés liés aux Israéliens. Ils mettent en place la même idée que l'Armée du Liban sud (3), ils ont créé deux milices dans le sud de Gaza, celles d'Abu Shebab, à Rafah et une autre à Khan Younès. Dans une interview publiée dans le journal israélien *Yedioth Ahronoth*, Yasser Abu Shebab explique clairement que ses milices de *collabs* sont soutenues par l'autorité palestinienne, l'armée israélienne et les Émirats arabes unis. Elles se coordonnent pour créer les milices armées liées à l'occupant à Gaza. Ce sont les mêmes groupes qui ont volé l'aide humanitaire et attaquent la population.

Mais il y a un nouveau phénomène aussi en Cisjordanie : même si l'Autorité palestinienne est faible, elle veut redéfinir politiquement la situation. Il y a eu une tentative de personnalités et de grandes familles qui sont liées à l'occupant. Elles veulent déclarer Hébron comme État indépendant ayant des liens directs avec l'occupant israélien. Ce n'est pas nouveau. En 1978, il y avait un projet israélien, appelé *Rawābit al-Qurā* (« ligue des villages »), qui visait à contourner certains maires et à travailler avec d'autres, les grands maires surtout. C'était des *collabs*, l'objectif était de remplacer l'OLP (4) par ces maires, mais une partie ont été tués par les organisations présentes en Cisjordanie.

Aujourd'hui, on vit la fin politique de l'Autorité palestinienne. Elle n'a plus de base sociale. Les Israéliens sont donc à la recherche d'une alternative pour contrôler les territoires palestiniens. Ils savent bien que le vide peut se remplir. Soit ils arrivent à le remplir avec de nouveaux *collabs* – ils cherchent donc dans différentes directions, les grandes

familles, le business. Soit la résistance peut s'exprimer, même si les partis politiques sont faibles. Ils savent bien qu'un mouvement populaire peut se déclencher à n'importe quel moment en Cisjordanie. Les Israéliens essaient de l'éviter parce qu'ils savent bien que la Cisjordanie est la zone stratégique qu'il ne faut pas perdre, parce qu'un mouvement là-bas peut leur faire mille fois plus de mal que Gaza. C'est ce qu'on a vu dans la première et la deuxième intifada.

On y a d'ailleurs vu des mobilisations de la jeunesse ces dernières années, et de nouveaux groupes militants.

C'était en 2021, quand il y a eu la tentative de destruction de Sheikh Jarrah, un quartier à Jérusalem. Une offensive a été déclenchée, et cela a alerté les Israéliens : le mouvement s'est déclenché partout en Palestine : dans les territoires de 48 (5), à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza et dans la diaspora. C'était la première fois depuis 1948 que les cinq zones ont agi en même temps. Je pense que 2021 a remis le terme « peuple palestinien » sur le devant de la scène. Une unité politique s'est constituée autour de la résistance. C'est ce qui a alerté les Israéliens, qui ont compris le danger représenté par le réveil de millions de Palestiniens, en Israël, à Jérusalem, en Cisjordanie, qui met en danger toute la colonisation israélienne.

Qu'est-ce qu'il reste de ce mouvement ?

Les Israéliens ont réprimé ce mouvement : des milliers d'arrestations, des années d'emprisonnement et les

destructions mises en œuvre ensuite en Cisjordanie. Je pense que prochainement, il va de nouveau se passer quelque chose en Cisjordanie et à Jérusalem, que ça va éclater.

Comment ça va se passer ? Quel sera l'élément déclencheur ? On ne sait pas. Mais l'énorme répression, l'avancée de la colonisation, la destruction deviennent insupportables. On voit la fuite dans le nord de la Cisjordanie, les camps de réfugiés dans le nord, ce que l'armée a appelé le plan X (6).

Je pense que les gens voient arriver le moment où il n'y a plus d'avenir, plus d'horizon, plus de solution, ni humaine ni politique. Le moment où il n'y a plus rien.

Et je pense qu'on n'est pas loin du déclenchement d'une grande révolte.

As-tu des informations sur comment la résistance existe à Gaza ?

On est rentré dans une guerre de guérilla, c'est clair. Mais elle n'a pas de commandement organisé, centralisé. Il y a des résistants partout, qui ont leur expérience, qui sont sur leur terrain, dans les villes.

Par exemple, hier, une opération a eu lieu à Beit Hanoun, tout au nord, près de la frontière, une ville qui a été rasée au début de la guerre, il y a 20

mois. Et pourtant il y a eu 5 morts et 15 blessés du côté de l'armée israélienne. Les Israéliens savent que plus ils restent à Gaza, plus ils vont avoir des pertes.

Gaza est quasiment invivable, les deux tiers du territoire sont occupés, seul le centre ne l'est pas. Le prétexte des Israéliens pour ne pas occuper est que leurs prisonniers seraient dans ce coin et qu'il ne faudrait pas prendre le risque qu'ils soient tués. La réalité est qu'ils savent que plus ils restent sur le terrain, plus ils vont avoir de pertes.

Aujourd'hui, il y a des déclarations de Yaïr Lapid – candidat au poste de Premier ministre – et d'anciens généraux qui déclarent que la présence à Gaza va conduire à de nombreuses pertes dans l'armée israélienne et qu'il faut se retirer de Gaza, aller vers un échange de prisonniers – avec des prisonniers politiques palestiniens – et essayer de trouver une solution.

Je pense que la résistance sur place peut continuer des années, les Gazaoui-es sont bien organisés, ils résistent et il y a un soutien populaire à cette résistance.

Mais avec un coup humain énorme. Certaines études parlent de centaines de milliers de morts. As-tu des échos de ce qui se passe en Jordanie ?

Pendant l'invasion impérialiste israélienne et américaine sur l'Iran, la Jordanie a aidé Israël. Elle accueille des bases américaines, françaises et britanniques. 3 000 soldats américains y sont stationnés.

Ils savent que la Jordanie aussi, pour les Palestiniens, est un endroit stratégique. La chute du régime créerait une énorme déflagration politique dans la région et dans le monde. C'est la plus longue frontière avec la Palestine. Le régime est faible, mais il est tenu par la répression des forces de sécurité. Il y

a eu des milliers d'arrestations depuis le 7 Octobre, dans la population et aussi dans les camps de réfugiés palestiniens.

Lorsque la mer Rouge a été bloquée par les attaques des Houties, la Jordanie a représenté un point de passage, avec le « pont terrestre » ouvert entre Israël et l'Arabie saoudite. La Jordanie a donc joué un rôle important pour débloquer la crise économique israélienne. C'est son rôle depuis 20 mois.

Pour la suite de la mobilisation, comment vois-tu les choses ?

Il est difficile d'anticiper ce qui va se passer. Il pourrait y avoir très rapidement un cessez-le-feu de 60 jours. Trump dit s'être engagé à arrêter la guerre, donc on verra ce qui va se passer.

De mon côté, je pense que l'enjeu est de renouveler l'OLP, sur des bases révolutionnaires, et en permettant l'entrée de tous les partis politiques. Il faut un programme de lutte à long terme, car il n'y a pas de solution politique aujourd'hui, il faut d'abord créer un rapport de forces, et c'est aux Palestiniens de le faire. Il faut revenir à un engagement sur la base de la résistance et, de là, tout changer.

Et au niveau de la mobilisation de solidarité ?

De la même manière, il faut changer de langage politique, se tourner vers la résistance. Et alors tout ce qui entoure les Palestiniens changera également.

Du côté d'Urgence Palestine, et des Palestiniens en général, nous avons un rôle politique à jouer pour renforcer l'engagement militant et approfondir l'analyse politique : sur l'importance de la résistance, sur l'importance d'une solidarité profonde, politiquement engagée. Elle ne doit pas se limiter à une solidarité humanitaire, il faut s'engager politiquement et sur le plan militant. C'est notre rôle pour les prochains mois et années. ■

Le 8 juillet 2025



Jénine, février 2025 : le nettoyage ethnique en direct. © Wahaj Bani Moufleh.

6) Le plan X du ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich vise à accaparer les terres palestiniennes en Cisjordanie occupée. En 2024, 800 hectares ont été saisis : « Selon l'organisation israélienne anti-colonisation La Paix maintenant, il s'agit de la plus importante saisie de terres en territoire palestinien depuis les accords d'Oslo ». « En Cisjordanie, les routes au cœur d'un nouveau plan de colonisation », 29 mars 2024, France 24.



La répression contre le mouvement pro-palestinien à Berlin

La répression continue du mouvement propalestinien par l'État allemand, en particulier à Berlin, a atteint des niveaux qui inquiètent les organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International, les médias internationaux et même Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens (1).

Par
Roser Garí Pérez

Le fonctionnement de cet appareil répressif ne peut être compris sans le cadre historique et politique qui le sous-tend : la *Staatsräson* (2) allemande, la raison d'État, qui fait de la défense inconditionnelle de l'État d'Israël un pilier central de la politique nationale. À tel point que, alors que d'autres pays commencent à critiquer le génocide israélien, l'Allemagne a de nouveau manifesté, le 23 mai 2025, sa solidarité inconditionnelle avec l'entité sioniste (3). Ce n'est pas seulement Israël que la *Staatsräson* protège : ses criminels de guerre aussi. Armin Laschet de la CDU, président de la commission des Affaires

étrangères, a déclaré cette semaine dans une interview où il a cité à plusieurs reprises la *Staatsräson*, que si Netanyahu venait en visite, il ne serait pas arrêté sur le sol allemand, malgré le mandat d'arrêt international dont il fait l'objet (4).

Cette position, adoptée comme une supposée tentative de réparation historique de l'Holocauste, a engendré une dynamique dangereuse. En confondant antisionisme et antisémitisme, toute critique de l'État d'Israël est criminalisée, même lorsqu'elle émane de militants antisionistes juifs ou qu'elle est basée sur le respect des principes des droits humains. Après des décennies de criminalisation et de tentatives de rendre invisibles l'histoire et les revendications du peuple palestinien, pour attaquer le mouvement, l'État allemand applique depuis 20 mois des politiques autoritaires rappelant le siècle dernier.

Un tournant s'est produit le 7 octobre 2023

Presque tous les hommes politiques allemands ont manifesté leur soutien inconditionnel à Israël, indépendamment de ses paroles et de ses actes génocidaires. Pour cela, il a fallu réprimer toute solidarité avec la Palestine à Berlin, la ville où se trouve la plus grande communauté palestinienne d'Europe.

La répression et la criminalisation menées par l'État allemand ne peuvent être comprises que comme un cercle vicieux impliquant hommes politiques, médias, police et système judiciaire.

Invoquant la *Staatsräson*, le ministre allemand de l'intérieur a déclaré que des slogans tels que « *du fleuve à la mer* » relevaient de la propagande terroriste du Hamas, donnant ainsi carte blanche à la



Roser Garí Pérez

Roser Garí Pérez, militante des droits des humains et des animaux et chercheuse, basée à Berlin. Elle a écrit et donné des conférences sur l'antisémitisme et s'est récemment intéressée à la réaction disproportionnée de l'Allemagne au mouvement de solidarité avec la Palestine. Publié par *Viento Sur*, traduit par Lauriane Misandro. Intertitres de la rédaction.

police pour intervenir violemment lors des manifestations (5).

Dès lors, Berlin a été le théâtre d'arrestations massives, de détentions arbitraires et d'un usage disproportionné de la force par les autorités (6). Les manifestations pacifiques ont été systématiquement réprimées. Le port de symboles tels que keffieh ou drapeaux palestiniens, voire le simple fait de parler arabe lors de rassemblements, est un motif d'arrestation. Parmi les mesures absurdes (7), l'interdiction de jouer du tambour, de chanter ou de prononcer des discours dans d'autres langues que l'allemand ou l'anglais (8), renforce un contrôle policier sans précédent sur la liberté d'expression et de réunion.

Une répression systématique

Le mouvement étudiant (9), force motrice de la contestation dans de nombreuses régions du monde, a subi de lourdes attaques de la part des politiques et des médias. Les campements, les actions

1) « Amnesty slams German police violence against peaceful pro-Palestinian protesters » (Amnesty International condamne les violences de la police allemande contre des manifestants pacifiques pro-palestiniens), Anadolu staff, 19 août 2024, *Anadolu Agency* ; « Punched, choked, kicked: German police crack down on student protests » (Frappés, étranglés, roués de coups de pied : la police allemande réprime les manifestations étudiantes), Ruairi Casey, 25 mai 2024, *Al Jazeera* ; « Francesca Albanese on Germany & Israel », 1^{er} mars 2025, 99 ZU EINS.

2) Voir « German Staatsräson means deportation? », Rosie Woodhouse, 22 avril 2025, *Critical Legal Thinking*.

3) « Bundesrat bekennt sich zu Solidarität mit Israel » (Le Conseil fédéral affirme sa solidarité avec Israël), 23 mai 2025.

4) Vidéo visible sur Twitter, 25 mai 2025.

5) « Palästinen-Pöbel » (From the River... verboten », Christian Rath, 13 novembre 2023, *Redaktions Netzwerk Deutschland*.

6) « The Pro-Palestinian Movement as a Laboratory in Germany », Roser Gari Perez, 25 mars 2025, *The Left Berlin*.

7) « Germany: One Year of Accomplice to Genocide », Roser Gari Perez, 05 octobre 2024, *The Left Berlin*.

8) « Amnesty slams Germany over Arabic language ban at pro-Palestine protest », 12 février 2025, *Medyanews*.

9) « German police clear pro-Palestinian camp at Berlin university », Philipp Krach, 7 mai 2024, Reuters.



“ En confondant antisionisme et antisémitisme, toute critique de l'État d'Israël est criminalisée, même lorsqu'elle émane de militants antisionistes juifs ou qu'elle est basée sur le respect des principes des droits humains. ”

© Xénia Gomes Adães

symboliques et les occupations d'universités ont été réprimées à grands coups de violences policières et de menaces d'expulsion. Dans les établissements, étudiant-es et enseignant-es risquent des sanctions pour avoir exprimé leur solidarité avec la Palestine, dans un climat de censure institutionnelle. Nombre de ces étudiant-es ont été dénoncés par leur université elle-même et des dizaines de procès sont en cours. Les élèves et les enseignant-es sont réprimés et ne sont pas autorisés à exprimer leurs opinions s'ils et elles sont propalestiniennes. Les keffieh, les drapeaux palestiniens et autres symboles de solidarité sont interdits (10). Ces interdictions émanent du gouvernement berlinois lui-même, et plus particulièrement de la sénatrice CDU chargée de l'éducation, Katharina Günther-Wünsch (11).

Dans le même temps, dans une atmosphère de plus en plus raciste alimentée par les médias, des dizaines d'expulsions sont effectuées, visant principalement les réfugiés palestiniens de Gaza. Quatre ressortissants occidentaux (12), dont trois de l'UE, ont été menacés d'expulsion immédiate pour leur participation à des manifestations étudiantes, sans aucune condamnation judiciaire. Les décisions d'expulsion les concernant, qui font actuellement l'objet d'un recours, répondent aux pressions directes du gouvernement de Berlin. Pendant ce temps, les demandes d'asile de Palestiniens de Gaza sont bloquées pour une durée indéterminée (13).

Les conséquences de ce climat répressif se font également sentir sur les lieux de travail. Plusieurs personnes ont perdu leur emploi en raison de leur participation à des manifestations, de partage de contenu sur les réseaux sociaux ou simplement de l'expression de leur solidarité avec la Palestine, et beaucoup d'entre elles ont été victimes de doxing (divulgaration de données personnelles, NDLR)

et de campagnes de haine dans les médias. Parmi les personnes touchées figurent des fonctionnaires (14), des guides de musée (15), des travailleurs sociaux (16), des journalistes (17) et des employés du secteur privé (18). La peur du chômage et les frais de justice élevés constituent une forme de punition économique et psychologique.

Les médias alternatifs traqués

La presse allemande, qui s'aligne principalement sur le discours officiel, tout en ignorant ou en mentant sur ce qui se passe à Gaza (19) joue un rôle essentiel dans ce climat de harcèlement (20). Comme nous l'avons déjà mentionné, des médias publics et privés publient des articles qui

donnent l'identité des militant-es (21) et les humilient en les accusant d'antisémitisme, tout en criminalisant l'ensemble du mouvement en général.

Les journalistes qui critiquent les actions du gouvernement et de la police, ou qui rapportent la répression, ont été arrêtés ou agressés (22). Les organisations allemandes de journalistes restent silencieuses face à ces attaques, tout en portant des accusations infondées contre les médias et les journalistes non sionistes.

La fermeture de *Red.media* (23), l'un des rares médias de gauche à avoir couvert à la fois le génocide à Gaza et la répression en Allemagne, est un cas inquiétant. Ce média a fait l'objet d'une longue campagne de désinformation, atteignant son comble le 20 mai, avec l'inscription de son fondateur, Hüseyin

10) Twitter de Nina Maleika, 22 mai 2025.

11) «Umgang mit Störungen des Schulfriedens im Zusammenhang mit dem Terrorangriff auf Israel» (Gestion des troubles de la paix scolaire dans le contexte de l'attaque terroriste contre Israël), Administration du Sénat pour la formation, la jeunesse et l'éducation de la jeunesse et de la famille, 13 octobre 2023.

12) «Germany wants to deport four pro-Palestine activists: What you should know», Jad Salfiti, 14 avril 2025, *Al Jazeera*.

13) «A deeper dive: the clash between Germany's participation in the genocide and its own legal system», 23 novembre 2024, *Asylum4gazansnow*.

14) «Arbeitsministerium feuert Juristin» (Le ministère du Travail licencie une juriste), Max Grigutsch, 4 mars 2025, *Junge Welt*.

15) «Jewish guide FIRED from Jewish Museum for supporting Palestine», entretien de Lucas Febraro avec Udi Raz, 27 janvier 2024, YouTube.

16) «Two girls centres shut down because of private Instagram posts», Frieda Frauenzentrum, 22 avril 2024, *The Left Berlin*.

17) «German news anchor suspended after calling for boycott of Israeli products», Zeev Avrahami,

4 octobre 2024, *Ynet News*.

18) «Exposing Zalando, initiative by pro-Palestine employees in the company», 23 avril 2025, *The Left Berlin*.

19) «Video: Fabian Goldmann über das Versagen deutscher Medien zu Israel-Palästina», Jakob Reimann, 23 janvier 2025, *etos.media*.

20) «Israelhasser treten Polizisten nieder: Eine Szene entlarvt sich selbst» (Des antisémites piétinent des policiers : une scène qui en dit long), Alexander Fröhlich, 16 mai 2025, *Tagespieler*.

21) «Der harte Kern der Israel-Hasser» (Le noyau dur des antisémites), Isabel Pfannkuche et Iman Sefati, 21 mai 2024, *Bild*.

22) «Polizei will Vorwürfe nach Besetzung der Humboldt Universität in Berlin aufklären» (La police veut clarifier les accusations après l'occupation de l'université Humboldt à Berlin), 18 avril 2025, *Stuttgarter Zeitung*.

23) «Red.media to shut down amid anti-Palestinian repression in Germany» (*Red.media* ferme ses portes dans un contexte de répression anti-palestinienne en Allemagne), Ana Vračar, 20 mai 2025, *Peoples Dispatch*.



Allemagne

Doğru, sur la liste des sanctions adoptées par UE contre des personnes ou des entités, ce qui l'a contraint à quitter son pays.

Les réseaux sociaux (24) font également l'objet d'une surveillance et d'une répression de la part de l'État. Des militants ont reçu des notifications indiquant qu'ils faisaient l'objet d'enquête pour des messages critiques à l'égard du sionisme, dans certains cas avec des qualifications aussi graves que l'apologie du terrorisme ou la négation de l'Holocauste, bien que cela ne résiste pas à l'examen des faits faisant l'objet de l'enquête. Certains d'entre eux vont être jugés.

En outre, des organisations sociales et culturelles (25) se sont vu retirer leurs subventions publiques pour leur collaboration avec des groupes tels que *Jüdische Stimme für gerechten Frieden im Nahost* (Voix juives pour la paix au Moyen-Orient), considérés comme « antisémites » en raison leur critique du gouvernement israélien, les Allemands ariens définissant, une fois de plus, qui sont les bons juifs.

Citant des médias et des rapports de police, le dernier rapport sur la protection de la Constitution, présenté le 21 mai par le Sénat de Berlin, décrit le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) comme un ennemi de l'ordre constitutionnel (pp. 25-30). Cela annonce un nouveau cycle de répression contre un mouvement pacifique et mondial qui a pourtant été nommé pour un prix Nobel en 2018.

La violence policière comme outil politique

L'État allemand, en se justifiant à nouveau au moyen d'articles de presse, utilise également des mesures préventives vouées à intimider. Les militants reçoivent

la visite de la police avant des dates clés (1^{er} mai, 15 mai, 7 octobre) et se voient interdire de participer à des manifestations sans argument juridique clair.

Après certaines arrestations, quelques personnes sont placées en centre de détention pendant plusieurs jours, à titre dissuasif, dans le cadre de ce qui semble être une stratégie systématique visant à démoraliser le mouvement.

Le 15 mai, lors de la commémoration du 77^e anniversaire du début de la Nakba à Berlin, nous avons été témoins d'un grand nombre de ces mesures répressives. La police a de nouveau interdit aux manifestant-es de se déplacer, ne laissant que la possibilité d'un rassemblement statique. Ce rassemblement était entouré d'une présence démesurée de la police anti-émeute, très équipée, avec camions à eau, gaz lacrymogène, gants non réglementaires et chiens. Après plusieurs heures d'arrestations brutales de personnes scandant des slogans tels que « du fleuve à la mer », « les sionistes sont des fascistes » ou « Israël tue des enfants », la police a déclaré le rassemblement terminé et la pire scène de brutalité policière que nous ayons connue jusqu'à présent a démarré : les services de santé présents ont dénombré 33 blessé-es, notamment des nez cassés et des traumatismes crâniens ; quatre personnes ont été grièvement blessées et plusieurs ont dû être hospitalisées. À plusieurs reprises, la police a empêché les soignant-es de faire leur travail et les a même agressé-es.

Il y a eu 88 arrestations, d'une telle violence que plusieurs personnes détenues ont perdu connaissance. Entre autres tactiques, la police berlinoise a utilisé la manœuvre d'immobilisation qui a tué

George Floyd et, une fois de plus, on a entendu « I can't breathe » (je ne peux pas respirer). Plusieurs personnes arrêtées ont été placées en garde à vue, où certaines ont passé jusqu'à 50 heures au pain sec et à l'eau. L'excuse invoquée pour ne pas les libérer plus tôt : la volonté de les empêcher de participer à d'autres manifestations.

Plusieurs journalistes indépendant-es favorables à la cause palestinienne ont été arrêté-es et, plus généralement, empêché-es de travailler. La presse sioniste, dont une partie est ouvertement nazie, a, elle, été protégée par la police.

Cette presse a fait son travail de porte-parole de la police (26) et parle depuis une semaine des policiers blessés ce jour-là, la plupart avec des ecchymoses sur les mains du fait d'avoir frappé les manifestants, et de l'un d'entre eux qui, dans le chaos qu'ils avaient eux-mêmes provoqué, est tombé au sol avec plusieurs manifestants et, inévitablement, été piétiné dans la bataille.

Les hommes politiques utilisent les articles de presse pour demander davantage de restrictions et d'interdictions, ainsi qu'une plus grande protection policière. Le pouvoir judiciaire en prend note et confie les affaires relatives à la Nakba au procureur général de l'État (27).

Le déclin accéléré de l'État de droit en Allemagne et son intention de redevenir la plus grande puissance militaire d'Europe devraient alerter quiconque connaît un peu l'histoire, mais la population allemande reste largement indifférente et inactive. Pour l'heure, seule une pression internationale coordonnée semble donc susceptible de réveiller ces consciences endormies. ■

Le 30 mai 2025

24) « German Anti-Palestinian Racism Besmirched The Commemoration of the Liberation of Auschwitz » (Le racisme anti-palestinien allemand a entaché la commémoration de la libération d'Auschwitz), Roser Garí Pérez, 05/02/2025, *The Left Berlin*.

25) « Oyouun cultural centre to close after Berlin cuts funding », 22 novembre 2024, *The Berliner*.

26) « Polizisten und Demonstranten bei Nakba-Demo verletzt - mindestens 50 Festnahmen » (Policiers et manifestants blessés lors de la manifestation de la Nakba - au moins 50 arrestations), 16 mai 2025, RBB 24.

27) « Generalstaatsanwaltschaft ermittelt nach Angriff auf Polizist bei Nakba-Demo » (Le procureur général enquête sur l'agression d'un policier lors d'une manifestation contre la Nakba), 16 mai 2025, RBB 24.



Miguel Urbán : « Il y a encore des coups montés, la police infiltre les mouvements sociaux »

Le leader d'Anticapitalistas estime que le montage policier qui a cherché à l'impliquer dans la vente présumée de 40 kilos de cocaïne en 2016 visait à attaquer Podemos au moment clé de « la politique de changement » et annonce, dans une interview à *elDiario.es*, sa volonté d'engager une action en justice.

Par
Pedro Agueda

Miguel Urbán (né à Madrid en 1980) est un militant chevronné de la gauche antisystème. Ayant fait ses armes au sein du mouvement Okupa, membre historique d'Anticapitalistas, il voit ces jours-ci son nom faire de nouveau la une des journaux, ce à quoi il n'était plus habitué depuis la rupture de son parti avec Podemos en 2020, en raison de leur désaccord quant à la participation au gouvernement.

elDiario.es a révélé le 16 mai les détails d'une enquête secrète (1) menée contre lui en 2016 par le parquet antidrogue, commanditée par de hauts dirigeants de la police et tentant de l'impliquer dans une opération de trafic de cocaïne au Venezuela destinée à financer illégalement Podemos, montée de toutes pièces. M. Urbán a accordé cette interview depuis São Paulo, où il s'est rendu pour présenter son livre *Trumpismes. Néolibéraux et autoritaires*.

Pourquoi vous, et quel était l'objectif de vous impliquer dans le trafic de drogue et le financement de Podemos ?

Je ne pense pas qu'on s'intéressait particulièrement à moi. Tout comme

je ne pense pas qu'il y avait un intérêt particulier pour Iglesias, en tant que personne. Ce qu'ils voulaient, c'était détruire un collectif et détruire des idées. J'étais peut-être l'une des figures les plus reconnues d'Anticapitalistas et l'une des figures publiques les plus connues de Podemos. Mais enquêter sur moi était un prétexte pour enquêter sur Anticapitalistas et Podemos dans leur ensemble. Je pense qu'il est absurde de considérer que l'enquête me concernant était un prétexte pour enquêter sur Pablo [Iglesias] parce qu'il y avait déjà d'autres affaires le mettant en cause.

Pourquoi au premier semestre 2016 ?

C'est un moment clé pour la « politique du changement » [le renouvellement politique marqué par l'arrivée de nouveaux acteurs, comme Podemos à gauche et Ciudadanos à droite]. Je pense qu'ils ont eu peur lors des élections européennes, mais ils ont eu encore plus peur quand nous avons gagné à Madrid, à Barcelone, à Saragosse, à Cadix, à Valence, à Saint-Jacques-de-Compostelle, à Oviedo et à La Corogne. Là, il y en a qui se sont dit : « Ça peut devenir sérieux ». C'est là, je pense, qu'ils déclenchent cette opération folle. Elle coïncide avec les deux élections géné-

“Ce sont des mois d'activité frénétique des bas-fonds de l'appareil d'État, liés aussi aux médias et au pouvoir économique pour essayer de nous empêcher à tout prix d'être la première force électorale du pays.”



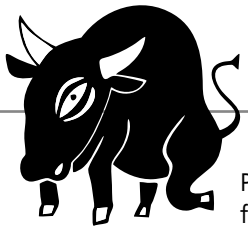
Miguel Urbán Crespo

Miguel Urbán Crespo est militant d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale. Ancien député européen de Podemos, il est co-auteur et co-directeur de plusieurs livres, notamment *Trumpismos, neoliberales y autoritarios* aux éditions Verso. Article traduit par Lauriane Misandro.

Photographie © GUE/NGL

rales, celles de décembre 2015 et de juin 2016, où nous aurions pu dépasser le Parti socialiste. D'ailleurs, d'autres complots se construisent au cours de ces mois-là, comme le prétendu compte de Pablo Iglesias aux îles Grenadines ou le prétendu rapport PISA [affirmant que

1) « El invento bajo secreto de la Policía contra Podemos: Miguel Urbán y 40 kilos de coca en el pub Nueva Visión de Malasaña », Pedro Águeda.



État espagnol

Podemos avait bénéficié de financements illégaux en provenance d'Iran et du Venezuela]. Ce sont des mois d'activité frénétique des bas-fonds de l'appareil d'État, liés aussi aux médias et au pouvoir économique pour essayer de nous empêcher à tout prix d'être la première force électorale du pays. C'était ça l'élément clé.

Qu'est-ce que cela fait de savoir qu'on a été la cible d'une enquête secrète tant d'années plus tard ?

Au début, j'étais très inquiet. La première chose que j'ai sue, c'est qu'on m'impliquait dans un trafic de drogue et que c'était pour cela que les comptes de Pablo Iglesias, entre autres, avaient été saisis. Je me suis demandé ce qu'ils avaient bien pu inventer. Lorsque l'on a pu avoir plus de détails sur l'affaire, on en a vu les aspects grossiers, comiques, voire surréalistes... La tension est redescendue un peu. Mais le plus angoissant, c'est ce que l'on ignore, pas ce que l'on sait.

C'était aussi une période très difficile pour moi sur le plan personnel. Ma mère était en train de mourir. Elle est décédée deux semaines après que j'ai

eu les premières informations à ce sujet. Je traversais une période difficile depuis plusieurs semaines et tout se mélangeait. Je me sentais fragile. On se dit : « ces gens auraient pu foutre ma vie en l'air ». Et puis il y a l'impunité dont ils bénéficient : les auteurs ne sont pas n'importe qui. Dans l'appareil de sécurité de l'État, il y a beaucoup de fascistes, mais là il ne s'agissait pas du bas de l'échelle, c'étaient les chefs, avec tout ce que cela implique.

Ils cherchent à te fragiliser, que tu ne tentes plus rien, que tu sois paralysé, que tout ce que tu souhaites, c'est que cela passe. Cela génère des sentiments contradictoires. D'un côté, on se dit :

“ Ils cherchent à te fragiliser, que tu ne tentes plus rien, que tu sois paralysé, que tout ce que tu souhaites, c'est que cela passe. ”

« C'est arrivé il y a dix ans. Laissons tomber. Je ne veux pas remuer le couteau dans la plaie ». Parce qu'en fin de compte, cela fait mal. Mais on ne peut pas laisser tomber. Il faut en parler, il faut appuyer là où ça fait mal : nous avons un problème de démocratie dans notre pays.

Ce n'est pas un groupe qui proposait de prendre le pouvoir de force qui a été attaqué. Podemos était un parti qui se présentait aux élections. Alors on se demande jusqu'où ils sont capables d'aller, jusqu'où ils auraient été capables d'aller.

Allez-vous engager une action en justice ?

Il faut qu'on évalue cela avec les camarades d'Anticapitalistas. J'ai discuté avec Iglesias de contacter les avocats de Podemos, impliqués dans l'affaire de l'Audiencia Nacional [sur l'espionnage de Podemos pendant le gouvernement du PP], pour voir si nous pouvions y être inclus. Mais cela doit être décidé collectivement par Anticapitalistas. La politique est un plaisir collectif. Je défendrai l'idée d'une action. On ne peut pas laisser passer ça.

Une telle situation peut-elle se reproduire ?

Évidemment. Les six de Saragosse [arrêtés dans le cadre d'une manifestation antifasciste en 2019] sont en prison depuis un an. Ces jeunes n'ont rien fait. Ils sont innocents et ils se mangent de la tôle. Quand on voit que la police a infiltré quelqu'un dans les mouvements sociaux de Madrid pendant 20 ans ; quand on voit qu'il y a des infiltrés dans les organisations écologistes, dans les mouvements de quartier, contre l'abattage d'arbres, dans des collectifs comme Distrito 14, des collectifs de quartier... Ce n'est pas que cela pourrait arriver, cela arrive.

Le problème des bas-fonds, comme de l'État, de l'appareil d'État... les failles démocratiques sont toujours là, les failles du régime de 1978 et les failles de notre démocratie libérale, dont on nous dit qu'elle est parfaite. Et ce n'est pas le cas. Toutes les idées ne sont pas autorisées. Pas le droit de protester, pas le droit à la dissidence. Nous avons des camarades de la CNT de Las Seis de la Suiza [des syndicalistes mobilisés contre le harcèlement subi par une travailleuse de cette pâtisserie] qui vont probablement aller en prison pour leur activité syndicale. C'est une véritable honte.

Il est naïf de penser que cela ne peut pas arriver, car c'est déjà là, c'est ce qui est grave, et c'est pourquoi je ne veux pas laisser passer. Ce n'était pas contre moi, mais contre des idées. Et cela continuera si nous ne faisons rien. ■



Le juge d'instruction Salvador Alba a été interdit d'exercer son métier après avoir été reconnu, en septembre 2019, « coupable de prévarication, subornation et falsification de document ». Le magistrat avait fait fabriquer de faux documents afin de faire accuser de corruption une députée de Podemos, Victoria Rosell.

Le 20 mai 2025

Après la grande panne d'électricité : quel modèle énergétique pour la transition écologique ?

La panne d'électricité du 28 avril dernier a bouleversé pendant quelques heures la péninsule ibérique et le sud de la France. Toutes celles et ceux qui y vivent ont été touchés d'une manière ou d'une autre. Cela a fait l'objet de nombreuses discussions qui, pour ne pas rester au stade de l'anecdote, compte tenu des risques systémiques qu'une telle situation se reproduise, exigent une analyse et une réflexion approfondies. Il faut en tirer des leçons pour l'avenir.

Par
Daniel Albarracín

En ce sens, on peut dire que le système énergétique se trouve à un tournant historique. L'urgence climatique, la fragilité géopolitique et la raréfaction des ressources nous obligent à repenser la manière dont nous produisons, distribuons et consommons l'énergie. Dans ce contexte, l'augmentation de la capacité énergétique basée sur les énergies renouvelables apparaît comme un enjeu crucial.

Mais tout développement n'est pas bon à prendre : il reproduit en effet bon nombre des logiques du système fossile qu'il est censé remplacer, car le modèle de transition énergétique actuel est mené par de grandes entreprises privées, dont l'objectif est la rentabilité. Un oligopole privé a pénétré et accaparé toutes les sources et technologies, y compris les énergies renouvelables, et est protégé par l'État et par un système de prix qui lui

garantit des marges et un marché, dans le secteur le plus rentable de l'économie espagnole. Face à cette situation, il est urgent de défendre une transition écosocialiste juste, démocratique et planifiée qui place au centre la vie et le bien-être collectif.

“Le système électrique centralisé exige que la production et la consommation soient équilibrées à tout moment. Cela nécessite un contrôle technique continu, généralement automatisé, afin d'ajuster l'offre à la demande réelle, la production à la consommation, seconde par seconde.”

qui permet à l'électricité produite d'atteindre les points de consommation de manière instantanée, continue et sûre. Pour comprendre les défis actuels et les décisions que suppose sa transformation, il est important de connaître ses éléments clés et leurs interactions.

Comment fonctionne le système électrique ?

Le système électrique n'est pas la forme principale sous laquelle l'énergie nous parvient et ne représente que 24 % du total de l'énergie utilisée, le reste provenant de sources fossiles utilisées pour le transport ou le chauffage. Le réseau électrique nécessite une infrastructure complexe

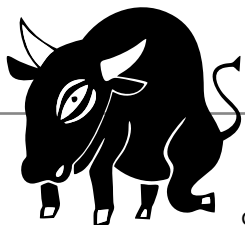


Daniel Albarracín Sánchez

Daniel Albarracín, économiste et sociologue. Professeur au département d'économie appliquée de l'université de Séville. Membre du conseil consultatif de *Viento Sur* et membre d'Anticapitalitas, section espagnole de la IV^e Internationale. Traduit de l'espagnol.

Le système électrique comprend quatre grandes phases :

- Production d'électricité dans des centrales (thermiques, nucléaires, hydroélectriques, solaires, éoliennes, etc.).
- Acheminement de l'électricité à haute tension sur de longues distances via un réseau de lignes de transport.
- Distribution de l'électricité en moyenne et basse tension aux foyers, aux entreprises et aux services.
- Consommation : utilisation finale de l'énergie électrique par les utilisateurs domestiques, industriels ou publics.



Le système électrique centralisé exige que la production et la consommation soient équilibrées à tout moment. Cela nécessite un contrôle technique continu, généralement automatisé, afin d'ajuster l'offre à la demande réelle, la production à la consommation, seconde par seconde. Pour répondre à cette exigence, il faut non seulement une surveillance et une coordination adéquates, mais aussi combiner des technologies présentant des caractéristiques très différentes, certaines plus difficiles à gérer que d'autres – c'est le cas des énergies renouvelables – dans la production qui contribue au système électrique.

Les caractéristiques des technologies de production d'électricité

En résumé, les principales technologies actuelles présentent les caractéristiques suivantes.

Centrales thermiques fossiles (gaz, charbon, fioul)

Elles contribuent à la gestion du système électrique centralisé actuel en ayant l'avantage de pouvoir être mises en marche ou arrêtées en fonction de la demande. Elles ont également une puissance installée et une inertie élevées qui assurent la stabilité au système.

Cependant, elles sont très polluantes, émettent de grandes quantités de CO₂ et d'autres gaz, sans oublier la dépendance extérieure qu'entraîne le recours à l'importation de ces sources, l'incertitude causée par les troubles géopolitiques et d'autres risques environnementaux et sanitaires graves.

Centrales nucléaires

On attribue souvent à cette technologie le mérite d'une production continue et contribuant à la stabilité du réseau, en raison de son inertie. Mais il faut savoir que cette continuité n'est pas un avantage, mais un élément de rigidité, car si les centrales peuvent être arrêtées, leur remise en service est très lente et très coûteuse. Le fait de devoir produire en permanence est exactement le contraire de ce dont le système



Rue Rosalía de Castro, Vigo, le 28 avril 2025. © Seoane Prado / CC BY-SA 4.0

de réseau centralisé a besoin. Les lobbies nucléaires essaient de promouvoir leur technologie, avec le mantra de sa stabilité, mais elle implique d'adapter le système et le reste des sources d'énergie.

Il est également vrai qu'elles n'émettent pas directement de CO₂, mais différents éléments rendent totalement inviables leur utilisation dans le cadre de la transition écologique à moyen et long terme : même si leurs coûts d'exploitation sont faibles, leurs coûts d'investissement sont élevés, ce qui les rend peu rentables ; leur durée de vie est limitée à quelques décennies et il en découle des coûts de démantèlement et de réinvestissement très élevés ; la gestion des déchets radioactifs s'étend à l'échelle géologique et il n'existe pas de conteneurs capables de résister à la corrosion pendant plus d'un siècle ; et malgré les améliorations en matière de sécurité, les risques à long terme font

de l'improbable un danger certain, comme pourrait l'affirmer Ulrich Beck (1), sans oublier la consommation d'eau nécessaire au refroidissement des centrales.

Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables représentent l'alternative, mais elles ne sont pas exemptes de contraintes. Tout d'abord, le système de réseau électrique centralisé est mal adapté aux énergies renouvelables.

L'énergie éolienne est propre, ainsi que l'énergie solaire photovoltaïque, et celle-ci est en outre modulaire et facile à installer. Toutes deux ont de faibles coûts d'exploitation. Mais elles sont intermittentes, plus difficiles à gérer, nécessitent de grandes surfaces disponibles et le modèle technologique actuel ne génère pas d'inertie. Pour accroître leur compatibilité dans un environnement stable, avec le système actuel, elles nécessitent des solutions de stockage ou de secours, qui sont aujourd'hui insuffisantes. Dans les pays où l'eau est abondante, comme les pays scandinaves, les centrales hydroélectriques fonctionnent bien, mais dans les pays touchés par des sécheresses

“ Plus on intègre d'énergies renouvelables intermittentes, plus le réseau électrique devient techniquement complexe. C'est pourquoi il est indispensable de promouvoir un modèle décentralisé. ”

récurrentes, comme le nôtre, les batteries constituent une alternative. Celles-ci sont également coûteuses, tant en termes économiques qu'en termes de matériaux critiques (lithium, cobalt, nickel), avec l'empreinte écologique qui en découle, tandis que l'hydrogène est peu efficace comme

accumulateur et que ses utilisations seront limitées.

Plus on intègre d'énergies renouvelables intermittentes, plus le réseau électrique devient techniquement complexe. C'est pourquoi, parallèlement à la production renouvelable, il est indispensable de promouvoir un modèle décentralisé et distribué de manière à ce que l'autoconsommation dans des communautés énergétiques, qui réduit la pression sur le réseau central, soit privilégiée.

1) Ulrich Beck (1944-2015), est un sociologue allemand, enseignant-chercheur à la London School of Economics, auteur de la *Société du risque* (1986), et de nombreux ouvrages et réflexions sur la gestion et la mitigation politique et économique des risques dans les sociétés occidentales contemporaines.

giée. Il faut aussi appliquer des politiques de gestion de la demande qui encourage la consommation aux heures où la production est la plus élevée. À cet égard, certaines mesures peuvent déjà être prises. Dans la mesure où le système électrique nécessite une synchronisation entre la production et la consommation, quel sens cela-t-il qu'au printemps et en été, la tranche de consommation la plus chère corresponde aux heures les plus ensoleillées ? Il faudrait au contraire que l'électricité soit moins chère pendant les heures les plus ensoleillées de la journée à cette période de l'année.

Ce qui ne fonctionne pas dans le développement actuel des énergies renouvelables

Loin de constituer une véritable alternative au système fossile, le déploiement actuel des énergies renouvelables est guidé par la logique du marché et non par les besoins sociaux ou écologiques. Les entreprises privées investissent de manière désordonnée, en privilégiant les zones où le raccordement au réseau électrique est le plus accessible et rentable, et celles où la consommation est plus importante, sans tenir compte des conséquences sur les territoires et des conflits avec les besoins des communautés rurales, qui sont souvent situées à proximité de ces mêmes points de raccordement.

Cette logique extractiviste des renouvelables ne réduit pas vraiment le recours aux sources non renouvelables : dans de nombreux cas, elle s'y ajoute simplement, tandis que les systèmes fossiles et nucléaires se maintiennent tant qu'ils continuent à générer des profits. En outre, la centralisation du système – qui reproduit le modèle fossile – à travers des méga-installations solaires et éoliennes et un réseau électrique centralisé qui nécessite une part importante d'énergies polluantes pour être stable, entre souvent en conflit avec les populations rurales, les usages agricoles traditionnels et la biodiversité.

Au lieu d'avancer vers une réduction de la consommation et une réorganisation du modèle énergétique, on reproduit un modèle productiviste qui se heurte de front aux limites écologiques de la planète.

Vers un modèle énergétique juste et durable

L'énergie est un bien commun essentiel. Elle doit donc être gérée par une

planification publique, avec une participation démocratique communautaire, et non comme un domaine lucratif. Il est indispensable que les pouvoirs publics reprennent l'initiative dans la conception du système énergétique, en s'orientant vers un modèle qui combine :

- Les énergies renouvelables comme source principale, en réduisant et en remplaçant progressivement les énergies fossiles et nucléaires.

- Une distribution décentralisée et communautaire, avec des systèmes d'autoconsommation, des réseaux locaux et un stockage de l'énergie adapté à chaque territoire.

- Une collaboration avec les communautés rurales et urbaines, en intégrant des critères sociaux, environnementaux et paysagers dans le choix des sites et des modèles de gestion.

- Une participation démocratique aux décisions énergétiques, en reconnaissant l'énergie comme un droit et non comme une marchandise.

Ce modèle nécessite un investissement public soutenu, non seulement dans les infrastructures de production, mais aussi dans les réseaux de distribution intelligents, le stockage, l'efficacité énergétique et l'éducation technique et citoyenne. Un investissement public ne peut se limiter au financement des infrastructures dont les entreprises privées tirent profit ; il doit profiter à l'ensemble de la société. Par exemple, la location massive de batteries et de systèmes de stockage, bien qu'elle puisse contribuer à stabiliser le réseau électrique, revient également à réduire les coûts d'investissement que les entreprises privées auraient dû assumer. Si le secteur public loue des batteries à grande échelle, alors il serait logique que l'ensemble du système soit public, par une socialisation de ce secteur stratégique. Le coût, bien qu'élevé, sera toujours inférieur aux 5 % de dépenses prévues pour la Défense d'ici à 2030. Il s'agirait sans aucun doute d'une bien meilleure option.

Mettre en œuvre la socialisation n'est toutefois pas suffisant. Cela doit s'accompagner d'une planification du redéploiement des infrastructures et de modifications technologiques. Fondé sur les énergies renouvelables – et de manière marginale, sur le gaz pour les situations d'urgence – ce modèle doit remplacer les autres technologies et sources d'énergie, déployer un modèle décentralisé, et adapter les sources aux

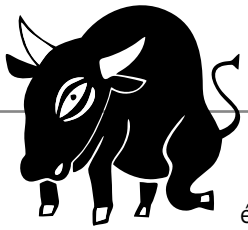
spécificités des territoires, par les décisions démocratiques de chaque communauté concernant l'emplacement des installations. De même, il semble indispensable que la réorganisation et le redéploiement des infrastructures s'effectuent dans le cadre d'une transition appuyée sur la recherche et l'innovation. Ainsi, elle pourra reposer de plus en plus sur des technologies *low tech* – appelées également « modestes » ou « légères » – indépendantes de l'industrie fossile et capables de minimiser l'utilisation des matériaux et de l'énergie, et s'inscrivant dans une « économie en spirale », dans laquelle on réintègre autant que possible les matériaux dans le cycle de la nature – en gardant à l'esprit que la thermodynamique est têtue à cet égard, comme le souligne souvent le professeur José Manuel Naredo (2). Tout en fournissant un service suffisant à l'ensemble de la population.

Souveraineté énergétique et territoire

Dans un monde de plus en plus marqué par les tensions autour du contrôle des ressources, l'autosuffisance énergétique devient un élément clé de la souveraineté. La péninsule ibérique, et en particulier le sud, dispose d'un potentiel énorme, suffisamment important pour satisfaire une grande partie de sa demande avec des énergies renouvelables. Mais cela exige un changement de modèle : il ne suffit pas de changer les sources énergétiques, il faut également transformer les rapports de forces qui structurent le système.

Une véritable souveraineté énergétique implique de décider collectivement quelle énergie doit être produite, comment, où, pour qui et avec quels impacts. Cela suppose de reconnaître que l'énergie n'est pas neutre, que son accès inégal conditionne tous les aspects de la vie et que toute transformation doit s'accompagner d'une justice territoriale et sociale, dont le premier pas est l'éradication de la précarité énergétique, en garantissant l'approvisionnement de base à toute la population, et en tenant compte des limites de notre biosphère.

2) José Manuel Naredo Pérez (1942-...) est un économiste et statisticien espagnol, pionnier, chercheur et vulgarisateur de l'économie écologique en Espagne, domaine dans lequel il a apporté d'importantes contributions en tant qu'auteur et éditeur.



État espagnol

Cette justice implique également, comme nous l'avons indiqué, de convenir de l'emplacement des installations selon des critères qui ne compromettent pas les possibilités et les besoins de la production agricole, ni les besoins des communes rurales, et qui incluent l'adaptation technique des infrastructures nécessaires. Par exemple, développer des éoliennes sans pales, qui transfèrent l'énergie par le biais de vibrations induites par des vortex – car les oiseaux suivent le même chemin que le vent exploité par ces dispositifs –, ou installer les fermes solaires sur des parkings, sur les toits des bâtiments et des industries et dans les zones rurales, de façon à avoir un impact moindre sur les populations, l'agriculture et la biodiversité.

Gardons également à l'esprit que nous devons multiplier ces infrastructures basées sur les énergies renouvelables – non pas pour les additionner aux technologies fossiles et nucléaires, mais pour les remplacer dans leur immense majorité.

Les limites biophysiques : la face cachée de la transition

On ne peut pas parler de transition énergétique sans reconnaître les limites matérielles de la planète. L'électrification de l'économie, nécessaire à bien des égards, ne doit pas être conçue dans le cadre d'une croissance illimitée de la production d'énergie renouvelable. Il semble nécessaire d'augmenter radicalement la capacité actuelle, à condition que cela ne se fasse pas de manière désordonnée et selon des critères de marché, mais en tenant compte des besoins et des conditions sociales, environnementales et techniques. Mais nous devons être conscients que cela implique de disposer de matériaux en quantités énormes, tels que le cuivre, le lithium et les terres rares, dont la disponibilité est limitée et dont le cycle de vie pose d'énormes défis écologiques. Cela impliquera également de poursuivre la recherche scientifique et de développer des infrastructures pouvant utiliser d'autres matériaux abondants, tels que l'aluminium qui, bien que moins bon conducteur que le cuivre, pourrait convenir à certaines activités.

Les infrastructures renouvelables actuelles dépendent indirectement des énergies fossiles pour leur extraction, leur

fabrication, leur transport ou leur maintenance. Leur durée de vie est limitée – généralement pas plus de 30 ans –, ce qui implique de les reconstruire, et elles génèrent des déchets. Il ne suffit donc pas de changer les sources d'énergie, il est indispensable de transformer le modèle économique pour une économie sobre et juste, opérant des choix dans les besoins énergétiques à satisfaire, en évitant les consommations excessives et superflues, au lieu d'essayer de maintenir le même niveau de consommation.

Cela implique :

- De promouvoir des modes de vie et de consommation sobres, efficaces et partagés, sans renoncer à satisfaire les besoins liés au bien-être et à un mode de vie digne.
- De parier sur la mobilité publique, collective et électrifiée, en donnant la priorité au transport par rail et tramway, mais aussi par bus ou métro, et de réserver l'usage des voitures électriques en milieu urbain pour les services essentiels (taxi, ambulance, pompiers). Il s'agit aussi de développer des systèmes municipaux de transport partagés permettant de desservir les zones rurales non desservies.
- Donner la priorité à l'utilisation de l'énergie pour couvrir les besoins fondamentaux et les activités à forte utilité sociale.

Quelle politique économique pour quel modèle énergétique ?

Une transition énergétique écologique exige une politique économique au service du bien commun. Il ne s'agit pas seulement de changer la matrice énergétique, mais de construire un autre modèle de développement. Un modèle qui ne recherche pas une croissance illimitée, mais l'équilibre avec les limites naturelles et la justice sociale.

Cela nécessite :

- Une planification publique à long terme, avec des critères techniques, sociaux et écologiques ;
- Une négociation et une participation démocratique des communautés aux décisions stratégiques ;
- Une reconversion de l'emploi et de la formation professionnelle vers des secteurs écologiques ;
- Une décentralisation des systèmes de production et de distribution, en mainte-

nant une articulation, voire une synergie, entre les différents systèmes.

Les élites économiques et politiques mondiales semblent avoir choisi une voie opposée : une transition autoritaire et antisociale, fondée sur le contrôle des ressources stratégiques, l'extractivisme, le recours croissant à la force, les inégalités et l'exclusion. Il s'agit d'un modèle où les combustibles fossiles, l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables extrêmement centralisées coexistent dans un système de plus en plus instable, extractif et militarisé. Un modèle qui se barricade pour faire face aux protestations, restreint les droits et consolide les privilèges d'une minorité.

Cette voie est non seulement socialement injuste, elle est aussi anti-écologique et politiquement insupportable. Elle va à l'encontre des intérêts de la majorité, en particulier des classes populaires et des peuples du Sud, et bloque toute possibilité de transition réelle vers un avenir viable.

Le modèle énergétique n'est pas une simple question technique : c'est une question profondément politique. Il détermine quelle vie est possible et pour qui. C'est pourquoi la lutte pour un nouveau système énergétique est aussi une lutte pour la démocratie, la justice et la dignité. De même, le système électrique n'est pas seulement un réseau technique : c'est aussi un champ de décisions politiques, sociales et écologiques. Chaque technologie a ses conditions, ses avantages et ses limites, et aucune, pas même les énergies renouvelables, n'est exempte d'impacts. C'est pourquoi une transition énergétique juste nécessite non seulement davantage d'énergies renouvelables, mais aussi une planification démocratique consciente, à partir du secteur public et des communautés, qui donne la priorité aux usages socialement nécessaires, minimise les impacts et distribue l'énergie de manière plus démocratique.

Éviter les coupures d'électricité à l'avenir ne dépend pas seulement de l'installation de plus de panneaux solaires ou d'éoliennes, mais d'une profonde refonte de notre mode de vie, de production et d'organisation. Nous avons besoin d'un modèle public, démocratique, à la hauteur des besoins, écologique et juste. Et nous devons le développer dès maintenant, car le modèle actuel est de plus en plus incertain et dangereux. ■

Le 6 juin 2025

Panama se rebelle contre le néolibéralisme

Les travailleurs et les peuples originaires sont mobilisés contre l'agenda néolibéral du gouvernement Mulino. Antônio Neto, de la revue *Movimento*, a interrogé le camarade José Cambra sur les raisons du mouvement, les rapports avec l'impérialisme américain et des éléments de programme de rupture devenu un symbole de la résistance populaire contre l'austérité et l'autoritarisme.

Entretien avec
José Cambra

Pourquoi les Panaméens sont-ils en grève depuis 54 jours ?

Au cours des derniers mois, le Panama est devenu l'épicentre de la lutte des peuples latino-américains contre le capitalisme sauvage, contre le néolibéralisme, et qui s'exprime par des grèves. Une grève illimitée a été lancée le 23 par les enseignants des écoles primaires et secondaires du pays. Ensuite il y a eu le 28 avril des grèves illimitées des travailleurs du secteur bananier, dans la province de Bocas del Toro, sur la côte atlantique panaméenne, près de la frontière avec le Costa Rica, ainsi que des travailleurs du bâtiment, menés par le Syndicat national unique des travailleurs de l'industrie du bâtiment et des secteurs connexes (Suntracs).

Ces grèves ont plusieurs motifs. Elles ont lieu, et c'est important, un an après l'investiture d'un président du nom de Mulino, du genre Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine, Duque en Colombie ou Trump aux États-Unis. Cet homme a remporté les élections en héritant du capital politique de l'ancien président Martinelli jugé et condamné pour des actes de corruption. Ricardo Martinelli a été président du pays entre 2009 et 2014 et, devenu inéligible après ses condamnations, a adoubé Mulino comme son candidat.

Mulino a fait campagne sur le thème « *Martinelli c'est Mulino, Mulino c'est Martinelli* » pour rendre la prospérité économique aux Panaméens. Les deux mandats de Ricardo Martinelli ont été marqués par une

période de prospérité économique dans le sens où il y avait beaucoup d'emplois à cause des mégaprojets (mégaprojets foyers de corruption à l'origine de la condamnation de Martinelli actuellement exilé en Colombie).

Mais au cours de sa première année du mandat de Mulino, il n'y a pas eu de création d'emplois. En revanche, il y a eu la loi 462 de réforme de la sécurité sociale. Cette loi met en danger les réserves, d'un montant de 9 milliards de dollars, de la Caja de Seguro Social, qui au Panama, gère les soins médicaux de la quasi-totalité des résident-es du pays ainsi que les retraites et pensions. La gestion de 90 % de ces réserves sera confiée à la Banque du Panama et à la Caja de Ahorros de Panama, deux banques publiques, mais dont les directeurs sont inféodés à Mulino et sont autorisés à soustraire cette gestion au privé. Et la gestion

des 10 % restants sera confiée directement au secteur privé. La loi stipule même qu'il est obligatoire d'acheter des titres de la dette américaine. En d'autres termes, ils mettent en danger les réserves du Fonds de Sécurité sociale, qui, au Panama, gère les soins médicaux de 90 % des résidents du pays ainsi que les retraites et pensions.

Cette loi réduit également de 60 à 30 % la retraite et repousse l'âge minimum. Selon les calculs des économistes de l'Université du Panama, au lieu de prendre leur retraite à 62 ans pour les hommes et 57 ans pour les femmes, les gens devront désormais travailler jusqu'à 80 ans pour toucher 60 % de leur salaire, sinon ils ne toucheront que 30 % ou moins. Cela a déclenché l'alarme, l'Alianza Pueblo Unido par la Vida et d'autres organisations populaires



José Cambra

José Cambra est membre du Comité exécutif de l'Association des professeurs de la République du Panama (ASOPROF), l'une des principales organisations de masse à la tête des luttes au Panama, appartenant à l'Alliance populaire unie pour la vie. Il est directeur de l'École de sociologie de l'Université du Panama et militant de la Quatrième Internationale. Propos recueillis par Antônio Neto.

ont dénoncé cette situation, et répondu à l'invitation du président à participer à des tables rondes à la présidence, sans effet car le président s'est refusé à toute négociation. Lors de l'examen de la loi par l'Assemblée, une consultation, retransmise à la télévision, a été organisée et a duré environ deux mois. Des 500 personnes, la majorité absolue étaient d'avis qu'il fallait restaurer complètement le système de solidarité, prendre des mesures contre l'évasion fiscale des employeurs, de la bourgeoisie, et aussi garantir un taux d'imposition élevé pour faire que ceux qui gagnent le plus, ceux qui ont le plus de profits, soient ceux qui contribuent le plus, car le capital dans ce pays est pratiquement exonéré d'impôts.

“ La loi 462 réduit de 60 à 30 % la retraite et repousse l'âge minimum. ”



Mais à cela s'est ajouté un élément qui a fait exploser la situation. Les États-Unis se proposaient, selon Trump, de reprendre le contrôle du canal qui avait été cédé au Panama par des traités internationaux il y a 25 ans, au début de ce siècle. Le gouvernement Mulino, au lieu de dénoncer ce fait au Conseil de sécurité de l'ONU, signe un protocole d'accord avec Pete Hegseth, le secrétaire américain à la Défense, autorisant l'installation de trois bases militaires au Panama, sur ses anciens sites, et Hegseth déclare qu'il y a déjà mille soldats au Panama. Cette présence des troupes américaines est une violation du traité Torrijos-Carter. Cela est considéré par la population comme une capitulation de la part du gouvernement Mulino.

À cela s'ajoute l'intention de rouvrir la mine de First Quantum, qui a rapporté à cette entreprise 48 % de ses bénéfices mondiaux et qui avait été déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême de justice en 2023, après des mobilisations impressionnantes. Une méga-marche avait rassemblé un quart de million de personnes dans un pays qui compte 4 300 000 habitants. Le même jour, un million de personnes se sont mobilisées dans tout le pays. Ce niveau de mobilisation a contraint la Cour suprême à déclarer inconstitutionnels, non seulement l'accord minier, mais aussi, en raison d'un problème écologique de protection de l'environnement, l'exploitation minière à ciel ouvert. Cela n'empêche pas le président de la République de déclarer qu'il va rouvrir la mine, de libérer pour First Quantum les millions de dollars de cuivre qu'ils avaient stockés dans la mine. De plus, une cargaison de charbon vient d'arriver au port de la mine pour recommencer à utiliser le site de production d'électricité, une étape effective vers la réouverture de la mine.

Ces événements sont en totale contradiction avec l'esprit de 2023 et constituent les principales revendications de la mobilisation qui a débuté avec les enseignants le 23, suivis par les syndicats des usines de bananes et les syndicats du bâtiment le 28.

Aujourd'hui, après 54 jours de grève des enseignants, les bananiers étaient parvenus à un accord avec la Chambre des députés pour établir une loi qui rétablirait les droits dont ils disposaient et qui avaient été remis en cause par la réforme de la loi 462. Mais comme des communautés entières étaient mobilisées, la province se trouvait de fait sous contrôle du syndicat et des communautés. 24 barrages routiers contrôlaient les axes d'accès. Le président a donné l'ordre

Manifestation à Panama après l'arrestation de dirigeants syndicaux du Suntrac. © Antônio Neto



jeudi dernier (12 juin) d'avancer militairement contre la province, et vendredi 13 juin l'opération Omega (« jusqu'au bout ») est entrée dans la province, a affronté les groupes qui défendent les barrages, principalement des groupes des peuples originaires Noé, Bulé, Nazo et les travailleurs bananiers qui ont repris la lutte. Le principal dirigeant du syndicat des Bananiers Francisco Espín et 3 autres ont été arrêtés, accusés de faire l'apologie du crime.

La lutte s'intensifie. Des affrontements ont lieu dans toute la province de Bocas del Toro, contre la police, contre les forces anti-émeutes et contre le Service national des frontières – qui légalement ne devrait pas être utilisé dans une opération de police interne.

De même, les peuples autochtones de Noé ont bloqué l'autoroute Interaméricaine, la plus importante du pays, et se battent contre la police. Cela s'est produit aussi la semaine dernière dans un village appelé Arimey du peuple originaire Emberá, qui se trouve de l'autre côté de la frontière qui sépare les provinces de Bocas del Toro et Chiriquí, proches du Costa Rica. Et maintenant dans la province de Darín, où vivent les Emberá qui se sont battus pour défendre leur barrage routier, deux de leurs chefs traditionnels ont été arrêtés et exhibés entravés aux poignets et aux jambes, comme des criminels. Ils ont été traduits ce vendredi 13 juin devant le système pénal accusatoire et libérés, au vu de l'absence de charges.

Les autres peuples originaires, les Kuna, les Dule, ont expulsé toutes les autorités gouvernementales de leur région et fermé toutes les écoles pour soutenir la grève des enseignants. Elles savent que si cette lutte est perdue, la mine sera immédiatement rouverte et le protocole d'accord avec les États-Unis sera validé.

Dans la constitution panaméenne, tout ce qui concerne le canal ou ses zones adjacentes doit être soumis à la Chambre

des députés et, si approuvé, soumis à un référendum. Le gouvernement refuse de le faire. En d'autres termes, ce gouvernement a cessé d'être un gouvernement de démocratie représentative bourgeoise pour devenir un gouvernement qui passe outre la Constitution et les lois, typique des gouvernements d'extrême droite et des gouvernements qui sont des dictatures civiles. Nous sommes donc confrontés à une lutte où la question de la défense de l'État de droit et des libertés démocratiques est au premier plan.

Le secrétaire général du Suntracs a été contraint, en accord avec une décision prise par le syndicat, de se réfugier à l'ambassade de Bolivie, parce qu'ils allaient l'arrêter, le mettre dans la prison la plus dangereuse du pays. Tout comme les camarades dirigeants des peuples autochtones d'Arimay, à Berán, qui se trouvent à la prison de Mega Joya, sont en danger, tout comme Jaime Caballero, un dirigeant du Suntracs, lui aussi incarcéré à Mega Joya. En d'autres termes, ils criminalisent les manifestations, même celles des étudiants. Les salaires de 22 000 enseignant-es ont été suspendus. Beaucoup d'autres sont en grève.

Il y a des mobilisations tous les jours. Les enseignants, les travailleurs du bâtiment et d'autres secteurs syndicaux se mobilisent et parcourent les communautés. La grève est encore plus forte à l'intérieur du pays qu'à Panama City, car Panama City compte 2 millions d'habitants, c'est une très grande extension géographique. À l'intérieur du pays, toute la population se joint aux enseignant-es et aux marches.

En Amérique latine, nous vivons une vague de gouvernements autoritaires d'extrême droite qui ont mis en œuvre tout un programme de contre-réformes néolibérales. Le Panama vit une situation différente, car ses gouvernements n'ont pas réussi à mettre en œuvre leur programme

dans son ensemble. À quoi est-ce dû ? Le Panama est-il le maillon faible du capitalisme latino-américain ?

Au Panama, les directions réformistes du mouvement de masse n'ont pas la même force que dans d'autres pays. Nous avons des dirigeant-es impliqués dans les luttes comme ceux du syndicat de la construction, de l'Association des professeurs de la République ou les syndicats d'enseignants. Le Panama traverse ce que nous appelons une crise de légitimité : en 2019, il y a eu des élections, quelques mois plus tard le gouvernement a tenté d'imposer des réformes constitutionnelles, et l'une de ces réformes consistait à supprimer le budget des universités publiques. Le lendemain 10 000 étudiants sont descendus dans la rue, ont envahi et occupé l'Assemblée, qui est revenue sur cet aspect de la réforme. Dix jours plus tard, un rassemblement de 4 000 jeunes, parmi lesquels des mouvements LGBT+, syndicalistes et jeunes universitaires, est réprimé par la police et marque le début d'un peu plus d'un mois de mobilisations de la jeunesse, principalement des femmes, âgées de 17 à 35 ans, contre la réforme et contre le parlement. Cette lutte va obliger le gouvernement en 2019 à revenir sur toute la réforme constitutionnelle.

La pandémie arrive en 2020, nous sommes confinés en 2020-2021, mais en 2022, il y a une augmentation du prix de l'essence qui pousse la population à participer à des barrages dans tout le pays contre la hausse des prix des carburants, la hausse des prix des denrées alimentaires, le manque et le coût élevé des médicaments et le faible budget pour l'éducation. La seule chose qui a été obtenue a été l'augmentation du budget de l'éducation et un frein à la hausse du prix de l'essence, mais les autres questions sont restées en suspens et la grève des enseignants s'est soldée par un accord pour mettre fin aux réductions salariales. En 2023, la situation a explosé, parce que les objectifs précédents n'avaient pas été atteints, et parce que la société minière First Quantum a canalisé le mécontentement accumulé, rassemblant 250 personnes. Il y a une distance entre la population et les politiciens traditionnels, et il y a un problème de légitimité : les gens disent non, je ne me laisserai pas faire.

En réalité, depuis l'*Alianza Pueblo Unido por la Vida* l'idée est que nous

sommes un catalyseur pour que la population s'exprime. Il existe des leaders prêts à se battre, un mouvement d'enseignant-es dont l'avant-garde lutte depuis 20 ou 25 ans. Il s'agit donc d'une avant-garde qui a une tradition de luttes.

Mais la répression est si forte qu'il n'y a pas encore eu de soulèvement social généralisé. La politique du gouvernement, qu'il y ait des luttes ou non, c'est de réprimer : si un quartier réclame de l'eau ou a des problèmes de logement, etc. Cela provoque la peur, mais cela accumule aussi le mécontentement pour une explosion généralisée.

Contrairement au Brésil où Bolsonaro a capitalisé le mécontentement d'une partie de la population, le gouvernement d'extrême droite de Panama n'a pas de base sociale. Martinelli est maintenant attaqué puisqu'on dit c'est à cause de lui que nous avons Mulino. Martinelli, qui dispose d'une base sociale de soutien et de sympathie parmi la population, commence à avoir ce genre de problème.

La grève des enseignant-es bénéficie d'un large soutien populaire dans les quartiers, les villes et les familles.

Outre les enseignants, les ouvriers du bâtiment, les bananiers, les indigènes, en tant qu'individus isolés, leurs communautés sont très impliquées dans la grève. Il y a des campagnes de soutien communautaire, qui apportent de la nourriture, de l'argent pour les soutenir dans leur lutte ?

Tout à fait. Vers la troisième semaine de la grève des enseignants, une vague d'assemblées et de réunions de mères et de pères a commencé. Surtout de mères. Elles et ils se sont donc réunis et ont déclaré que leur école soutenait les enseignant-es qui étaient au chômage. Et s'il y avait des enseignant-es qui ne faisaient pas grève, les parents disaient qu'ils n'enverraient pas leurs enfants à l'école. Il s'agit donc d'une grève qui a commencé avec peut-être 60 % des enseignant-es en grève. Puis, au cours de la troisième semaine, ce chiffre est passé à 80 %.

Dès la première semaine, les lycéen-es, en uniforme, ont participé en masse aux manifestations dans les provinces. On assiste au réveil d'un acteur qui avait été réprimé pendant l'ère Noriega. Le rôle que jouent aujourd'hui les enseignant-es était autrefois

joué par les lycéens. Ils avaient une fédération d'étudiant-es qui comptait des associations dans chaque école. Chaque classe avait une représentation. Il y avait une structure organisée et des mobilisations de masse. Noriega y a mis fin en 1985. Il a expulsé les dirigeants et détruit l'organisation.

Nous envisageons la possibilité de continuer la grève jusqu'au 2 juillet, date à laquelle l'Assemblée reprend ses travaux. Il y a un mouvement dans tout le pays de piquets devant les domiciles des députés qui ont voté en faveur de la loi. Plusieurs députés craignent déjà pour leur avenir électoral et se disent prêts à envisager certains changements, certaines réformes de la loi en tant que telle.

Combien de temps le mouvement peut-il durer ? Pensez-vous qu'il soit possible d'exiger des députés qu'ils réforment la loi ?

Attendre juillet est la tactique du gouvernement pour épuiser le mouvement, avec la menace de réduire les salaires. Ce qui a déjà été fait pour environ vingt mille enseignants. De plus, il y a des provinces entières où ni les directeurs d'école n'ont été payés. À Veraguas, à Bocas del Toro. Certain-es de nos collègues n'ont pas été payés depuis trois quinzaines, d'autres depuis deux quinzaines, d'autres depuis une. De plus, le gouvernement licencie en masse et les remplace par des éducateurs au chômage. Cela a été contesté devant la Cour suprême car ces licenciements sont illégaux. Des recours ont été déposés devant la Cour suprême. Si notre recours est pris en compte, il y aurait contraction entre l'exécutif et la Cour suprême. Cela fait partie des motivations pour se maintenir en grève, pour obliger la Cour suprême à se prononcer et à forcer la restitution des salaires. Ce serait un coup dur pour le gouvernement.

Il n'y a eu que deux fois dans l'histoire où les enseignants ont vu leurs salaires supprimés pendant une grève. Ils le font parce que l'objectif de ce gouvernement d'extrême droite est de détruire le Suntracs et de détruire l'organisation des enseignants. Il pense ainsi détruire la direction qui fait obstacle à son plan.

Nous sommes donc dans une confrontation totale, où il n'y a pas de compromis possible.

Nous sommes dans une impasse, n'est-ce pas ? Le gouvernement n'a pas la force d'écraser le mouvement, d'imposer la réforme des retraites, d'imposer l'accord



avec les USA, d'imposer la réouverture de la mine, et le mouvement...

C'est vrai, et le mouvement n'est pas assez fort pour vaincre le gouvernement. Il faut une plus grande impulsion des communautés. Mulino a été accueilli comme un sauveur par l'oligarchie financière. Mais la situation d'ingouvernabilité affecte également ses profits. La consommation a diminué. Le fait que 20 000 enseignants ne reçoivent pas leur salaire signifie que les prêts bancaires et hypothécaires ne sont pas remboursés aux banques.

Cela crée donc une situation économique difficile. Si la situation s'aggrave, si la population se mobilise encore plus fortement, il y aura une défaite spectaculaire pour le gouvernement. De l'ampleur de celle qu'ils veulent nous infliger.

La partie bourgeoise de l'économie réelle qui tire ses profits du tourisme, des marchés physiques fait-elle déjà pression sur le gouvernement pour qu'il recule ?

La semaine dernière, il y a dix jours, il les a rencontrés, leur a parlé et leur a demandé d'attendre, de lui donner quelques jours pour mettre fin au mouvement. C'est pourquoi le discours du président est de dire qu'il n'y a pas de problème, que la loi 462 est passée... Et les gens de dire : « Mon Dieu, il y a deux Panamá ici, celui du président et celui que vous voyez dans la rue ».

Ce que nous n'avons pas encore atteint, c'est une révolte nationale simultanée. Et je parle même du point de vue du droit de la population à manifester. Il y a eu des manifestations qui ont relativement paralysé le pays, mais pas partout, comme cela s'est produit en 2023. Et c'est ce que dit le président : *je ne permettrai pas que le pays soit à nouveau fermé*.

Il y a aussi un mouvement de solidarité internationale, et nous sommes profondément reconnaissants à tous nos camarades au Brésil et dans tous les autres pays qui ont mené la campagne internationale qui a commencé avant le lundi 9 juin.

Il y a eu des manifestations à l'Organisation internationale du Travail, au congrès de la Confédération syndicale des Amériques, de la Confédération syndicale

internationale. Il y a même eu des actions coordonnées le 9 juin dans différents pays, tant en Amérique latine qu'en Europe et ailleurs (1). En d'autres termes, il y a eu effectivement un mouvement des syndicats d'enseignants, des organisations politiques de gauche, des camarades de la Quatrième Internationale, etc.

Au cœur de cela se trouve la solidarité avec Suntracs, qui est l'organisation la plus touchée. Ses comptes, ses cotisations syndicales, ont été saisis par deux gouvernements consécutifs depuis le 18 novembre 2023. Son leader le plus important a dû se réfugier à l'ambassade de Bolivie. Un autre dirigeant important est en prison. Et un autre est visé par une récompense de 10 000 dollars pour sa seule localisation ! Une chasse à l'homme est en cours. Les locaux du syndicat ont été envahis. En d'autres termes, toute la question de la liberté d'association et les accords de l'OIT ont été violés.

Parmi toutes les tentatives du gouvernement pour écraser le mouvement, l'une d'elles a failli réussir, c'est la tentative de négocier avec le syndicat des bananiers pour réformer la loi sur la sécurité sociale. Il y a eu au moins deux tentatives. L'une d'elles a été celle d'un ministre du gouvernement qui les a rencontrés à Boca del Toro et est revenu sans accord. Et maintenant, il y a eu une nouvelle tentative qui a abouti à l'arrestation du leader syndical, n'est-ce pas ? En d'autres termes, les tentatives du gouvernement pour diviser le mouvement n'ont pas fonctionné. Alors, que va-t-il se passer maintenant ?

L'Assemblée des députés a approuvé les réformes convenues avec le syndicat dans la loi 45. Malgré cela, ils ont main-

tenu la grève à Changuinola, qui est la zone où le syndicat est le plus fort.

Le président a alors décidé d'envoyer la police et les forces militarisées sur place, les affrontements ont commencé et les syndicalistes ont de nouveau fermé Changuinola. Le gouvernement veut écraser le mouvement. Mais comme le mouvement est très fort, le moindre faux pas peut mettre le feu aux poudres. Et nous résistons précisément pour que la population puisse participer et que nous puissions vaincre le gouvernement.

Vaincre le gouvernement signifie la défaite, comme vous l'avez bien dit, non seulement de la loi sur la réforme de la sécurité sociale, mais aussi de l'exploitation minière, de toutes ces tentatives gouvernementales. De plus, le gouvernement lui-même se met en danger, car c'est un président qui n'a pas de vice-président. Et il est en danger, par exemple, avec la plainte que nous avons déposée contre lui à l'Assemblée des députés, conformément à la Constitution du Panama, selon laquelle il a violé la personnalité internationale de l'État en approuvant des bases militaires américaines au Panama.

Ce viol de la Constitution est la seule raison valable pour destituer un président. Si le rapport de forces venait à changer et qu'une crise majeure éclatait, il serait alors possible que le président soit destitué et que de nouvelles élections soient organisées dans les cinq mois, comme le prévoit la Constitution. En d'autres termes, cela ouvrirait une situation différente.

Ce n'est pas encore à l'ordre du jour. Ce n'est pas une possibilité pour le moment, mais cela montre la voie à une défaite du gouvernement qui serait devenu un instrument inefficace pour la bourgeoisie, un gouvernement absolument vaincu. ■

Le 27 juin 2025



1) Marcelo Di Stefano, dirigeant de la CSA qui vient de la CGT argentine, y a contribué. Il y a eu plusieurs actions autour du 9 juin, au Brésil devant l'ambassade et aux consulats de Rio et Santos. Une délégation syndicale belge accompagnée d'eurodéputés, notamment de LFI, s'est rendue à l'ambassade de Bruxelles, etc.

Serbie : « Soit nous arrêtons, soit il y aura une guerre civile »

Depuis novembre 2024, les étudiant·es serbes mènent une révolte sans précédent contre le gouvernement corrompu de Vučić. Avec deux camarades belges de la Gauche anticapitaliste, nous nous sommes retrouvé·es à Belgrade pour les rencontrer.

Par
Gaëlle Guehennec

Devant la fac de philosophie de Belgrade : une table et des chaises de camping sont installées. Une dizaine d'étudiants et étudiantes emmitouflés dans des couettes surveillent l'entrée. Sur la table, des sudokus et des paquets de clopes pour faire passer le temps. Les étudiant·es font des tours de garde de 8 heures pour sécuriser la faculté devenue à la fois dortoir et Assemblée populaire. Plusieurs fois par semaine, des cours sont organisés et accessibles à toutes et tous. S'y déroulent également des assemblées décisionnaires où se dessine l'avenir du mouvement. Les étudiant·es nous accueillent avec le sourire, prennent la parole à tour de rôle, puis tous en même temps. Ils disent être là depuis le jour 0, six mois déjà.

Pour rappel, le 29 novembre dernier, l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad faisait 15 morts (1). Très vite, les étudiants se mobilisent contre le régime autoritaire d'Aleksandar Vučić, accusé d'avoir confié les travaux à des entreprises corrompues et incompetentes (2). Dans un pays où il est difficile de critiquer le pouvoir en place, les étudiants ont réussi un tour de force : ils « dépolitisent » le mouvement et refusent d'en faire une lutte partisane dans un pays traversé par des clivages profonds. Cette stratégie permet de rassembler largement, au-delà des lignes idéologiques. Ils articulent le mouvement autour de quatre revendications simples :

1. Publication de l'intégralité des documents relatifs à la reconstruction de

la gare de Novi Sad, actuellement inaccessibles au public.

2. Confirmation par les autorités compétentes de l'identité de toutes les personnes raisonnablement soupçonnées d'avoir agressé physiquement des étudiant·es et des professeur·es, ainsi que l'engagement de poursuites pénales contre elles.

3. Abandon des charges contre les étudiant·es arrêté·es lors des manifestations, ainsi que la suspension de toute procédure pénale en cours.

4. Augmentation de 20 % du budget alloué à l'enseignement supérieur.

“ En réponse à un potentiel échec généralisé aux examens de fin d'année, le gouvernement serbe a menacé de privatiser les universités. ”

Sur ces revendications, la mobilisation est massive. Les étudiant·es parviennent à rallier une bonne partie du pays en usant de diverses techniques de mobilisation comme des marches à travers tout le pays pour déjouer la propagande d'État. La mobilisation atteint son apogée le 15 mars 2025 où 400 000 personnes déferlent sur la capitale (3). Mais que s'est-il passé depuis ? Pourquoi les médias français ne donnent plus de nouvelles

des Balkans ?

Le gouvernement joue l'usure face à des jeunes à bout de souffle

Face à cette contestation persistante, le gouvernement n'a pas tardé à réagir en jouant la montre et en instrumentalisant le calendrier universitaire. Nous sommes fin mai, les examens approchent. Le gouvernement utilise le calendrier en sa faveur pour faire pression sur les



Gaëlle Guehennec

Gaëlle Guehennec est membre du NPA-L'Anticapitaliste, organisation membre de la IV^e Internationale.

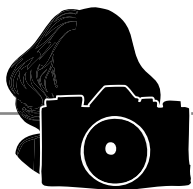
étudiant·es. Leur décision est prise : ils passent les examens, conscients d'aller à l'échec. Ils décident de sacrifier une année d'apprentissage pour l'avenir de leur pays.

En réponse à un potentiel échec généralisé aux examens de fin d'année, le gouvernement serbe menace de privatiser les universités en prétextant l'insuffisance du système public qui ne parviendrait pas à garantir le succès de ces élèves. Face à ce jeu d'échecs, les étudiants, de moins en moins nombreux, témoignent d'un épuisement

1) « Serbie : 13 personnes inculpées pour l'effondrement meurtrier du toit de la gare de Novi Sad », Oman Al Yahyai, 30 décembre 2024, *Euronews*.

2) Pour plus de contexte voir « Serbie : Premières victoires des mobilisations étudiantes », Catherine Samary, 6 février 2025, *L'Anticapitaliste* et « Manifestations étudiantes en Serbie : "Le mouvement ne peut pas se permettre de s'arrêter maintenant" », Vladimir Unkovski-Korica, 4 février 2025, *Inprecor*.

3) « Serbie : marée humaine à Belgrade contre la corruption », 15 mars 2025, *le Monde* avec AFP.



général : « *at the beginning people came, now we are burnt out* » (Au

début, les gens venaient, maintenant nous sommes épuisés). Bien que toujours soutenu-es par une majorité de la population, le nombre de militant-es actifs s'amenuise : « *we are not enough people, now our shifts are from 8 to 11 hour* » (Nous n'avons pas assez de monde, nos équipes sont actives de 8 à 11 heures). Ils sont de moins en moins nombreux à venir tenir les barricades universitaires : « *we are the bravest soldiers* » (Nous sommes les soldats les plus courageux) disent les dernier-es restant-es.

En plus des pressions du gouvernement, ils doivent faire face aux magouilles de ce dernier, qui use de techniques de propagande et de décrédibilisation peu fairplay. Les étudiant-es dénoncent les *Studenti koji žele da studiraju* littéralement les « étudiant-es qui veulent étudier », terme qui désigne un groupe orchestré par le gouvernement qui campe devant le parlement pour contrecarrer les protestataires (4).

Malgré la fatigue et les stratégies politiques vicieuses, le mouvement résiste,

4) Voir « Camp de protestation Čaciland », Wikipedia.

notamment grâce à un fonctionnement horizontal très bien rodé.

Un mouvement qui se revendique sans hiérarchie, apolitique et apartisan

Devant l'université, les étudiant-es prennent la parole à tour de rôle, aucun ne se démarque vraiment des autres. Au début du mouvement certain-es auraient essayé de s'imposer mais ont été rapidement écarté-es. Le mouvement ne revendique aucun-e chef-fe. Dans les médias, ce ne sont jamais les mêmes visages : « *we want to promote the demands, not people* » (Nous voulons mettre en avant des revendications, pas des personnes). Le mouvement revendique une horizontalité totale : « *we are against hierarchy* » (nous sommes contre la hiérarchie).

Ils se revendiquent également apolitiques et apartisan-nés pour rassembler le plus largement possible et prévenir les tentatives de récupération par l'opposition politique voire même par

certain-es professeur-es qui veulent tirer profit du mouvement pour obtenir des postes dans un éventuel gouvernement d'expert-es.

Dans les faits le mouvement est traversé par des divisions politiques profondes

Derrière cette façade apolitique, se dessine pourtant une ligne idéologique plus affirmée. Les étudiant-es de la faculté de philosophie expliquent : « *this is a communist movement by essence* » (Le mouvement est communiste par nature). Ils défendent l'idée d'un *Social Front* qui donnerait le pouvoir au peuple : « *let the people decide* » (laissons le peuple décider). Le Social Front n'existe pas encore en tant qu'entité formelle en Serbie, mais il s'agit d'une proposition politique émanant du mouvement étudiant. L'idée est de créer un réseau large et horizontal regroupant étudiant-es, travailleur-ses, agriculteur-ices et autres groupes sociaux, unis par une opposition commune à la

“ Depuis 2019 et sa réinsertion dans les Balkans, la France affiche une stratégie qui privilégie la coopération en matière de sécurité et d'économie, au détriment des exigences démocratiques. ”



corruption et à l'autoritarisme du gouvernement Vučić. Ce projet vise à dépasser les clivages traditionnels, en refusant les récupérations partisans et en promouvant une démocratie directe et participative (5).

La faculté de philosophie dont font partie les étudiant-es interviewé-es, ancrée à gauche, critique ouvertement les autres établissements jugés trop conciliants avec les institutions libérales. Eux défendent une ligne anti-européenne et souverainiste, convaincue que l'UE méprise la jeunesse serbe. À plusieurs reprises, ils ont tenu l'UE responsable des bombardements de 1999 « *we are not fond of the EU* » (nous ne sommes pas favorables à l'UE) (6). À l'inverse, d'autres universités restent tournées vers Bruxelles et semblent attendre une réponse de l'Union européenne et souhaitent reproduire des sociétés libérales sur le modèle des autres pays européens. Mi-mai, une vingtaine d'étudiants ont parcouru 2 000 km en courant de Novi Sad à Bruxelles en espérant une réponse des institutions européennes, qui affichent un soutien discret au gouvernement Vučić (7).

Comment l'Europe et la France négocient-elles les droits humains et la démocratie ?

La France ou la « grande démocratie européenne » qui vend des Rafale à un autocrate

Le 9 avril dernier, Emmanuel Macron a reçu le président Vučić, sans un mot pour le mouvement étudiant ni pour la dérive autocratique du pays (8). Comment expliquer que face à un déni démocratique aussi évident, les pays européens détournent le regard ?

La complicité silencieuse française pourrait s'expliquer au regard des intérêts économiques et géopolitiques. Depuis 2019 et sa réinsertion dans les Balkans, la France affiche une stratégie qui privilégie la coopération en matière de sécurité et d'économie, au détriment des exigences démocratiques. Paris préfère ouvrir un nouveau marché pour ses investisseurs, plutôt que de lutter



contre la corruption. En juillet 2023, Vučić signait avec Macron un contrat historique : l'achat de douze avions de chasse Rafale pour un montant de 3 milliards d'euros. Le président français saluait alors une « *démonstration d'esprit européen* » (9). Une somme colossale pour un pays où le salaire minimum ne dépasse pas 400 euros mensuels,

mais qui renforce les liens militaro-industriels entre Paris et Belgrade. Et la France ne s'arrête pas là. Elle est engagée dans plusieurs projets stratégiques en Serbie : Vinci exploite l'aéroport de Belgrade, Michelin y possède une usine de pneus à Pirot, et des discussions sont en cours pour la construction de centrales nucléaires en partenariat avec EDF et Framatome.

Cette politique s'inscrit dans un cadre plus large nommé « *stabilocratie* » (10), soit le soutien tacite à des régimes autoritaires dès lors qu'il garantit la sécurité politique et l'accès aux marchés. En préférant ses contrats à ses principes, la diplomatie française alimente un statu quo géopolitique qui enraine un régime autoritaire au détriment d'une société civile qui réclame la démocratie.

L'Europe du marché, pas des peuples

Le silence français fait écho au silence européen. Le président serbe a même été publiquement félicité par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, saluant son « *sens des responsabilités* » et le « *potentiel économique* » du pays, sans un mot pour les violations démocratiques et la corruption du régime. En 2023, sous couvert de transition écologique, l'Union européenne a relancé le très controversé projet minier de Rio Tinto, suspendu en 2022 grâce à une mobilisation écologiste et citoyenne. Un projet d'extraction de lithium pour alimenter l'industrie européenne, au mépris des écosystèmes locaux et de la population directement concernée. La jeunesse serbe est sacrifiée

5) « Mouvement étudiant en Serbie : "Un État-providence, c'est ce dont notre pays a besoin" », Novi Plamen, 25 février 2025, *Contretemps* et « Serbie : un nouveau front étudiants-travailleurs », Patrick Le Trehandat, 4 avril 2025, *Cerises la coopérative*.

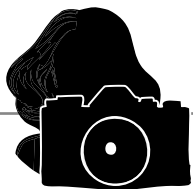
6) « Remembering 1999: How the NATO Bombing Shaped Serbian National Identity », Patrice Fernandes, 18 mars 2025, *Modern Diplomacy*.

7) « From my village to Brussels: Serbian student protest reaches Belgium », Alexandra Walsh, 13 mai 2025, *The Brussels Times*.

8) « Emmanuel Macron s'est entretenu avec le président serbe Aleksandar Vučić à Paris », Sophia Khatsenkova, 10 avril 2025, *Euronews*.

9) « Conférence de presse de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les relations entre la France et la Serbie, à Belgrade le 30 août 2024 », 30 août 2024, *Vie publique*.

10) « Sortir de la "stabilocratie" : repenser l'approche française des Balkans occidentaux », Luka Šterić, Fondation Jean-Jaurès.



Reportage

sur l'autel de la transition « verte » européenne (11). La même année, la Serbie a reçu la plus grosse subvention européenne de son histoire, soit plus d'un demi-milliard d'euros pour la rénovation du corridor ferroviaire Belgrade-Niš.

Il faut aussi rappeler que la Serbie est un point stratégique pour Bruxelles. Elle se situe sur la route des Balkans et permet d'externaliser le contrôle migratoire. La Serbie fait office de tampon et s'autorise refoulements illégaux, violences policières et négations des droits de humains (12).

“ Nous ne voulons pas simplement changer de gouvernement, mais le système tout entier. ”

11) « En Serbie, la lutte contre le lithium alimente une révolte historique », Louis Seiller, 15 mai 2025, *Reporterre*.

12) Human rights in Serbia, Amnesty International.

13) « En Serbie, une ultime bataille pour la démocratie fait rage dans l'indifférence de l'Europe », Srdjan Cvijic, Florent Marciacq, 30 janvier 2025, Fondation Jean-Jaurès.

14) « Serbie: malgré des résultats, les manifestations anti-Vucic perdent de leur ampleur », Laurent Rouy, 22 mai 2025, RFI.

Ainsi, l'Europe ne se mouille pas les mains et Vučić en se faisant le gardien de la « forteresse » s'achète l'indulgence politique de Bruxelles. L'UE craint aussi un basculement vers la Russie, partenaire économique et marché potentiel. Malgré son statut de pays candidat à l'adhésion, la Serbie refuse d'aligner ses sanctions sur celles de l'Union européenne contre Moscou. En maintenant des liens économiques avec la Russie, Vučić joue habilement de cette position de « non-aligné », oscillant entre promesses d'intégration européenne et proximité assumée avec le Kremlin. Ce double

jeu inquiète Bruxelles, qui redoute que Belgrade ne devienne un cheval de Troie russe au cœur du continent. Autant d'intérêts économiques et géostratégiques qui justifient, pour les dirigeants européens, de fermer les yeux sur un gouvernement illibéral et des pratiques autoritaires. On peut se demander à quoi sert l'Union euro-

péenne si elle sacrifie sa jeunesse au nom du libre-échange, de la sécurité et des rapports géopolitiques ? (13)

Et après ? Est-ce que « l'histoire est terminée » ?

La mobilisation s'essouffle (14). Vučić annonce à ses partisans que « l'histoire est terminée ». Lucides sur la situation, les étudiant-es de la faculté de philosophie n'envisagent plus que deux options : « *either we stop or there will be civil war* » (Soit nous arrêtons, soit il y aura une guerre civile). Ils insistent de nouveau, leur objectif principal est de mobiliser les Serbes avant tout : « *we want to mobilise our people* » (nous voulons mobiliser notre peuple). Ils ne veulent pas simplement changer de gouvernement, mais le système tout entier. Alors que les étudiant-es serbes nous rappellent que l'émancipation ne viendra ni des gouvernements ni des institutions, mais des peuples en lutte, nous pouvons nous poser la question de notre rôle dans cette solidarité internationaliste qu'il reste à construire. ■

Le 29 mai 2025



DR

Des féministes algériennes aux frontières de la solidarité

11 juin 2025, aéroport d'Alger. Quatre valises s'alignent sur le tapis de contrôle. À l'intérieur, ni drapeaux ni banderoles : juste des vêtements neutres, des maillots de bain et des batteries portables. Sarah Lalou, Yakouta Benrouguibi, Doha A. et Amel Hadjadj jouent les touristes. Leur véritable but ? Rejoindre la *Global March to Gaza*, une mobilisation internationale pour briser le blocus de Gaza.

Par
Amel Hadjadj

En Algérie, où les manifestations sont étroitement contrôlées, notre participation relève du pari. Pourtant, en 48 heures, le mouvement féministe algérien s'est auto-organisé pour rendre possible cette mission : sécuriser les visas selon des options stratégiques, acheter les billets, contacter les camarades en Égypte, et élaborer un plan de communication sécurisé.

6 JUIN

Préparer l'impossible : logistique et sororité, dans un mouvement éclair

Prendre la décision de participer au nom du mouvement féministe s'est imposé dans la précipitation, après un échange téléphonique début juin avec

la réalisatrice et actrice algérienne Adila Bendimerad, qui m'a dit : « *La force des masses peut faire pression, et nous n'avons pas le droit d'être absentes face à l'atrocité que vivent les Palestinien-nes* ».

Je me suis interrogée : est-ce une action qui a du sens, ou juste une agitation ? Qu'est-ce que cela peut apporter à ces milliers de personnes sous les bombes ? J'avais du mal à décider. Puis j'ai consulté mes camarades féministes pour trouver qui accepterait de m'accompagner pour cette marche de trois jours dans le désert égyptien jusqu'à Rafah.

Louisa Aït Hamou, Soumia Salhi, Fatma Oussedik – toutes ont accueilli avec enthousiasme cette nouvelle forme d'action de masse, un internationalisme renouvelé qui ne se limite pas à l'occidentalisme. Elles voulaient toutes participer, mais ont reculé face aux conditions physiques, vu leur âge. J'ai multiplié les appels à mes camarades de ma génération. Certaines étaient réticentes, d'autres partantes mais



Amel Hadjadj

Amel Hadjadj est militante féministe algérienne.

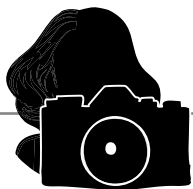
freinées par leurs situations – maternité, responsabilités immédiates.

Ma décision s'est cristallisée en écoutant l'intervention de l'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan, parlant depuis le bateau *Madleen* de la Flottille de la liberté : « *On tente d'apporter un minimum. Cela ne suffira pas à répondre aux besoins des Gazaouis, mais symboliquement, cela ouvrira une brèche et fera pression sur les États qui n'agissent pas concrètement* ».

Au début, je rejoins le groupe de la délégation des artistes constitué par Adila Bendimerad : partage d'infos, relais des messages des organisateurs/trices de la *Global March*, suivi et analyse de la trajectoire de la caravane Soumoud et de la flottille. De l'autre côté, les messages continuent à circuler chez les copines féministes.



Lors des préparatifs du voyage au local du Journal féministe algérien, avec des féministes de toutes les générations !



9 JUIN

Construire une équipe

Trois jours après l'achat de mon billet d'avion, le jour où la Flottille de la liberté a été kidnappée en eaux internationales par l'entité sioniste, deux camarades féministes, Yakouta et Sarah, me contactent pour m'informer qu'elles se sont rendues disponibles pour la *Global March*. Je décide alors, avec les autres membres du *Journal féministe algérien*, de centraliser l'information, sortir des communications téléphoniques bilatérales et rédiger un email à l'ensemble de nos partenaires du mouvement féministe, en précisant le besoin d'aide pour porter cette action.

Les réponses ne tardent pas : dès les premières minutes, plusieurs expliquent qu'elles y pensaient, mais avaient du mal à accéder aux informations concrètes. Pas une seule réponse négative. Chacune tente d'apporter ce qu'elle peut : un contact, la prise en charge d'un billet, une batterie portable, un message de soutien, un conseil...

C'était un moment qui rappelait que ce mouvement n'est pas la reproduction d'un féminisme blanc ou bourgeois : c'est un mouvement profondément anticolonialiste et décolonial. Dans toute notre diversité, nous partageons la même colère et la même énergie, active, prête à tout risque pour les peuples opprimés.

10 JUIN

Au matin, une camarade féministe, Lyna TBD, nous apprend qu'une autre jeune féministe, Doha, essaie de partir et voudrait rejoindre cette mini-délégation. Le reste des camarades est informé, et une nouvelle course commence pour intégrer la jeune Doha au groupe.

11 JUIN AU SOIR

Embarquer vers un acte de solidarité

Alors que nous nous préparons à prendre l'avion, la nouvelle tombe : des refoulements et des contrôles démesurés se multiplient en Égypte. C'est comme un coup de foudre. Panique dans les deux délégations



À l'aéroport d'Alger avant le départ, avec des camarades qui nous ont accompagnées.

qui partent ensemble (artistes et féministes). Puis, nous nous ressaisissons.

La consigne est claire : ne pas reculer, rester vigilantes, se faire passer pour des touristes, comme prévu. Entre le 12 et le 15 juin, les organisateurs devaient négocier les autorisations pour partir à Rafah. Il fallait aussi changer nos bagages, vu les fouilles attendues à l'aéroport du Caire : plus de drapeaux, enlever les tentes et sacs de couchage, préparer des valises avec des affaires de touristes.

Ce jour-là, le communiqué que nous devons lancer une fois arrivées à Rafah a abouti à un texte final soumis à signature et traduction.

Les informations sur les contrôles et risques d'expulsion ont poussé les camarades égyptiennes à nous proposer de nous héberger chez elles. Imane, mon amie égyptienne, m'a contactée et a insisté bien que je lui aie expliqué et répété qu'on risquait d'être retenues des heures à l'aéroport du Caire : « *Quand vous serez chez moi, on dormira toutes pour récupérer* ».

Arrivée au Caire : contrôle, visas, fouille

À l'aéroport du Caire, la tension est immédiate. L'obtention des visas et le passage à la police des frontières prennent des heures. Les contrôles sont renforcés, les

Au checkpoint pour la remise des passeports.



bagages fouillés dans le moindre détail : chargeurs, affaires personnelles. Chaque objet est scruté, chaque geste surveillé. Nous restons fermes, répétant inlassablement : « Nous sommes là pour le tourisme ».

Alors que nous attendons notre tour, nous sommes témoins d'une scène glaçante : un groupe d'Algériens est expulsé. Ils scandent haut et fort des slogans de résistance au milieu d'un couloir gardé par des policiers lourdement armés, équipés comme s'ils étaient prêts à la guerre. Leur présence imposante et leur posture martiale rappellent la militarisation du contrôle des frontières dans les États dits autoritaires, où la répression des voix dissidentes s'exerce par une violence physique et psychologique systématique. Cette militarisation et cette surveillance accrue ne sont pourtant pas l'apanage des seuls régimes autoritaires : dans lesdites démocraties, le contrôle des frontières peut être plus subtil, mais reste tout aussi violent, en particulier par l'imposition de politiques migratoires racistes et discriminatoires qui restreignent le droit fondamental à la libre circulation.

Cette scène d'expulsion illustre brutalement la dimension politique de notre voyage. Le contrôle étatique ne se limite pas à la simple gestion des flux de visiteurs, mais s'inscrit dans une logique sécuritaire visant à étouffer toute forme de contestation ou de solidarité internationale susceptible de remettre en cause l'ordre impérialiste et colonial.

12 JUIN

L'accueil d'Imane : un refuge fraternel

Ce n'est que vers 6 heures du matin que nous sortons enfin de l'aéroport, épuisées mais soulagées.

Dehors, le taxi pour aller chez Imane nous attend. Elle a insisté : nous ne devons pas aller à l'hôtel, trop dangereux à cause des contrôles et des surveillances. Sa maison devient notre premier refuge. Nous dormons quelques heures pour reprendre des forces.

S'organiser, se déclarer, rester prudentes

La journée est d'abord consacrée au repos et aux démarches imposées.

La *Global March to Gaza* nous demande de déclarer nos noms, ce que

nous faisons. Nous prenons aussi contact avec l'ambassade d'Algérie en Égypte, qui nous écoute et assure un suivi prudent, sans promettre de protection directe en cas d'arrestation.

Le sit-in au syndicat des journalistes : un premier acte collectif

En fin d'après-midi, vers 19 h, nous rejoignons discrètement le sit-in devant le syndicat des journalistes égyptiens, guidées par nos camarades égyptiennes.

Autour de nous : militantes et militants de la gauche égyptienne, journalistes, anciens détenus d'opinion. Les slogans exigent l'autorisation de la *Global March*, la levée du blocus, la fin de la complicité des États.

Nous tentons de nous fondre dans la foule, de passer pour des Égyptiennes, mais la prudence est de mise, la tension permanente.

Les consignes des organisateurs : l'attente du point de départ

Tard le soir, les organisateurs nous annoncent : le lieu de départ sera communiqué le lendemain à 10 h 30. Nous restons en veille, prêtes à agir, conscientes des risques.

13 JUIN

La journée où tout bascule

Un petit-déjeuner plein de sens

Avant de recevoir les consignes pour notre départ, nous partageons un moment suspendu : un *petit-déjeuner palestinien* avec la mère de Bissan Aouda, la conteuse, créatrice de contenus et journaliste de Gaza, connue pour sa phrase qui a traversé les écrans et les frontières : « *I'm Bissan, I'm still alive.* »

La mère de Bissan, réfugiée au Caire depuis quelques mois, est là avec ses quatre sœurs et ses deux frères, tous déracinés par la violence de la guerre. Ensemble, ils tentent de reconstruire un semblant de quotidien, loin de Gaza mais le cœur toujours tourné vers leur terre.

Autour de ce repas simple et fort – pain frais, huile d'olive, zaatar (1), olives, labneh – les échanges sont intenses. La mère de Bissan nous parle des conditions de vie des réfugié-es palestinien-nes au

Caire, des épreuves quotidiennes, de l'exil qui s'éternise sans réponse.

La conversation glisse vers la vision politique des femmes palestiniennes, la douleur des pertes récentes, mais aussi la force incroyable des femmes dans la continuité de la lutte. Elle évoque ce que la résistance signifie aujourd'hui : « *Nous résistons par la vie, par la reproduction, par le refus de l'extermination. Chaque enfant qui naît est un non à l'effacement.* »

Ce moment nous bouleverse. Il nous rappelle que notre marche, nos actes, nos slogans ne sont qu'un fil parmi d'autres de cette immense tapisserie de luttes, portée au quotidien par ces femmes.

10 H 30

Les consignes du départ vers Ismaïlia

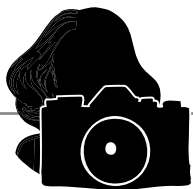
Les consignes tombent : impossible de partir vers Al Arish depuis Le Caire, il faut se rapprocher au maximum, Ismaïlia devient notre prochaine destination. Nous devons partir en petits groupes, en taxi, sous couvert de tourisme.

Yakouta Benrouguibi, juriste et militante féministe, relit les lois égyptiennes

1) Le zaatar est mélange d'épices du Moyen-Orient. Le labneh est un fromage frais salé, du yaourt égoutté.

À 20 mn du centre du Caire, déposées par le bus attendant des véhicules pour nous rapprocher.





Reportage

et rappelle la gravité des risques encourus en cas d'arrestation : « *Tentative de franchissement de zone militaire, atteinte à la sûreté de l'État* » peuvent conduire à la prison pour des décennies. Nous décidons d'y aller malgré tout.

13 H 30

Un trajet sous tension

Un VTC accepte de nous emmener, tentant un itinéraire par Port Saïd, plus long mais qui nous mettrait hors de soupçon en cas d'arrestation et de contrôle policier.

Chaque checkpoint est un gouffre dans l'estomac, avec messages d'alerte sur des arrestations et confiscations de passeports.

Dans le véhicule, le silence est lourd, et le poste radio est mis à fond à chaque checkpoint pour convaincre qu'on est des touristes emportées par les vibrations de la musique.

Le blocage à Ismaïlia

Arrivées aux abords d'Ismaïlia, tout s'arrête. Les forces de l'ordre bloquent l'entrée. Nos passeports sont confisqués. On nous ordonne de faire demi-tour, et nous sommes escortées hors de la ville. Au premier *checkpoint*, on nous fait descendre. Le chauffeur ne peut pas attendre.

Nos passeports sont rendus nationalité par nationalité. Pour les Algérien-nes, l'attente est plus longue, l'incertitude plus pesante.

Enfin, nous atteignons les abords d'Ismaïlia. Mais là, tout s'arrête net. Les forces de l'ordre bloquent l'entrée : plus personne ne passe. Nos passeports sont confisqués sans un mot. « *On a senti que ça se resserrait, que la marge de manœuvre disparaissait* » témoigne l'une d'entre nous.

On nous ordonne de faire demi-tour, escortés hors de la ville. À la sortie de cette dernière, au checkpoint le plus proche, on nous fait descendre. Le chauffeur, inquiet, ne peut pas attendre. Nous récupérons nos affaires, épuisées mais déterminées.

Les passeports sont rendus nationalité par nationalité. Pour les Algérien-nes, l'attente est plus longue, l'incertitude plus pesante. Nous apercevons les drapeaux, les visages, les regards de celles et ceux qui



Le soir au checkpoint assis par terre juste avant les violences policières .

comme nous n'ont pas renoncé.

La naissance d'un sit-in international

C'est là, au checkpoint, que la solidarité se matérialise. Un drapeau palestinien se lève. Puis un autre. Puis un drapeau algérien, un drapeau suisse, marocain, tunisien. Les slogans fusent : « *Free Palestine !* » « *End the blockade !* » « *Stop bombing Gaza !* »

Nous sommes des dizaines, puis des

“ Nous sommes des dizaines, puis des centaines à nous asseoir sur l'asphalte brûlant. Un moment de révolte partagée, un cri commun né du désespoir et de la dignité. ”

centaines à nous asseoir sur l'asphalte brûlant. Un moment de révolte partagée, un cri commun né du désespoir et de la dignité. Des copines en Algérie assurent la communication. Le communiqué part, relayé au-delà des frontières.

Ce communiqué était au cœur de notre engagement. Fruit d'une écriture collective, de réflexions, de relectures, d'émotions partagées et de convictions ancrées. Intitulé « *Nous, militantes et organisations* »



Sit-in du syndicat des journalistes au Caire .

féministes algériennes, marchons vers Gaza», ce texte portait la voix d'un féminisme algérien profondément *anti-impérialiste et décolonial*, fidèle à l'héritage des luttes de notre peuple contre la colonisation. Nous y affirmions que *notre combat pour les droits des femmes est indissociable de celui contre l'oppression des peuples*, contre le colonialisme et contre l'impérialisme qui écrasent les vies, en Palestine comme ailleurs.

Ce communiqué ne se voulait pas un simple texte d'intention : il était un *acte politique en soi*, un cri partagé avec plus de 3 000 participant-es venu-es de 80 pays qui s'étaient joints à la *Global March for Gaza* – et au convoi terrestre Sumud. Il rappelait que la marche n'était pas une solution miracle, mais un *refus de l'inaction*, une manière de briser le silence complice face au génocide en cours à Gaza, perpétré par l'occupation sioniste et ses alliés. Chaque mot y portait la douleur des milliers de morts, des enfants affamés, des femmes assassinées sous les bombes, mais aussi la dignité d'un peuple debout et la responsabilité des États et des peuples de se tenir à ses côtés.

Nous y dénoncions sans ambiguïté la complicité des puissances qui arment l'oppresseur, nous appelions les États à briser leur silence, à agir pour un *cessez-le-feu immédiat*, la *levée du blocus*, la *fin de l'occupation*. Nous appelions les peuples à marcher, partout, parce que *rester immobiles serait trahir*. Et nous affirmions : « *Nous ne trahirons pas* ».

Ce texte, signé par nos organisations, par nos noms, était aussi un *bouclier moral* face aux accusations possibles, une manière d'expliquer, d'assumer nos choix, tout en rappelant que notre action restait *pacifique*, respectueuse des lois locales, mais ferme dans ses revendications. Il portait ce qui faisait l'essence même de notre présence : dire que la Palestine sera libre, et que tant que l'injustice règnera, *nous marcherons*.

LE SOIR

Le piège se referme et la répression est brutale

Le jour décline, les négociations au point mort, les forces de l'ordre arrivent en nombre : bus, camions, véhicules blindés. Le message tombe : « *Vous avez fait passer votre message. Maintenant, partez* ».

Nous refusons : comment partir alors que des camarades n'ont pas récupéré leurs passeports ? Que Gaza saigne ? Les menaces montent : « *Soit vous partez, soit c'est l'expulsion immédiate* ».

La nuit tombe. Des hommes en civil, masqués, surgissent. Ils frappent, arrachent, humilient. « *C'était une violence froide, méthodique. Rien de sauvage, mais tout d'efficace* ». Les manifestant-es sont traîné-es, embarqué-es dans des bus vers des destinations aléatoires : aéroport, commissariats, autoroutes abandonnées.

Nous, par chance ou par malheur, nous sommes dans le bus qui ne sera pas concerné par les expulsions immédiates.

Dans le bus : la confusion, et la nouvelle qui nous traverse

Nous sommes, par la force physique et la violence, monté-es dans le bus, les corps endoloris, les nerfs à vif. À l'intérieur, le silence est lourd, entrecoupé de soupirs, de larmes étouffées, de regards échangés pour tenter de se rassurer. Chacun et chacune essaie de comprendre : où allons-nous ? Quelle sera la prochaine humiliation ?

“ *Nous ne sommes pas simplement des femmes marchant pour Gaza ; nous portons une critique globale du système mondial d'oppression, un héritage des luttes anticoloniales algériennes qui se traduit aujourd'hui par un engagement internationaliste solidaire.* ”

Et c'est dans ce huis clos étouffant qu'une information surgit sur Facebook : l'Iran a répondu à l'attaque d'Israël. Un manifestant, téléphone encore tremblant dans sa main, souffle : « *L'Iran... L'Iran vient de bombarder Tel-Aviv* ». Un frisson parcourt le bus. Nous nous regardons, sidérés. Ce n'est pas la peur, ni la joie simple : c'est la conscience d'un basculement inattendu.

Un manifestant à côté de moi lâche, presque à voix basse : « *Ça doit être le seul point positif de l'histoire du régime des mollahs* ». Une autre, plus jeune, nuance aussitôt : « *Il faut aller doucement... L'Iran ou pas, ça reste des terres palestiniennes.* »

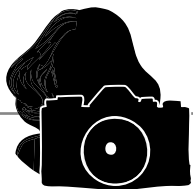
Les mots flottent, suspendus, alors que le bus cahote dans la nuit. Chacun et chacune pèse ce que cela veut dire : une riposte légitime, oui, mais une guerre qui s'étend, un risque plus grand, des peuples pris en étau.

Ce moment, dans ce bus exigu, avec la peur dans nos ventres et les voix basses qui analysent, témoigne de l'esprit de cette *Global March* : sa radicalité. Une radicalité consciente, critique, collective.

Et en regardant autour de nous, nous le voyons clairement : les groupes



La réunion au parti El karama pour discuter les actualités urgentes et réfléchir un document de positionnement.



dominants dans cette marche, ceux qui restent jusqu'au bout, ce sont des anarchistes, des militant-es d'extrême gauche, des féministes anti-colonialistes. Ceux qui n'ont aucun drapeau d'État, seulement celui des peuples.

Finalement, on est déposées à 20 minutes du centre du Caire, par un hasard miraculeux. Nous avons vécu la peur, la colère, mais aussi la beauté d'une solidarité sans frontières. Ce que je retiens ? L'extraordinaire courage des gens qui nous ont aidé-es : le peuple égyptien, les camarades anonymes, ceux qui ont pris des risques pour nous héberger, protéger, nourrir.

Nous avons vu les limites de la diplomatie, la brutalité des États, mais aussi la force des peuples. Aucune lutte féministe n'est complète si elle ignore l'ordre colonial global. Ce jour-là, nous avons vu ce que cela veut dire : résister, ensemble, sans drapeau d'État, mais avec les drapeaux des peuples.

Par précaution, nous décidons de ne pas rentrer tout de suite chez Imane, de peur de l'exposer si nous étions suivies.

Presque trois heures plus tard, sur la route vers la maison de notre hôte, notre VTC est arrêté, nos passeports confisqués de nouveau. Le chauffeur, solidaire, improvise une histoire : nous serions ses clientes, des touristes. Il négocie, nous récupérons nos passeports.

Chez Imane, l'accueil est d'une chaleur réconfortante, un prolongement de la solidarité internationale.

14 JUIN

Bilan et prudence

L'ambassade d'Algérie au Caire nous contacte de façon inattendue. L'interlocuteur salue notre engagement en nous qualifiant d'« héritières des moudjahidate », mais rappelle les limites de la diplomatie : en cas d'arrestation, peu pourra être fait. Il propose une aide matérielle que nous refusons, ne voulant pas exposer Imane.

Nous restons confinées, par prudence, en contact avec nos camarades et organisateurs. Il est inutile de risquer des arrestations dans un contexte de refus radical des autorités égyptiennes.

16 JUIN

Dernières heures au Caire

Après une journée calme, nous préparons nos bagages. L'après-midi, nous participons à une réunion au siège du parti El Karama, avec des partis de gauche, pour parler de la marche, de la caravane Soumoud, du contexte régional et de la riposte iranienne.

Plus tard dans la nuit, nous partons pour l'aéroport. Nos contrôles se passent bien, d'autres subissent fouilles et arrestations. Dans l'avion, les slogans montent, un dernier cri collectif.

Nous assistons alors à un acte de solidarité inattendu : Un pilote refuse de décoller tant que les 15 Algériens arrêtés ne sont pas libérés. Après deux heures, l'avion décolle enfin.

C'était seulement symbolique : mais c'était important

Cette expérience est une illustration concrète du féminisme intersectionnel et décolonial qui marque le mouvement féministe algérien contemporain. Nous ne sommes pas simplement des femmes marchant pour Gaza ; nous portons une critique globale du système mondial d'oppression, un héritage des luttes anticoloniales algériennes qui se traduit aujourd'hui par un engagement internationaliste solidaire.

La répression vécue démontre comment l'ordre mondial capitaliste et impérialiste, consolidé par des États complices, s'emploie à museler toute voix contestataire, en particulier celles qui défendent les opprimé-es et les peuples colonisés. Notre démarche féministe refuse la fragmentation des luttes : les droits des femmes sont intrinsèquement liés à la lutte contre le racisme, le colonialisme, le capitalisme et le militarisme.

En rejoignant la *Global March to Gaza*, nous avons voulu matérialiser ce féminisme politique qui prend en compte l'interconnexion des dominations. Cette action collective, même si limitée par la répression, est un acte de résistance politique féministe qui refuse

de laisser les femmes, les enfants et hommes palestinien-nes isolé-es, invisibilisé-es ou réduit-e.s à des victimes passives. Elles et ils sont actrices/eurs de leur lutte, et notre solidarité se veut un appui à leur pouvoir de vie, de résistance et de transformation sociale.

L'épreuve du voyage, les tensions, les refus d'entrée, la brutalité policière ont aussi mis en lumière la précarité politique du militantisme internationaliste, soumis aux logiques sécuritaires des États, mais aussi la force du collectif et de la sororité transnationale.

Ce parcours montre aussi que l'action féministe politique ne se limite pas à un espace symbolique : elle engage des corps, des risques, des stratégies, et nécessite des réseaux de soutien solides et agissants.

Ce périple, marqué par la solidarité, la violence étatique, et la détermination, est un témoignage éclatant de la nécessité d'un féminisme décolonial, antiraciste et internationaliste. Nous, militantes féministes algériennes, avons incarné la continuité d'un combat historique contre toutes les formes d'oppression, des femmes algériennes moudjahidate aux femmes palestiniennes sous blocus.

Notre marche n'était pas une simple promenade, mais un acte politique radical, un refus clair de l'injustice et de la complicité silencieuse des États. Dans un monde où les frontières se durcissent, où les solidarités sont souvent empêchées, notre action a dessiné un espace de résistance transnationale, porté par la force collective des femmes et des peuples en lutte.

Ce jour-là, au milieu de la répression, nous avons appris que la solidarité féministe internationale est un rempart face à la barbarie, une source d'espoir et une arme contre l'oppression.

Parce que tant que Gaza saignera, tant que la Palestine est sous occupation, tant que les femmes, les minorités politiques et tou-tes les opprimé-es resteront éloignées de leurs droits, tant que l'impérialisme et le capitalisme priorisent la militarisation, l'armement et la guerre : notre lutte féministe et décoloniale ne saurait s'arrêter. ■

Le 28 juin 2025



Discours lors des funérailles de Pierre Frank en 1984.

30 ans après son décès, construire avec Ernest Mandel

Ernest Mandel (1923-1995) a été l'un des principaux dirigeants de la Quatrième Internationale lors de la reconstruction du mouvement après la Seconde Guerre mondiale.

Par
Penelope Duggan

Il est surtout connu comme un économiste marxiste et un analyste politique de premier plan, dont la réputation a dépassé les cercles militants (1). La liste des ouvrages qu'il a publiés, notamment sur l'économie, est longue, dont par exemple *Le troisième âge du capitalisme* (1972). L'un de ses ouvrages majeurs, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste* (Syllepse, 2014), a été publié pour la première fois par la prestigieuse Cambridge University Press en 1980. Il a également écrit de nombreux ouvrages d'analyse politique tels que *Sur la Seconde Guerre mondiale* (La Brèche) publié en français en 2018.

Mandel formateur

Cependant, Ernest était également un

révolutionnaire pratique convaincu de la nécessité de construire des organisations révolutionnaires, à la fois la section en Belgique et la Quatrième Internationale dans le monde entier.

Il était donc très engagé dans le développement de programmes de formation au sein de l'Internationale et un certain nombre de ses ouvrages publiés sont basés sur des séries de formations qu'il a lui-même dispensées. L'un d'entre eux, en anglais « From Class Society to Communism » (« De la société de classe au communisme », 1977), a été réédité plus tard sous le titre *Introduction au marxisme* (1982). Les chapitres traitent des questions de base : Quelles sont les racines économiques de l'inégalité sociale ? Quelles sont les différences entre cette société et les sociétés de classes précédentes ? Quelle est l'origine du profit ? Comment le mouvement ouvrier moderne s'est-il développé ? Pourquoi la révolution sociale est-elle nécessaire pour libérer la



Penelope Duggan

Penelope Duggan est membre de la direction de la IV^e Internationale et militante du NPA-L'Anticapitaliste.

classe ouvrière ? Comment la bureaucratie se développe-t-elle dans le mouvement ouvrier ? Quel est le rôle d'un parti révolutionnaire ? Comment le monde s'est-il divisé

1) Alex De Jong, 2023 « Ernest Mandel était l'un des plus grands penseurs marxistes du 20^e siècle », site de la Quatrième Internationale.



DR

en nations riches et pauvres ? Quelle est la nature d'États comme l'URSS, la Chine et les pays d'Europe de l'Est ? Comment fonctionnerait une société gérée par les travailleurs ? L'édition élargie couvre des sujets qui n'ont pas été abordés dans l'édition précédente, tels que l'oppression des femmes, ce qui montre que Mandel était prêt à apprendre des mouvements existants.

Mettre à jour le marxisme

Ces textes pédagogiques de Mandel ont façonné la pensée de générations de militant-es de la Quatrième Internationale.

L'un d'entre eux, traduit en plusieurs langues, *Théorie léniniste de l'organisation*, est un ouvrage sur le développement de la conscience de classe et ses liens avec la capacité à mener une action politique et révolutionnaire, et donc sur le rôle du parti. Il ne s'agit pas d'un traité sur la construction de partis en général.

Cependant, un passage est devenu fondamental pour le travail de nos camarades femmes en expliquant comment le sexisme (ainsi que d'autres oppressions) continue d'exister même dans les organisations engagées dans un programme de construction d'une société libérée de toute oppression : « Ce serait accorder trop de crédit au mode de production capitaliste que de penser qu'il est une école parfaite pour préparer le prolétariat à une activité

indépendante, ou qu'il crée automatiquement la capacité des masses laborieuses à reconnaître et à réaliser spontanément tous les objectifs et toutes les formes d'organisation de leur propre libération » (2). Alors que Mandel discutait des dangers de la bureaucratisation, cela nous semble tout aussi pertinent pour la question du sexisme (ou de la lgbtphobie, du racisme, etc.) et nous renforce dans notre bataille pour imposer des mesures en interne pour faire le contrepoids à l'idéologie de la société capitaliste patriarcale de classe dans laquelle nous vivons.

Inspiré par Mai 1968, Ernest Mandel – qui a fait par exemple des meetings dans trente-trois universités au Canada et aux États-Unis à l'automne 1968 – a réfléchi au rôle de l'université dans la société bourgeoise et à celui des étudiants dans la lutte des classes, comme il l'a expliqué dans son ouvrage *Les étudiants, les intellectuels et la lutte des classes* (1979), l'un des textes fondamentaux pour nos militant-es étudiant-es.

Mandel constructeur

Lorsque nous avons, en juillet 1995, appris son décès quelques jours avant le camp de jeunes de la Quatrième internationale, nous avons décidé que le meeting d'ouverture comporterait un hommage à Ernest. Le discours inspirant de Vincent Scheltiens, de Belgique, a provoqué une ovation de la part des 800 participant-es, dont beaucoup avaient entendu Mandel parler, en particulier, bien sûr, les 35 Belges présent-es.

Une autre des tâches prioritaires d'Ernest Mandel était la question des finances – l'argent était bien pour lui le nerf de la guerre. Il ne s'agissait pas de savoir comment l'argent était dépensé – pour Ernest, c'était secondaire. La vraie question était de savoir comment trouver de l'argent, auprès de qui on pourrait demander des dons. Il a consacré du temps et de l'énergie à trouver ceux qui donneraient de l'argent à la Quatrième Internationale, comme acte de soutien politique.

C'est grâce à ses efforts dans ce domaine que la Quatrième Internationale a pu créer son Institut international de recherche et d'éducation à Amsterdam en 1982. L'achat et la transformation des locaux ont permis à des camarades du monde entier de se réunir pour des écoles résidentielles où ils apprendraient à la fois grâce aux spécialistes de certains sujets qui venaient parler et aussi les un-es des autres. L'école – qui a déménagé dans un nouveau

bâtiment en 2006 – a d'abord proposé deux cours résidentiels de trois mois par an, mais comme de moins en moins d'organisations nationales étaient en mesure de fournir des candidat-es pour des durées si longues, l'offre est devenue plus variée. D'abord dans les années 1990 avec des écoles thématiques, une école plus courte spécialement pour les jeunes cadres, et plus tard une session générale de trois semaines ainsi que des réunions de séminaire pour les camarades qui dirigent différents domaines de travail militant. Le bâtiment accueille également les réunions résidentielles régulières des organes de direction de la QI.

Aujourd'hui, trente ans après son décès, nous cherchons toujours à faire vivre la contribution d'Ernest à la construction de notre Internationale en publiant ses écrits, y compris de nouvelles traductions. ■

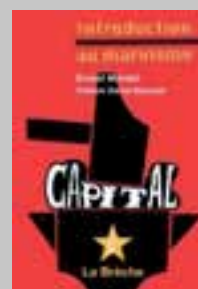
Le 8 juillet 2025

2) Chapitre V, « Organisation, bureaucratie et action révolutionnaire » dans la version anglaise, 1971.

BIBLIOGRAPHIE

- La *Théorie léniniste de l'organisation* a été réédité sous le titre *Lénine, la révolution, le parti*. Éditions La Brèche, 7 €.
- *Les étudiants, les intellectuels et la lutte des classes*, éditions La Brèche, 1979.
- *Sur la Seconde guerre mondiale*, éditions La Brèche.
- *Introduction au marxisme*, éditions La Brèche.

ET LE SITE
ernestmandel.org



La conception marxiste de l'État

Dans ce texte de 1965, Ernest Mandel résume la vision héritée de Marx sur l'État comme corps séparé de la société, au service de la classe dominante, et des éléments sur la conception socialiste. Ce texte nécessiterait d'être actualisé notamment sur la dimension écologique mais garde sa pertinence en termes de conceptions générales.

Par
Ernest Mandel



Ernest Mandel

Ernest Mandel (1923-1995). Cet article a été publié par *Documents socialistes* en 1965.

Première partie – Origine et développement de l'État dans l'histoire des sociétés

a) La société primitive et les origines de l'État

L'État n'a pas toujours existé. Certains sociologues et autres représentants de la science politique académique commettent une erreur quand ils parlent de l'État dans les sociétés primitives. En réalité, ils identifient l'État avec la collectivité, avec la communauté. De ce fait, ils enlèvent à l'État ses caractéristiques particulières : l'exercice de certaines fonctions est enlevé à la collectivité dans son ensemble pour être réservé entièrement à une petite fraction des membres de cette collectivité.

En d'autres termes, l'apparition de l'État est un produit de la division sociale du travail. Aussi longtemps que cette division sociale du travail n'est que rudimentaire, tous les membres de la société exercent à tour de rôle pratiquement toutes les fonctions. Il n'y a pas d'État. Il n'y a pas de fonctions d'État particulières.

Au sujet de la tribu des Bushmen, le RP Victor Ellenberger écrit qu'elle ne connut ni propriété privée, ni tribunaux, ni autorité centrale, ni organismes spéciaux d'aucune sorte (1). Un autre auteur écrit au sujet de cette même tribu : « Chez les Bushmen, la vraie autorité est représentée par le clan et non par la tribu dans son entier : les affaires

du clan, en général, sont réglées par les chasseurs habiles ou par les hommes les plus âgés, gens d'expérience le plus souvent » (2).

Même constatation pour les peuples d'Égypte et de Mésopotamie, dans la Haute Antiquité : « Pas plus que pour un groupement politique vraiment centralisé, les temps ne sont pas encore révolus pour une famille patriarcale avec autorité paternelle... Les sujets actifs et passifs des obligations sont collectifs dans le régime du clan totémique. Le pouvoir comme la responsabilité y ont encore un caractère indivis. Nous sommes en présence d'une société communautaire et égalitaire au sein de laquelle la participation au même totem qui fait l'essence de chacun et la cohésion de tous place tous les membres du clan sur le même rang » (3).

Mais au fur et à mesure que se développe la division sociale du travail, que la société se divise en classes, l'État apparaît et sa nature se précise : l'ensemble des membres de la collectivité se voit refuser l'exercice d'un certain nombre de fonctions ; une petite minorité détient, seule, l'exercice de ces fonctions.

Deux exemples illustreront cette évolution qui consiste à retirer à une majorité des membres de la société certaines fonctions qu'ils exerçaient antérieurement, et à l'origine collectivement, pour les attribuer à un petit groupe d'individus.

“ Au fur et à mesure que se développe la division sociale du travail, que la société se divise en classes, l'État apparaît et sa nature se précise. ”

Premier exemple : l'armement

C'est une fonction importante. Engels disait que l'État, en dernière analyse, n'est rien d'autre qu'un groupe d'hommes armés. Dans la collectivité primitive, tous les membres masculins du groupe sont armés (et parfois, même, tous les adultes). Il n'est pas question, dans une telle société, de concevoir l'armement comme étant l'apanage particulier d'un « quelque chose » qui s'appelle l'armée, la police ou la gendarmerie. Tous les hommes qui ont atteint l'âge adulte ont le droit de porter des armes. (Dans certaines sociétés primitives, la cérémonie d'initiation, qui reconnaît l'âge adulte, confère ce droit de porter des armes.)

Le phénomène est identique dans des sociétés encore primitives mais déjà proches du stade de leur division en classes. C'est le cas, par exemple, pour les populations germaniques qui vont se lancer à l'assaut

1) *La fin tragique des Bushmen*, pp. 70-73 ; Paris, Amiot-Dumont, 1953). NDLR

2) I. Shapéra, *The Khoisan Peoples of South Africa*, 1930. NDLR

3) A. Moret et G. Davy, *Des Clans aux Empires*, Paris, La Renaissance du Livre, 1923, p. 17. NDLR



Ernest Mandel

de l'Empire romain : tous les hommes libres ont le droit de porter des armes et ils peuvent s'en servir pour défendre leur personne et leurs droits. L'égalité de droits entre hommes libres que nous voyons dans les sociétés germaniques primitives est en fait une égalité entre soldats qu'illustre très bien l'anecdote du vase de Soissons (4). Dans la Grèce et la Rome antiques, les luttes entre patriciens et plébéiens ont souvent pour objet cette question du droit de porter des armes.

Deuxième exemple : la justice

La société primitive ignore généralement l'écriture et ne connaît pas de droit écrit. Mais, en outre, l'exercice de la justice n'y est pas l'apanage d'individus particuliers ; ce droit est exercé par la collectivité. Au-delà des querelles qui sont tranchées par les familles ou les individus eux-mêmes, seules les assemblées collectives sont habilitées à rendre des jugements. Dans la société germanique primitive, le président du tribunal populaire ne juge pas ; sa fonction consiste à faire respecter certaines règles, certaines formes.

L'idée qu'il puisse y avoir des hommes détachés de la collectivité, à qui serait réservé ce droit de porter des jugements, paraîtrait aux citoyens d'une société fondée sur le collectivisme du clan ou de la tribu, un non-sens aussi grand que paraît l'inverse à la plupart d'entre nous.

Résumons : à un certain moment du développement de la société, avant qu'elle ne se soit divisée en classes sociales, certaines fonctions comme le droit de porter des armes ou de rendre la justice sont exercées collectivement par tous les membres adultes de la communauté. C'est seulement au fur et à mesure du développement ultérieur de cette société, au moment où apparaissent les classes sociales, que ces fonctions sont enlevées à la collectivité pour être réservées à une minorité qui les exerce d'une manière

particulière. Comment caractériser cette manière particulière ?

Examinons par exemple notre société occidentale, à l'époque où le système féodal commence à être son trait dominant. L'indépendance, non pas formelle, juridique, mais effective et quasi-totale, des grands domaines s'exprime par le fait

que le seigneur exerce seul sur son domaine toutes les fonctions énumérées plus haut et qui étaient dévolues à la collectivité adulte dans les sociétés primitives.

Ce seigneur féodal est maître absolu sur son domaine ; il est le seul qui ait le droit de porter des armes en permanence ; il est le seul policier, le seul gendarme ; il est le seul juge ; il est le seul qui ait le droit de battre monnaie ; il est le seul ministre des finances. Il exerce sur son domaine les

mêmes fonctions classiques que remplit un État tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Puis, une évolution va se produire. Aussi longtemps que le domaine reste peu étendu, que sa population est réduite, que les fonctions « étatiques » du seigneur restent très rudimentaires, et très peu complexes, et tant que leur exercice lui prend peu de temps, il peut se satisfaire de cette situation et exercer en personne toutes ces fonctions.

Mais lorsque le domaine s'agrandit et que le mouvement démographique s'amplifie, les fonctions que détient le seigneur deviennent de plus en plus complexes et de plus en plus fastidieuses. Il devient impossible à un seul homme d'exercer toutes ces fonctions. Que fait alors le seigneur féodal ? Il va partiellement déléguer ses pouvoirs à d'autres hommes. Mais pas à d'autres hommes libres ; ceux-ci font partie d'une classe sociale qui est en opposition avec la classe seigneuriale. Le seigneur délègue des parties de son pouvoir à des gens

qu'il a entièrement sous son contrôle : des serfs qui font partie de ses domestiques (l'origine servile se retrouve dans tous les titres : le ministre est le serf ministrable ; le connétable est le *comes stabuli*, le chef des écuries ; le maréchal est le serf qui s'occupe des équipages, des chevaux, etc.). C'est dans la mesure où ces gens, ces non-libres, ces domestiques, sont entièrement sous son contrôle, que le seigneur leur délègue partiellement ses pouvoirs.

Cet exemple nous amène à cette conclusion qui est la base même de la théorie marxiste de l'État : l'État est un organe particulier qui est né à un certain moment de l'évolution historique de l'humanité et qui est condamné à disparaître au cours de cette même évolution. Il est né de la division de la société en classes et disparaîtra en même temps que cette division. Il est né comme instrument entre les mains de la classe possédante pour maintenir sa domination sur la société et il disparaîtra avec cette domination d'une classe.

Pour en revenir à la société féodale, il faut signaler que les fonctions d'État qu'exerce la classe dominante ne concernent pas seulement la sphère la plus immédiate du pouvoir (armée, justice, finances...). L'idéologie, le droit, la philosophie, les sciences, les arts... sont aussi sous la coupe du seigneur. Ceux qui exercent ces fonctions sont des gens pauvres qui, pour subsister, doivent vendre leurs capacités à un seigneur qui peut subvenir à leurs besoins. (Il faut inclure les chefs de l'Église dans la classe des seigneurs féodaux, pour autant que l'Église était propriétaire d'immenses domaines.)



Grandes Chroniques de France de Charles V. Paris, 14^e siècle. Bibliothèque nationale de France.

4) L'anecdote du vase de Soissons relate un épisode de 486 où Clovis, roi des Francs, réclame un vase d'église parmi le butin après la bataille. Un soldat s'y oppose violemment et brise le vase. Un an plus tard, Clovis tue ce soldat sous prétexte d'indiscipline. NDLR

En outre, du moins quand la dépendance est totale, le développement de l'idéologie est entièrement contrôlé par la classe dominante : elle seule commande la production « idéologique » ; elle seule est capable de subvenir aux besoins des « idéologues ».

Voilà les rapports de base qu'il faut constamment garder à l'esprit, si l'on ne veut pas se perdre dans un fouillis de complications et de nuances. Bien sûr, au cours de l'évolution de la société, la fonction de l'État devient beaucoup plus complexe, beaucoup plus nuancée qu'elle ne l'est dans un régime féodal tel que celui qui vient d'être très schématiquement expliqué.

C'est néanmoins de cette condition transparente qu'il faut partir pour comprendre la logique de l'évolution, l'origine de cette division sociale du travail qui s'opère, et le processus à travers lequel ces différentes fonctions deviennent de plus en plus autonomes et commencent à apparaître comme étant de plus en plus indépendantes par rapport à la classe dominante.

b) L'État bourgeois moderne

Origine bourgeoise de l'État moderne

Ici aussi, les conditions sont assez transparentes. Le parlementarisme moderne trouve son origine dans un cri de guerre lancé par la bourgeoisie anglaise au monarque : « No taxation without representation », ce qui signifie d'une manière très crue : « Vous n'aurez pas notre argent tant que nous n'avons pas le droit de décider et de contrôler vos dépenses ».

Remarquons immédiatement que ceci n'est pas beaucoup plus subtil que le rapport entre le seigneur féodal et le serf préposé aux étables. Et un roi d'Angleterre, Charles Stuart, périt sur l'échafaud pour n'avoir pas suivi cette loi qui devenait la règle d'or à laquelle ont dû se plier tous les représentants, directs ou indirects, de l'appareil d'État, dès l'apparition de la société bourgeoise moderne (5).

L'État bourgeois, État d'une classe

Cette société nouvelle est dominée non plus par les seigneurs féodaux, mais par le capitalisme, par les bourgeois modernes. Comme on sait, l'État moderne, le nouveau pouvoir central, monarchie plus ou moins absolue, a, dès le 15^e-16^e siècle, des besoins d'argent de plus en plus importants. C'est l'argent des capitalistes, des banquiers entrepreneurs et commerçants qui remplit en grande partie les caisses de l'État. Dès

lors, dans la mesure où les capitalistes paient l'État, ils vont exiger que celui-ci se mette à leur totale dévotion. Cela, ils vont clairement le faire sentir et entendre par la nature même des lois qu'ils font voter et des institutions qu'ils font apparaître.

Quelques institutions qui apparaissent aujourd'hui comme de nature tout à fait démocratique, par exemple, l'institution parlementaire, révèlent d'une façon évidente cette nature de classe de l'État bourgeois. Ainsi, dans la plupart des pays où le parlementarisme s'était instauré, seuls les bourgeois disposaient du droit de vote. Cet état de choses dura jusqu'à la fin du siècle dernier. Le suffrage universel est, on le voit, une invention relativement récente dans l'histoire du capitalisme. Comment expliquer cela ?

Facilement. Quand, au 17^e siècle, les bourgeois anglais proclament : « no taxation without representation », c'est uniquement la représentation de la bourgeoisie qu'ils considèrent. Car l'idée que des gens qui ne possèdent rien et qui ne paient pas d'impôts puissent voter leur paraît absurde et ridicule : le but du Parlement n'est-il pas, précisément, de contrôler les dépenses faites avec l'argent des contribuables ?

Cette argumentation extrêmement valable du point de vue de la bourgeoisie, a été reprise et développée par notre bourgeoisie doctrinaire au temps de la revendication du suffrage universel. Pour cette bourgeoisie, le rôle du Parlement consiste à contrôler les budgets et les dépenses. Et seuls ceux qui paient des impôts peuvent valablement exercer ce contrôle ; car ceux qui ne paient pas d'impôts auraient constamment tendance à faire augmenter les dépenses, puisqu'ils n'auraient pas à supporter le poids de celles-ci.

Par la suite, la bourgeoisie a envisagé

ce problème d'une manière différente. Avec le suffrage universel est née aussi la taxation universelle qui pèse de plus en plus lourdement sur les travailleurs. Par ce moyen, la bourgeoisie rétablissait la « justice » immanente du système...

L'institution parlementaire est un exemple typique du lien très direct, très mécanique, qui existe même pour l'État bourgeois entre la domination de la classe dominante et l'exercice du pouvoir d'État. Il y a d'autres exemples. Ainsi le jury, en matière de justice. Celui-ci nous apparaît comme une institution de caractère éminemment démocratique, surtout comparée à l'exercice de cette fonction par des juges inamovibles, tous membres de la classe dominante et sur qui le peuple n'a aucune prise. Mais dans quel milieu social étaient – et sont encore aujourd'hui dans une très large mesure – choisis les membres d'un jury ? Parmi les bourgeois. Il y eut même des dispositions spéciales, comparables à celles concernant le système électoral censitaire, pour pouvoir faire partie d'un jury (être propriétaire de maison, payer un certain chiffre d'impôt, etc.).

On peut encore citer, pour illustrer ce lien très direct entre l'appareil d'État et la classe dominante à l'heure bourgeoise, la célèbre loi Le Chapelier, votée pendant la Révolution française, qui, sous prétexte d'établir l'égalité entre tous les citoyens, interdit à la fois les associations patronales et ouvrières. Ainsi, sous prétexte d'interdire les corporations patronales – quand la société industrielle a dépassé le stade corporatif – on interdit les syndicats ouvriers. On rend ainsi impuissants les ouvriers devant les patrons, seule l'organisation ouvrière permettant de faire, dans une certaine mesure (beaucoup trop limitée d'ailleurs), contrepoids à la richesse des patrons.

Deuxième partie – L'État bourgeois : visages d'une réalité quotidienne

À travers la lutte du mouvement ouvrier, certaines institutions de l'État bourgeois deviennent à la fois plus subtiles et plus complexes. Le suffrage universel s'est substitué au suffrage censitaire ; le service militaire est devenu obligatoire ; tout le monde paie des impôts. Alors le caractère de classe de l'État devient un peu moins transparent. La nature de l'État, en tant qu'instrument de la classe dominante, est moins évidente qu'au temps du régime

bourgeois classique, où les rapports entre les différents groupes qui exerçaient des fonctions d'État étaient tout aussi transparents qu'à l'époque féodale. Aussi, l'analyse devra-t-elle être un peu plus complexe.

5) Sur la révolution bourgeoise en Angleterre, voir l'article de Perry Anderson, « Les origines de la crise présente », paru dans les *Temps Modernes*, n° 219-220, août-septembre 1964, et spécialement le chapitre « Histoire et structure de classe ; trajectoire », pp. 403-421.



Ernest Mandel

Établissons d'abord une hiérarchie entre les différentes fonctions de l'État.

Plus personne aujourd'hui, sauf le plus naïf, ne croit que c'est vraiment le Parlement qui gouverne, qui est le maître de l'État basé sur le suffrage universel (notons pourtant que cette illusion est plus répandue là où le Parlement est d'institution assez récente).

Le pouvoir de l'État est un pouvoir permanent. Ce pouvoir est exercé par un certain nombre d'institutions isolées et autonomes de l'influence si mouvante du suffrage universel. Ce sont ces organes qu'il faut examiner pour trouver où est le véritable pouvoir. « Les gouvernements viennent et s'en vont, mais la police et l'administration restent. »

L'État, c'est avant tout ces institutions permanentes : l'armée (la partie permanente de l'armée : état-major, troupes spéciales...), la police, la gendarmerie, l'administration, les ministères, la Sûreté de l'État, les juges, etc., tout ce qui est « libéré » de l'influence du suffrage universel.

Ce pouvoir exécutif se renforce sans cesse. Au fur et à mesure qu'apparaît le suffrage universel et que se développe une relative démocratisation – toute formelle d'ailleurs – de certaines institutions, on constate un glissement du pouvoir réel de ces institutions-là vers d'autres qui sont de plus en plus soustraites à l'influence du Parlement.

Si une série de droits passent du roi et de ses fonctionnaires au Parlement, au cours de la phase ascendante du parlementarisme, à l'opposé, avec le déclin de celui-ci, qui commence avec la conquête du suffrage universel, une série continue de droits échappent au Parlement et sont repris par les administrations permanentes et inamovibles de l'État. Ce phénomène est général, partout en Europe occidentale. La V^e République française est actuellement l'exemple le plus frappant et le plus achevé de ce phénomène.

Faut-il voir dans ce retournement un complot diabolique des méchants bourgeois contre le suffrage universel ? Il s'agit d'une réalité objective beaucoup plus profonde : les pouvoirs réels sont transférés du législatif vers l'exécutif, le pouvoir exécutif se renforce d'une manière perma-

nente et ininterrompue, à cause de transformations qui s'effectuent aussi au sein de la classe bourgeoise elle-même.

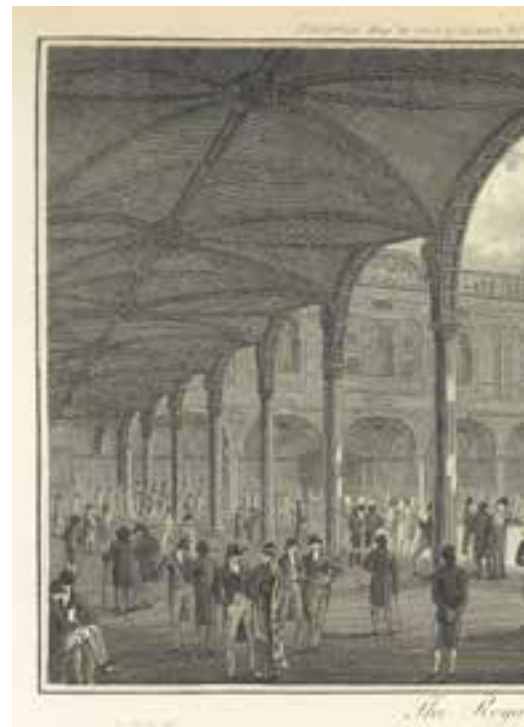
Ce processus a commencé dès la Première Guerre mondiale dans la plupart des pays belligérants et s'est poursuivi depuis sans interruption. Mais le phénomène existe parfois beaucoup plus tôt. Ainsi, dans l'Empire allemand, cette préséance de l'exécutif sur le législatif est apparue le même jour que le suffrage universel. Bismarck et les Junkers ont octroyé le suffrage universel pour pouvoir utiliser, dans une certaine mesure, la classe ouvrière comme masse de manœuvre contre la bourgeoisie libérale, et assurer ainsi dans cette société déjà essentiellement capitaliste, l'indépendance relative du pouvoir exécutif, exercé par la noblesse prussienne.

Ce processus montre bien que l'égalité politique n'est qu'apparente et que le droit du citoyen-électeur n'est rien d'autre que le droit de mettre un petit papier dans l'urne tous les quatre ans. Il ne va pas plus loin, et surtout il ne va pas jusqu'aux véritables centres de décision et de pouvoir.

Les monopoles prennent le relais du Parlement

L'époque classique du parlementarisme, c'est celle de la libre concurrence. Alors, le bourgeois individuel, l'industriel, le banquier, est très fort individuellement. Il est très indépendant, très libre dans les limites de la liberté bourgeoise, et il peut risquer à sa guise son capital sur le marché. Dans cette société bourgeoise atomisée, le Parlement joue un rôle objectif très utile, indispensable même pour la bonne marche quotidienne des affaires.

En effet ce n'est qu'au Parlement que peut se déterminer le dénominateur commun des intérêts de la bourgeoisie. On dénombre des dizaines de groupes bourgeois séparés, opposés par une multitude d'intérêts sectoriels, régionaux : corporatifs. Ces groupes ne se rencontrent nulle part de manière articulée, sinon au Parlement (ils se rencontrent bien sur les marchés, mais là, c'est avec des couteaux !). C'est uniquement au Parlement que peut se dégager une ligne médiane qui soit l'expression de l'intérêt de la classe bourgeoise tout entière. Car telle était alors la



fonction du Parlement : servir de lieu de rencontre commun où se formule l'intérêt collectif de la bourgeoisie.

Rappelons qu'à l'époque héroïque du parlementarisme, ce n'est pas seulement à coups de langue et de votes que se dégageait cet intérêt collectif, mais aussi à coups de poignard et de pistolet. Combien, à qui ne manquaient que quelques voix, la

Convention – ce gouvernement bourgeois classique – n'envoya-t-elle pas à la guillotine ? Mais la société capitaliste ne va pas rester atomisée.

Peu à peu, on la voit s'organiser et se structurer de façon de plus en plus concentrée, de plus en plus centralisée. La libre concurrence s'efface ; elle est remplacée par les monopoles, les trusts et autres groupements patronaux.

Une centralisation du pouvoir capitaliste apparaît en dehors du Parlement. C'est la véritable centralisation du capital financier, des grandes banques et groupes financiers, qui s'organise. Si « l'Analytique » (6) du Parlement exprimait la volonté de la bourgeoisie belge il y a un siècle, aujourd'hui c'est avant tout le rapport annuel de la Société Générale, ou celui de la Brufina préparant l'assemblée générale des actionnaires de ces sociétés,

“ On dénombre des dizaines de groupes bourgeois séparés. C'est uniquement au Parlement que peut se dégager une ligne médiane qui soit l'expression de l'intérêt de la classe bourgeoise tout entière. ”

(6) *L'Analytique* est le journal officiel des délibérations en Belgique. NDLR



Le Royal Exchange en 1804. © British Library

qu'il faut étudier pour connaître l'opinion réelle des capitalistes. Là s'exprime la conviction des bourgeois qui comptent, c'est-à-dire celle des grands groupes financiers qui dominent la vie du pays.

Ainsi, le pouvoir capitaliste s'est concentré en dehors du Parlement et des institutions issues du suffrage universel. Devant une concentration aussi poussée (rappelons qu'en Belgique, une dizaine de groupes financiers contrôlent la vie économique de la nation), le rapport entre le Parlement, les fonctionnaires, les commissaires de police... et ces gens qui gagnent des milliards, est un rapport qui s'embarasse peu de théorie. C'est un lien immédiat et pratique : il se fait par le paiement.

Les chaînes d'or visibles de la bourgeoisie... les dettes de l'État

Le Parlement, et plus encore le gouvernement d'un État capitaliste aussi démocratique soit-il en apparence, est lié par des chaînes d'or à la bourgeoisie. Ces chaînes d'or portent un nom : la dette publique. Aucun gouvernement ne saurait durer plus d'un mois sans devoir aller frapper à la porte des banques pour pouvoir payer ses dépenses courantes. En cas de refus des banques, le gouvernement fait faillite. Les origines de ce phénomène sont doubles. Les impôts ne rentrent pas tous les jours ; les rentrées sont concentrées à une époque de l'année, tandis que les dépenses, elles, sont continues.

C'est de là que provient la dette publique à court terme. On pourrait résoudre ce problème, on pourrait imaginer un « joint technique », mais il y a un autre problème, bien plus important. Tous les États capitalistes modernes dépensent plus qu'ils ne reçoivent, c'est la dette publique pour laquelle les banques et autres établissements financiers peuvent le plus facilement avancer l'argent. Il y a là, pour l'État, un lien de dépendance direct et immédiat, quotidien, par rapport au Grand capital.

La hiérarchie dans l'appareil d'État...

D'autres chaînes d'or, invisibles, font que l'appareil d'État est un instrument aux mains de la bourgeoisie. Si l'on examine, par exemple, le mode de recrutement des agents des services publics, on constate que pour devenir apprenti sous-clerc dans un ministère, il faut passer un examen. La règle paraît très démocratique. D'un autre côté, n'importe qui ne peut se présenter à n'importe quel examen, pour n'importe quel échelon. L'examen n'est pas le même pour accéder au poste de secrétaire général de ministère ou de chef d'état-major de l'armée, que pour devenir apprenti sous-clerc dans une petite administration. Cela aussi semble normal, à première vue.

Mais voilà, il y a une progression dans ces examens qui leur donne un caractère sélectif. Il faut posséder certains diplômes, il faut avoir suivi certaines études pour pouvoir se présenter comme candidat à certains postes, surtout à des postes de direction. Pareil système exclut énormément de gens qui n'ont pu suivre un enseignement universitaire ou équivalent, car la démocratisation des études reste à réaliser dans les faits. Si le système des examens est apparemment égalitaire, il est aussi un instrument de sélection.

...miroir de la hiérarchie dans la société capitaliste

Ces chaînes d'or invisibles se retrouvent également dans les rétributions des membres de l'appareil d'État.

Toutes les administrations, l'armée y comprise, développent cet aspect de pyramide, de hiérarchie qui caractérise la société bourgeoise. Nous sommes tellement influencés, tellement imprégnés par l'idéologie de la classe dominante, que nous approuvons qu'un secrétaire général de ministère ait une rétribution dix fois plus élevée que celle de l'apprenti sous-clerc du même ministère ou celle de la femme de ménage qui y nettoie les bureaux. L'effort physique de cette femme de ménage est certes beaucoup plus important, mais le secrétaire général du ministère, lui, « pense » !, ce qui, comme chacun sait, est beaucoup plus fatigant. De même, la solde du chef d'état-major (encore un qui « pense » !) est de loin plus importante que celle allouée au soldat de deuxième classe.

Cette structure hiérarchique de l'appareil d'État nous amène à souligner ceci : on y trouve des secrétaires généraux, des généraux, des évêques, etc. qui se situent à un même niveau de rétribution, donc à un

“ Dans la structure hiérarchique de l'appareil d'État, on trouve des secrétaires généraux, des généraux, des évêques, etc. qui se situent à un même niveau de vie et dans le même climat social et idéologique que les grands bourgeois. ”

même niveau de vie, qui les inclut dans le même climat social et idéologique que les grands bourgeois. Puis viennent les fonctionnaires moyens, les officiers moyens, qui se trouvent dans les conditions sociales et gagnent des revenus qui sont ceux de la petite et moyenne bourgeoisie. Et enfin la masse des petits employés, des sans-grades, des femmes de ménage, des ouvriers communaux qui bien souvent gagnent moins que des manœuvres d'usine. Leur

niveau de vie correspond nettement à celui du prolétariat.

L'appareil d'État n'est pas un instrument homogène. Il comporte une structure qui correspond d'une manière assez nette à la structure de la société bourgeoise, avec une hiérarchie de classe et des différences identiques. Cette structure pyramidale correspond à un besoin réel de la bourgeoisie. Elle veut entre ses mains un instrument qu'elle peut manier à son gré. On comprendra aisément que la bourgeoisie ait essayé pendant longtemps, et avec acharnement, d'interdire le droit de grève aux travailleurs des services publics.



Ernest Mandel

L'État... un surveillant !

Cet argument est important. Il y a dans la conception même de l'État bourgeois – et quelle que soit par ailleurs sa forme plus ou moins « démocratique » – un point fondamental, d'ailleurs lié à l'origine même de l'État : par sa nature, l'État reste hostile, ou plutôt non adapté, aux besoins de la collectivité. L'État est, par définition, un groupe d'hommes qui exercent des fonctions qui, à l'origine, étaient exercées par tous les membres de la collectivité. Ces hommes ne fournissent aucun travail productif mais sont entretenus par les autres membres de la société.

En temps normal, nous n'avons pas beaucoup besoin de surveillants. Ainsi, à Moscou, dans les autobus, il n'y a personne qui occupe la fonction de receveur (7) ; les usagers déposent en entrant leur kopeck sans que qui que ce soit les surveille. Dans des sociétés où le niveau de développement des forces productives est peu élevé, où la lutte de tous contre tous est intense pour s'approprier un revenu social insuffisant pour donner satisfaction à tout le monde, il faut un appareil de surveillance important. Ainsi, pendant l'Occupation, on a vu proliférer quantité de services de surveillance spécialisés (polices dans les gares, surveillance des imprimeries, du rationnement, etc.).

À pareille époque, la surface de conflit est telle qu'un imposant appareil de surveillance s'avère indispensable. Si on réfléchit au problème, on voit que tous ceux qui exercent des fonctions d'État, qui font partie de l'appareil d'État, sont d'une manière ou d'une autre des surveillants. Les gendarmes et les policiers sont des surveillants, mais aussi les contrôleurs des contributions, les juges, les paperassiers de ministère, les receveurs d'autobus, etc. En définitive, toutes les fonctions de l'appareil d'État se réduisent à cela : surveiller, contrôler la vie sociale dans l'intérêt de la classe dominante.

On dit souvent que l'État contemporain joue un rôle d'arbitre ; on pourrait rapprocher cette affirmation de celle que nous venons de faire : « surveiller » et « arbitrer », n'est-ce pas au fond la même chose ?

Deux remarques s'imposent. D'abord, l'arbitre n'est pas neutre. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les sommets de l'appareil d'État sont profondément intégrés dans la grande bourgeoisie. Ensuite, l'arbitrage ne se fait pas dans le vide : il se fait dans le cadre du maintien de la société de classes

existante. Certes, des concessions peuvent être faites aux exploités par les « arbitres » ; cela dépend essentiellement des rapports de force. Mais le but essentiel de l'arbitrage, c'est de maintenir l'exploitation capitaliste en tant que telle, s'il le faut en lâchant du lest sur des questions secondaires.

L'État-surveillant, témoin de la pauvreté de la société

L'État est un corps sécrété par la société pour surveiller le fonctionnement quotidien de la vie sociale et qui est au service de la classe dominante pour maintenir la domination de cette classe. Il y a une nécessité objective de ce corps de surveillance, nécessité liée très étroitement au degré de pauvreté, à la masse de conflits sociaux qui existent dans la société.

D'une manière historique plus générale, l'exercice des fonctions d'État est intimement lié à l'existence de conflits sociaux, ceux-ci, à leur tour, étant intimement liés à l'existence d'une certaine pénurie de biens matériels, de richesses, de ressources. Des moyens propres à satisfaire les besoins humains. Il faut souligner ce fait : aussi longtemps qu'existera l'État, il sera démonstration du fait que les conflits sociaux (donc aussi la pénurie relative de biens et de services) subsistent. Avec les conflits sociaux disparaîtront également les surveillants, devenus inutiles et parasites, mais pas avant ! La société, en effet, paie ces hommes pour exercer des fonctions de surveillance, aussi longtemps qu'une partie de la société y trouve son intérêt. Mais il est

tout à fait évident que dès le moment où plus aucun groupe dans la société ne trouve intérêt à ce que s'exercent des fonctions de surveillance, la fonction disparaîtra, avec son utilité. En même temps disparaîtra l'État.

Le seul fait de la survie de l'État prouve que des conflits sociaux subsistent, que subsiste cet état de pénurie relative des biens, qui marque cette vaste période de l'histoire humaine qui s'insère entre l'état de pauvreté absolue, qui est la situation du communisme clanique ou tribal, et la situation d'abondance qui sera celle de la société socialiste. Aussi longtemps que nous sommes dans cette phase de transition qui couvre dix mille ans de l'histoire humaine, phase qui englobe aussi la société de transition entre le capitalisme et le socialisme,

l'État survivra, les conflits sociaux subsisteront, et il faudra des gens pour arbitrer ces conflits dans l'intérêt de la classe dominante.

Si l'État bourgeois reste fondamenta-

lement un instrument au service des classes dominantes, est-ce à dire que les travailleurs doivent être indifférents à la forme particulière que prend cet État – démocratie parlementaire, dictature militaire, dictature fasciste ? Évidemment non ! Plus les travailleurs jouissent de libertés pour s'organiser eux-mêmes et défendre leurs idées, plus naissent au sein de la société bourgeoise les germes de la future démocratie socialiste, et plus l'avènement du socialisme est historiquement facilité. C'est pourquoi les travailleurs doivent défendre leurs libertés démocratiques contre toute tentative de les limiter (lois antigreve, État fort) ou de les écraser (fascisme).

“L'État est un groupe d'hommes qui ne fournissent aucun travail productif mais sont entretenus par les autres membres de la société.”

Troisième partie – Le prolétariat au pouvoir

Ce qui précède conduit à répondre à quelques questions qui se posent au sujet de l'État et du socialisme.

La classe ouvrière a-t-elle besoin d'un État ?

Quand on dit que l'État subsiste, y compris dans la société de transition entre le capitalisme et le socialisme, la question se pose de savoir si la classe ouvrière, quand elle prend le pouvoir, a encore besoin d'un État. Ne pourrait-elle pas, du jour au lendemain, dès qu'elle prend le pouvoir, abolir

cet État ? La réponse à cette question a déjà été donnée. Bien sûr, sur le papier, la classe ouvrière peut supprimer l'État. Seulement voilà : il s'agit alors d'un acte purement formel, juridique, dans la mesure où la prise du pouvoir par la classe ouvrière ne s'effectue pas : cela ne s'est jamais réalisé dans le passé et il est peu vraisemblable que le cas se présente jamais dans une société qui est déjà tellement riche, qui jouit déjà d'une telle abondance de biens et de services matériels, que les conflits sociaux en tant que tels, c'est-à-dire tournant autour de la répartition de ces produits, aient disparu.

7) Le receveur d'autobus poinçonnait les tickets.

Et que la nécessité d'avoir des arbitres, des surveillants, des policiers pour contrôler tout ce chaos ait disparu en même temps que la pénurie relative de biens.

Dans la mesure où la classe ouvrière prend le pouvoir dans un pays qui connaît encore une semi-pénurie de biens, où subsiste une certaine misère, elle prend le pouvoir à un moment où la société ne peut pas encore fonctionner sans État. Une masse de conflits sociaux subsiste.

On peut toujours avoir recours à une attitude hypocrite, comme le font certains anarchistes : abolissons l'État et appelons les gens qui exercent les fonctions d'État d'un autre nom. Mais c'est là une opération purement verbale, une « abolition » de l'État sur le papier.

Tant que les conflits sociaux subsistent, il faut des gens qui, dans la réalité, règlent ces conflits. Or, des gens qui règlent des conflits, c'est cela, l'État. Il est impossible que l'humanité collective puisse les régler dans un état d'inégalité réelle et d'incapacité réelle de satisfaire les besoins de chacun.

L'égalité dans la misère

À cela, il y a une objection qu'on pourrait soulever, quoique un peu absurde, et que plus personne n'avance aujourd'hui. On peut concevoir une société où l'abolition de l'État serait liée à la réduction des besoins humains ; on pourrait établir dans une telle société une égalité parfaite, qui ne serait que l'égalité dans la misère. Ainsi, en supposant que la classe ouvrière prenne le pouvoir demain en Belgique, on pourrait donner du pain sec à tout le monde... et même un peu plus.

Mais il est impossible de nier artificiellement des besoins humains produits par le développement de la production, et qui sont apparus du fait que notre société a atteint un certain stade de développement. Quand, pour toute une série de biens et de services, la production ne suffit pas à couvrir les besoins de tout le monde, l'interdiction de ces productions sera toujours inopérante. On ne fait alors que créer des conditions idéales pour un marché noir et pour la production noire de ces produits, quand le but visé est simplement d'interdire toute une gamme de produits.

Ainsi, toutes les sectes communistes qui, au cours du Moyen Âge et des temps modernes, ont voulu organiser immédiatement la société communiste parfaite, basée sur l'égalité parfaite de ses membres, ont interdit la production de luxe, de confort – y compris d'ailleurs l'imprimerie. Toutes



Lénine intervient le 5 mai 1920 devant des soldats. En contrebas de l'estrade se tiennent Léon Trotsky et Lev Kamenev. Dès les années trente, la photo est retouchée ou recadrée. Trotsky et Kamenev en disparaissent. © Goldstein I.P



ces expériences ont échoué parce que l'homme est ainsi fait qu'à partir du moment où il a pris conscience de certains besoins, on ne peut pas les réprimer artificiellement.

Savonarole (8), prêchant le repentir et l'abstinence, pouvait fulminer pour qu'on brûlât tous les tableaux, produits de luxe ; il n'aurait pu empêcher que l'un ou l'autre incorrigible, épris de beauté, peigne en cachette. Le problème de la répartition de ces produits « noirs », beaucoup plus rares qu'antérieurement, se reposerait toujours, inévitablement.

La gageure du prolétariat

À ce qui a été exposé au début de ce chapitre, il faut ajouter une autre raison, bien qu'elle soit moins importante. Quand le prolétariat se hisse au pouvoir, il le fait dans des conditions bien particulières, différentes de la prise du pouvoir par n'importe quelle autre classe sociale avant lui.

Dans le cours de l'histoire, toutes les autres classes sociales, quand elles s'emparèrent du pouvoir de l'État, détenaient déjà dans leurs mains le pouvoir effectif, économique, intellectuel et moral dans la société. Il n'y a pas un seul exemple, avant celui du prolétariat, d'une classe sociale qui ait pris le pouvoir alors qu'elle était encore opprimée des points de vue économique, intellectuel et moral.

En d'autres termes, c'est presque une gageure que d'envisager que le prolétariat puisse prendre le pouvoir, parce que, collectivement, en tant que classe, dans le système capitaliste, ce prolétariat est dégradé. Car on ne saurait développer pleinement ses capacités intellectuelles et morales quand on travaille huit, neuf et dix heures dans un atelier, une usine, un bureau. Et telle est la condition prolétarienne.

Dès lors, le pouvoir de la classe ouvrière, quand elle arrive au pouvoir, est très vulnérable. Sur tous ces plans, il faut défendre le pouvoir de la classe ouvrière contre une minorité qui continuera, pendant toute une période historique transitoire, à jouir d'avantages énormes sur le plan intellectuel et sur celui des biens, du moins des réserves de biens de consommation, par rapport à la classe ouvrière.

8) Jérôme Savonarole (en italien Girolamo Savonarola) est un frère dominicain ascétique, prédicateur et réformateur actif dans la Florence de la Renaissance, qui, de 1494 à 1498, a dirigé un régime théocratique dans la république de Florence. Il est connu pour son plaidoyer en faveur de la destruction de l'art et de la culture séculières, et ses appels au renouveau chrétien, dénonçant de façon véhémente la corruption du clergé catholique, sans remettre en cause le dogme, le régime despotique et l'exploitation des pauvres. Accusé d'hérésie, il sera brûlé à Florence. NDLR



Ernest Mandel

Une révolution socialiste normale exproprie la grande bourgeoisie en tant que détentrice des moyens de production ; mais elle ne dépossède pas les bourgeois détenteurs de réserves de biens ou de diplômes, encore moins en tant que propriétaires de cerveaux et de connaissances qui, pendant toute la période précédant la prise du pouvoir par la classe ouvrière, détenaient un privilège quasi exclusif dans ce domaine.

Ainsi, dans la société où le prolétariat détient depuis peu le pouvoir (le pouvoir politique, celui des hommes armés), une série de leviers du pouvoir réel sont et restent aux mains de la bourgeoisie. Plus exactement, aux mains d'une partie de la bourgeoisie, qu'on peut appeler l'intelligentsia ou la bourgeoisie intellectuelle et technique (technocratique).

Pouvoir ouvrier et techniciens bourgeois

Lénine a fait à ce sujet des expériences amères. En fait, on constate que, quel que soit le sens dans lequel on tourne le problème, quelles que soient les lois, les décrets, les institutions que l'on édicte à ce sujet, si on a besoin de professeurs, de hauts fonctionnaires, d'ingénieurs, de hauts techniciens, à tous les niveaux des rouages sociaux, il est très difficile de placer à ces endroits des prolétaires du jour au lendemain, et même cinq ou dix ans après la conquête du pouvoir.

Lénine, pendant les premières années de pouvoir soviétique, s'armant d'une formule

9) La délégation cubaine participant à la Conférence de l'éducation et du développement économique qui se tenait à Santiago du Chili en mars 1962, déclarait : « Il suffit, pour comparer l'efficacité des méthodes cubaines et celles adoptées par la Conférence, de voir que les auteurs de la prétendue Alliance pour le Progrès offrent de prêter 150 millions de dollars par an à dix-neuf pays, ayant une population de 200 millions d'habitants, alors qu'un seul pays – Cuba avec 7 millions d'habitants – a accru son budget culturel et d'enseignement de 200 millions de dollars par an sans avoir à rembourser d'intérêts à qui que ce soit ». À Cuba, au cours de la seule année 1961, 707 000 adultes ont appris à lire et à écrire, ce qui ramenait le pourcentage des analphabètes à 3,9. Cuba s'est fixé les buts suivants pour renseignement dans la période 1961-1964 : a) élever au niveau moyen d'instruction primaire le degré d'Instruction de ceux qui ont récemment appris à lire et à écrire ; b) compléter l'Instruction primaire d'un demi-million de travailleurs ne possédant que trois années d'études élémentaires ; c) assurer une éducation secondaire de base à 40 000 travailleurs qui ont complété leur Instruction primaire. Ceci a été réalisé malgré le blocus et les besoins de la défense, et en dépit des attaques des États-Unis.

théoriquement juste, bien qu'un peu incomplète, disait : les ingénieurs travaillent aujourd'hui pour la bourgeoisie, demain, ils travailleront pour le prolétariat ; pour cela, on les payera et, s'il le faut, on les contraindra. L'essentiel, c'est qu'ils soient contrôlés par les travailleurs. Mais quelques années plus tard, à la veille de sa mort, Lénine, faisant le bilan de l'expérience, s'est posé la question : qui contrôle qui ? Les spécialistes sont-ils contrôlés par les communistes, ou est-ce l'inverse qui se passe ?

Quand on étudie ce phénomène, quotidiennement et concrètement, dans des pays sous-développés, quand on voit ce que cela signifie en pratique dans un pays comme l'Algérie – le monopole, le privilège de connaissances universitaires, et même de connaissances tout court, pour une infime minorité de la société, tandis qu'une masse de gens qui ont combattu d'une façon héroïque pour conquérir d'abord l'indépendance, puis le pouvoir, mais qui au moment d'exercer celui-ci se trouvent confrontés avec le problème des connaissances qu'ils ne possèdent pas, qu'ils doivent seulement commencer à acquérir et qu'en attendant ils doivent abandonner complètement le pouvoir à ceux qui possèdent le savoir – on se rend bien compte qu'il s'agit de choses qu'on peut facilement résoudre par quelques formules passe-partout sur le papier, mais que le problème est tout différent quand il faut le résoudre sur le terrain, dans la vie réelle.

L'expérience la plus héroïque, la plus radicale, la plus révolutionnaire jamais entreprise en ce domaine dans l'histoire de l'humanité, est celle de la révolution cubaine. Celle-ci, tirant les leçons de tous les avatars du passé, a entrepris de résoudre largement ce problème en un minimum de temps, en menant une campagne extraordinaire d'alphabétisation et d'éducation (9), de transformer des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans analphabètes en autant d'instituteurs, de professeurs et d'universitaires, et cela en un minimum de temps. Au bout de cinq à six ans d'efforts, les résultats obtenus sont considérables.

Et pourtant, il suffit d'un seul ingénieur ou d'un seul agronome dans un district où habitent des dizaines de milliers de travailleurs pour que, malgré cet admirable souffle révolutionnaire qui anime le peuple cubain,

ce spécialiste soit pratiquement le maître dans ce district, s'il dispose d'un monopole de connaissances sans lesquelles la vie technique ne peut durer. Là encore, la fausse solution serait de revenir à une simplicité telle que l'on pourrait se passer de techniciens. C'est là une utopie réactionnaire.

L'État, gardien du pouvoir ouvrier

Toutes ces difficultés impliquent la nécessité pour le prolétariat, nouvelle classe dominante, d'exercer un pouvoir d'État contre tous ceux qui peuvent lui arracher le pouvoir, soit par lambeaux, soit d'un seul coup, dans cette société nouvelle et transitoire dans laquelle il possède le pouvoir politique, et les principaux leviers du pouvoir économique, mais où il reste freiné par toute une série de faiblesses et d'ennemis qui viennent d'être évoqués. De là découle l'obligation pour la classe ouvrière de maintenir un État après sa conquête du pouvoir, et l'impossibilité de supprimer celui-ci du jour au lendemain. Mais cet État ouvrier doit être d'une nature bien particulière.

Nature et caractéristiques de l'État prolétarien

La classe ouvrière, par sa situation particulière dans la société, telle qu'elle vient d'être décrite, est obligée de maintenir un État. Mais pour maintenir son pouvoir, elle

doit maintenir un État qui soit radicalement différent de celui qui, par le passé, a maintenu le pouvoir de la bourgeoisie, d'une classe féodale ou esclavagiste. L'État prolétarien à la fois

est un État et n'est plus un État ; il devient de moins en moins un État, il est un État qui commence à dépérir au moment même où il commence à naître, comme le disaient justement Karl Marx et Lénine. Marx, développant la théorie de l'État prolétarien, État qui dépérit, lui a donné plusieurs caractéristiques, dont l'illustration se trouvait dans la Commune de Paris de 1871. Il y a trois caractéristiques essentielles :

- Pas de séparation nette entre les pouvoirs de l'exécutif et du législatif : il faut des organismes qui à la fois légifèrent et appliquent les lois. En somme, il faut en revenir à l'État tel qu'il est issu du commu-

“ L'existence d'un entourage capitaliste menaçant peut requérir militaires ; mais pas l'existence d'institutions militaires séparées du corps de la société. ”



“Tant que les conflits sociaux subsistent, il faut des gens qui, dans la réalité, règlent ces conflits. Or, des gens qui règlent des conflits, c’est cela, l’État. Il est impossible que l’humanité collective puisse les régler dans un état d’inégalité réelle et d’incapacité réelle de satisfaire les besoins de chacun.”

Septembre 1963, Che Guevara, avec son épouse Aleida et son ami le Dr Alberto Granado participent à une campagne de récolte du sucre à la centrale de Toledo.

nisme du clan et de la tribu, tel qu’on le retrouve encore dans l’ancienne assemblée populaire athénienne.

Ceci est important. C’est le meilleur moyen de réduire le plus fortement possible le clivage entre le pouvoir réel, de plus en plus concentré entre les mains d’organismes permanents, et le pouvoir de plus en plus fictif qui est celui laissé aux assemblées délibérantes. Ce clivage est le propre du parlementarisme bourgeois. Il est insuffisant de remplacer une assemblée délibérante par une autre si on ne change rien d’essentiel à ce clivage. Les assemblées délibérantes doivent disposer d’un pouvoir exécutif réel.

- Éligibilité maximum dans la fonction publique : il n’y a pas que les membres des assemblées délibérantes qui doivent être élus. Les juges, les hauts fonctionnaires, les commissaires de milice, les dirigeants dans l’enseignement, les directeurs dans les travaux publics dans les circonscriptions territoriales, doivent être élus eux aussi. Cela peut choquer dans nos pays de tradition napoléonienne ultra-réactionnaire. Mais certaines démocraties spécifiquement bourgeoises, les États-Unis, la Suisse, le Canada ou l’Australie par exemple, ont conservé ce caractère électif pour un certain nombre de fonctions publiques. C’est ainsi qu’aux États-Unis, le shérif est élu par ses concitoyens.

Dans l’État prolétarien, cette éligibilité générale doit être accompagnée d’une

révocabilité générale. Il faut donc qu’un contrôle permanent et très large du peuple sur ceux qui exercent des fonctions d’État soit possible ; et que la séparation entre ceux qui exercent le pouvoir d’État et ceux au nom desquels il est exercé soit la plus petite possible. C’est pourquoi il faut assurer un renouvellement constant des élus, pour empêcher que des gens n’occupent des fonctions d’État en permanence. Les fonctions d’État doivent, sur une échelle toujours plus vaste, être exercées à tour de rôle par la masse de la population prise collectivement.

- Pas de rétribution abusive : aucun fonctionnaire, aucun membre des organismes représentatifs et législatifs, aucun individu qui exerce un pouvoir d’État, ne doit toucher un salaire supérieur à celui d’un ouvrier qualifié. C’est là le seul moyen valable pour empêcher la chasse à l’exercice des fonctions d’État comme moyen d’arriver et de vivre aux crochets de la société, pour supprimer les arrivistes et les parasites qu’ont connus toutes les sociétés passées.

Ces trois règles prises ensemble précisent bien la pensée de Marx et de Lénine concernant l’État. Celui-ci ne ressemble plus à aucun de ses prédécesseurs, parce qu’il est le premier État qui commence à dépérir au moment même de son apparition, parce qu’il est un État dont l’appareil est composé

de gens qui ne disposent plus d’aucun privilège par rapport à la masse de la société, parce qu’il est un État dont les fonctions sont de plus en plus exercées par l’ensemble des membres de la société, et qui se substituent progressivement les uns aux autres, parce qu’il est un État qui ne se confond plus avec un groupe de gens détachés de la masse et exerçant des fonctions séparées de la masse, mais qui se dissout au contraire dans la masse du peuple, de la population laborieuse, parce qu’il est un État qui dépérit au fur et à mesure que dépérissent les classes sociales, les conflits sociaux, l’économie monétaire, la production marchande, les marchandises, l’argent, etc.

Ce dépérissement de l’État doit être conçu comme l’auto-gestion et l’auto-gouvernement des producteurs et des citoyens qui s’étendent de plus en plus jusqu’à ce que, dans des conditions d’abondance matérielle et de haut niveau de culture de toute la société, celle-ci se structure en communautés de producteurs-consommateurs se gouvernant elles-mêmes.

Et l’Union Soviétique ?

Quand on considère l’histoire de l’URSS au cours de ces trente dernières années, la conclusion que l’on peut tirer concernant



Ernest Mandel

L'État est simple : un État où existe une armée permanente ; où l'on trouve des maréchaux, des directeurs de trusts, et même des auteurs de théâtre ou des ballerines qui gagnent cinquante fois plus qu'un ouvrier manœuvre ou qu'une femme de ménage ; où s'est établie une sélectivité énorme pour certaines fonctions publiques, qui rend pratiquement impossible l'accès à ces fonctions à l'immense majorité de la population ; où le pouvoir réel est exercé par de petits comités de gens dont le renouvellement s'accomplit par des voies mystérieuses et dont le pouvoir reste inamovible et permanent pendant de longues périodes historiques ; un tel État, manifestement, n'est pas en train de déprimer.

Pourquoi ?

L'explication en est simple. L'État, en Union Soviétique, n'a pas déprimé parce que les conflits sociaux n'ont pas déprimé. Les conflits sociaux n'y ont pas déprimé parce que le degré de développement des forces productives n'en a pas permis le déprimissement, et cela parce que la situation de semi-pénurie qui caractérise les pays capitalistes même les plus avancés, continue à caractériser la situation de l'État soviétique. Et tant que perdurent ces conditions de semi-pénurie, il faut des contrôleurs, des surveillants, des gendarmes.

Ceux-ci, bien sûr, dans un État prolétarien, devraient être au service d'une meilleure cause, du moins dans la mesure où ils défendent l'économie socialiste. Mais il faut aussi reconnaître qu'ils sont séparés du corps de la société, qu'ils sont, dans une large mesure, des parasites. Leur disparition est directement liée au niveau de développement des forces productives, qui seules peuvent permettre le déprimissement des conflits sociaux et la suppression des fonctions liées à ces conflits.

Et dans la mesure où ces surveillants, ces contrôleurs, monopolisent de plus en plus

l'exercice du pouvoir politique, ils peuvent évidemment s'assurer des privilèges matériels croissants, les morceaux de choix dans cette pénurie relative qui domine la distribution : ils se constituent ainsi en une bureaucratie privilégiée soustraite en fait au contrôle des travailleurs et portée à défendre par priorité ses propres privilèges.

L'argument du cordon sanitaire

À cela, on a voulu objecter, en invoquant la menace (10) que faisait peser l'entourage extérieur, capitaliste, et on argumente : aussi longtemps qu'existe un danger extérieur, il faut un État, a dit Staline, ne serait-ce que pour défendre le pays contre son entourage hostile.

Cet argument est basé sur un quiproquo. La seule chose que puisse démontrer l'existence d'un entourage capitaliste menaçant, c'est la nécessité d'un armement et d'une institution militaires ; mais cela ne justifie pas l'existence d'institutions militaires séparées du corps de la société.

L'existence de telles institutions militaires séparées du corps de la société indique qu'à l'intérieur de cette société subsiste un important état de tension sociale, qui empêche les gouvernants de se permettre le luxe de mettre des armes entre les mains de tout le monde, qui fait que les dirigeants n'osent pas faire confiance au peuple pour qu'il règle à sa façon les questions militaires d'auto-défense, ce qu'il pourrait accomplir si la collectivité avait vraiment ce degré de supériorité extraordinaire qu'aurait une société réellement socialiste par rapport à la société capitaliste.

En réalité, le problème de l'entourage extérieur n'est qu'un aspect secondaire d'un phénomène beaucoup plus général : le niveau de développement des forces productives, la maturité économique du pays, sont loin du niveau qui devrait être celui d'une société socialiste. L'Union Soviétique est restée une société transitoire, dont le niveau de développement des forces productives est comparable à celui d'une société capitaliste. Elle doit donc se battre avec des armes comparables.

Ne connaissant pas la suppression des conflits sociaux, l'URSS doit maintenir tous les organes de contrôle et de surveillance de la population, et, de ce fait, maintient et même renforce l'État au lieu de le laisser déprimer. Cela a provoqué, dans cette société de transition et pour de nombreuses causes spécifiques, des déformations et des dégénérescences bureaucratiques qui ont causé un tort énorme à la cause du socialisme,

surtout dans la mesure où l'on a commis l'erreur d'y coller l'étiquette « socialiste », par peur de dire la vérité : nous sommes encore trop pauvres et trop arriérés pour pouvoir créer une véritable société socialiste. Et, dans la mesure où l'on a voulu, pour des raisons de propagande, donner à tout prix l'étiquette « socialiste », il faut par après expliquer qu'il existe des purges socialistes, des camps de concentration socialistes, le chômage socialiste, etc., etc.

Garanties contre la bureaucratie

Quelles garanties peuvent être introduites pour éviter dans l'avenir l'hyper-trophie de la bureaucratie, telle qu'elle est apparue en URSS à l'époque stalinienne ?

Respecter scrupuleusement les trois règles mentionnées plus haut concernant le début de déprimissement de l'État ouvrier (et notamment celle qui limite la rémunération de tous les dirigeants économiques et politiques).

Respecter scrupuleusement le caractère démocratique de la gestion de l'économie : comités d'autogestion des travailleurs élus dans les entreprises ; congrès des producteurs (« Sénat économique ») élu par ces comités, etc. Ceux qui contrôlent le surproduit social, contrôlent toute la société.

Respecter scrupuleusement le principe que, si l'État ouvrier doit forcément restreindre l'exercice des libertés politiques pour tous les ennemis de classe qui s'opposent à l'avènement du socialisme (restriction qui doit être proportionnelle à la violence de leur résistance), il doit en même temps étendre l'exercice de ces mêmes libertés pour tous les travailleurs : liberté pour tous les partis qui respectent la légalité socialiste, liberté de presse pour tous les journaux qui font de même, liberté de réunion, d'association, de manifestation sans restriction pour les travailleurs.

Respecter le caractère démocratique, contradictoire et public de toutes les assemblées délibératives.

Respecter le principe d'un droit écrit.

Théorie et pratique

La théorie marxiste concernant le déprimissement de l'État est au point depuis maintenant plus d'un demi-siècle. En Belgique, il ne nous manque qu'un petit détail qu'il nous reste à accomplir : sa réalisation pratique. ■

10) Littéralement, le « cordon sanitaire » ou la quarantaine placée autour de la jeune république soviétique par les États-Unis et leurs alliés de la Première Guerre mondiale. L'Union soviétique a été isolée des relations diplomatiques, commerciales et idéologiques avec le reste du monde par la ceinture de pays qui l'encerclait et par les marines alliées qui patrouillaient dans les voies maritimes. Cette politique, qui a causé d'énormes difficultés en Union soviétique mais qui a finalement échoué, était une version antérieure de la tentative actuelle de Washington de détruire la révolution cubaine par un blocus économique et de mettre en quarantaine l'« infection » révolutionnaire en interdisant les voyages dans ce pays. Note d'après une version anglaise de 1969 de ce texte.

Des Rocheuses à Stockholm : ignorer la crise mondiale

Au moment où Michael Roberts écrit ces lignes, les chefs de gouvernement des pays du Groupe des Sept (G7) – Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis – se réunissent dans la ville isolée de Kananaskis, en Alberta, au pied des Rocheuses canadiennes, pour des discussions intenses. Sans tenir compte des éléments essentiels de la situation économique.

Par
Michael Roberts

Il s'agit du 51^e sommet des sept plus grandes économies capitalistes (1). Le G7 représente toujours 44 % du PIB mondial, mais seulement 10 % de la population mondiale. Pourtant, le G7 et certains de ses partenaires plus petits constituent le noyau impérialiste, le Nord global, qui dirige le monde.

De quoi discutent les dirigeants du G7 ? Naturellement, de l'accélération de la crise au Moyen-Orient après l'attaque israélienne contre l'Iran ; de la poursuite de la guerre en Ukraine et de la nécessité d'imposer davantage de sanctions à la Russie et de fournir des armes à l'Ukraine ; de l'attitude à adopter face aux droits de douane imposés par Trump ; de la manière dont la plupart des gouvernements du G7 peuvent imposer une série de coupes dans l'aide internationale aux pays pauvres et dégager des fonds pour augmenter les dépenses militaires ; et de la nécessité d'une politique commune à l'égard de la Chine.

Parallèlement à la réunion des gouvernements du G7, en Suède, un groupe de milliardaires du secteur technologique, de Premiers ministres, de magnats des affaires et le roi des Pays-Bas se sont réunis pour la 71^e réunion du groupe Bilderberg dans le luxueux Grand Hôtel de Stockholm, propriété de la famille Wallenberg, une famille d'oligarques suédois de longue date.

Le groupe Bilderberg est un conclave

secret où les acteurs influents du capitalisme mondial peuvent discuter en privé des stratégies et des politiques nécessaires pour préserver le système, c'est-à-dire l'impérialisme. À cette réunion participent les dirigeants de l'OTAN et du M16, ainsi que deux des plus hauts gradés de l'armée américaine, aux côtés des PDG de plusieurs grands fournisseurs de matériel de « défense » tels que Palantir, Thales et Anduril. L'hôte de la conférence, Marcus Wallenberg, dirige sa propre entreprise d'armement, le plus grand fournisseur de matériels militaires de Suède, Saab.

La principale discussion des participants au Bilderberg porte sur la manière d'étrangler économiquement, politiquement et militairement la Chine. Comme l'a déclaré le républicain américain Jason Smith, partisan de MAGA : il était en Suède pour « continuer à lutter contre la menace

économique et sécuritaire que la Chine fait peser sur notre grande nation ».

Robert Lighthizer, autre participant au Bilderberg et conseiller économique proche de Trump, a fait écho à ce sentiment : « Pour moi, la Chine est une menace existentielle pour les États-Unis ».

Mais voici le hic. Il y a deux grandes questions dont ni les dirigeants du G7 ni les membres du Bilderberg ne semblent vouloir discuter, obsédés qu'ils sont par les menaces géopolitiques perçues comme émanant des puissances « résistantes » que sont la Russie, l'Iran et la Chine. Il y aura peu ou pas de discussions sur la détérioration du paysage économique mondial, y compris dans les



Michael Roberts

Michael Roberts, économiste marxiste, est l'auteur de *The long depression : Marxism and the Global crisis of capitalism* (Haymarket, 2016). *Marx 200 : A review of Marx's economics 200 years after his birth* (Lulu, 2020). Publié sur le blog de l'auteur, *The Next Recession*, et traduit par Henri Wilno.

grandes économies du Nord ; il n'y aura pas non plus beaucoup de discussions sur la menace existentielle que représentent le réchauffement et le changement climatique pour les économies et les populations. Dans ce dernier cas, il est de plus en plus clair que les gouvernements et les Bilderberg ont baissé les bras ; ils préfèrent faire des profits dans un monde alimenté par les énergies fossiles tant que cela fonctionne (2).

Pourtant, ce sont ces deux questions qui risquent de compromettre tous les efforts

1) L'auteur n'inclut visiblement pas la Chine dans les plus grandes économies capitalistes (NdT).

2) « Fixing the climate – it just ain't profitable », 23 juin 2024.

des dirigeants des économies du Nord. Les grandes économies sont dans une situation de plus en plus difficile. C'est ce qui ressort clairement du dernier rapport très sombre de la Banque mondiale sur les perspectives économiques internationales (3). Comme l'indique le rapport : « Pour cette seule année, nos prévisions indiquent que les bouleversements réduiront de près d'un demi-point de pourcentage le taux de croissance du PIB mondial qui était prévu au début de l'année, le ramenant à 2,3 %. Il s'agit de la plus faible performance en 17 ans, hormis les récessions mondiales avérées... D'ici 2027, la croissance du PIB mondial devrait atteindre en moyenne seulement 2,5 % dans les années 2020, soit le rythme le plus lent de toutes les décennies depuis les années 1960 ».

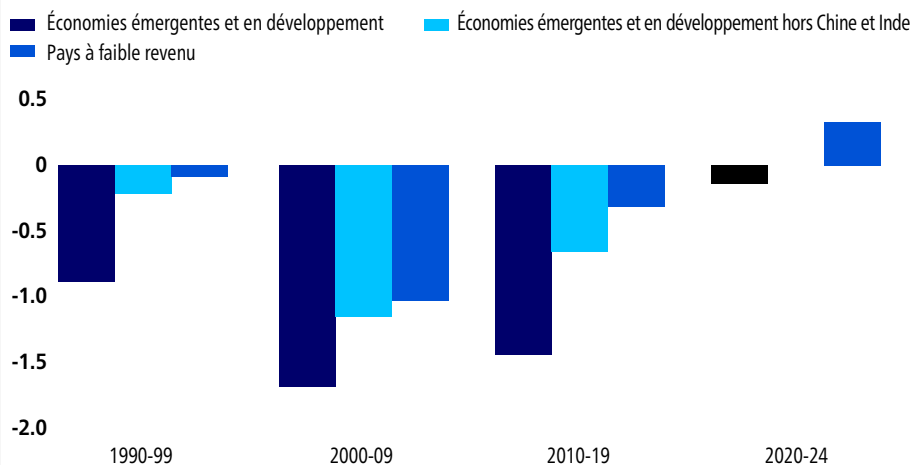
La Banque mondiale souligne que ce ralentissement n'est pas nouveau. « La croissance des économies en développement est en baisse depuis trois décennies consécutives, passant d'une moyenne de 5,9 % dans les années 2000 à 5,1 % dans les années 2010 et à 3,7 % dans les années 2020. Cette évolution suit la trajectoire descendante de la croissance du commerce mondial, qui est passée d'une moyenne de 5,1 % dans les années 2000 à 4,6 % dans les années 2010, puis à 2,6 % dans les années 2020. Parallèlement, les investissements ont progressé à un rythme de plus en plus faible. Mais la dette s'accumule ».

La Banque mondiale poursuit : « Les pays les plus pauvres seront les plus touchés. D'ici 2027, le PIB par habitant des économies à revenu élevé sera à peu près celui qui était prévu avant la pandémie de Covid-19 [ce qui ne veut pas dire grand-chose – MR]. Mais les économies en développement seront dans une situation pire, avec un PIB par habitant inférieur de 6 %. À l'exception de la Chine, ces économies pourraient mettre environ deux décennies à récupérer les pertes économiques des années 2020. » En d'autres termes, loin de progresser dans l'amélioration du niveau de vie de leurs populations, les pays les plus pauvres prennent encore plus de retard. Les taux de pauvreté (même ceux fixés de manière irréaliste par la Banque mondiale) augmentent (4). Voir graphique 1.

L'OCDE, qui regroupe essentiellement les pays du Nord, fait écho à l'analyse déprimante de la Banque mondiale dans un nouveau rapport. Selon les dernières perspectives économiques de l'OCDE, l'économie mondiale se dirige vers sa période de croissance la plus faible depuis la crise du

Les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont marqué le pas dans les années 2020.

Réduction annuelle moyenne des taux d'extrême pauvreté* (%)



* Extrême pauvreté = vivre avec moins de 3 euros par jour en parité de pouvoir d'achat de 2021.
Source : Mahler, Yonzan et Lakner (2022), Banque mondiale.

Covid-19. « L'affaiblissement des perspectives économiques se fera sentir dans le monde entier, sans presque aucune exception. » Et

cela inclut la première puissance impériale. L'OCDE prévoit que la croissance américaine ralentira de manière particulièrement marquée, passant de 2,8 % en 2024 à seulement 1,6 % en 2025 et 1,5 % en 2026, tandis que l'inflation américaine devrait atteindre près de 4 % d'ici la fin 2025 et rester supérieure à l'objectif de la Fed en 2026, ce qui signifie que la Banque centrale américaine ne baissera pas ses

taux pour alléger le fardeau de la dette des ménages et des petites entreprises.

Ailleurs, la croissance du PIB réel chinois

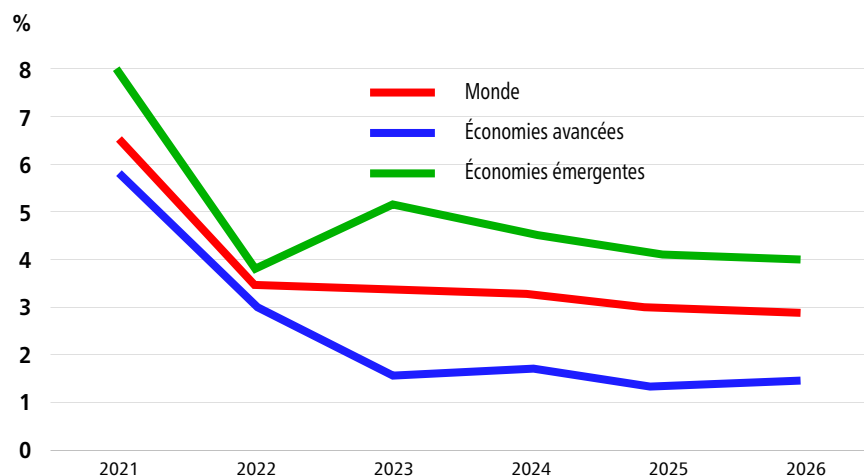
“Alors que les dirigeants et les stratégies du capitalisme mondial se réunissent pour discuter de la manière de traiter la Russie, la Chine et l'Iran, la situation économique immédiate de leurs propres économies s'assombrit.”

ralentira, passant de 5 % en 2024 à 4,7 % en 2025 (soit encore trois fois plus rapide que celle des États-Unis) et à 4,3 % en 2026, tandis que la zone euro ne progressera que de 1 % cette année et de 1,2 % en 2026. L'économie

japonaise ne progressera que de 0,7 % cette année et de 0,4 % l'année prochaine. L'économie britannique devrait croître de 1,3 % cette année, mais de seulement 1 %

La croissance mondiale devrait ralentir

Croissance du PIB

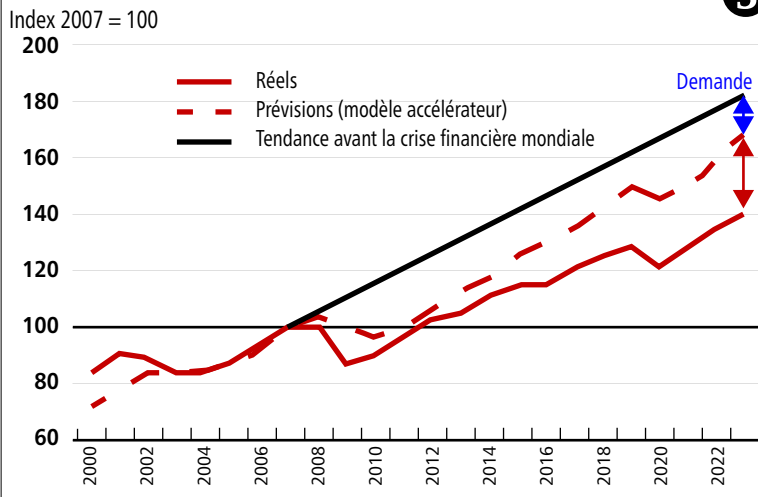


3) « Global Economy Faces Trade-Related Headwind ».

4) « Measuring global poverty », 8 octobre 2024.

Investissements réels des entreprises dans l'OCDE

3



en 2026. Et toutes ces prévisions excluent l'impact à long terme des droits de douane imposés par Trump (5). ❷

Le commerce mondial augmentera de 2,8 % en 2025 et de 2,2 % en 2026, soit nettement moins que les prévisions de l'OCDE en décembre. L'OCDE a également mis en garde contre l'augmentation des risques budgétaires parallèlement aux tensions commerciales, les demandes d'augmentation des dépenses de défense venant s'ajouter aux pressions sur les autres dépenses. (6)

Derrière le ralentissement de la croissance de la production se cache un nouvel affaiblissement de la croissance des investissements productifs. ❸

Les lecteurs qui ont suivi mon analyse d'une longue dépression de l'économie capitaliste mondiale au cours des 18 dernières années (7) reconnaîtront la trajectoire en « racine carrée inversée » des investissements depuis 2008. Après chaque crise ou crise d'accumulation (2008 et 2020), les grandes économies n'ont pas retrouvé leur taux de croissance antérieur en matière d'investissements des entreprises.

L'OCDE résume la situation : « Les valorisations boursières "historiquement élevées" augmentent la vulnérabilité aux chocs négatifs sur les marchés financiers. Une longue période d'investissements faibles a aggravé les défis à long terme auxquels sont confrontées les économies de l'OCDE, ce qui sape encore davantage les perspectives de croissance. » Parallèlement, « malgré la hausse des bénéfices, les entreprises ont évité les investissements en capital fixe, préférant accumuler des actifs financiers et redistribuer des fonds aux actionnaires ».

Alors que les dirigeants et les stratégies du capitalisme mondial se réunissent au Canada et en Suède pour discuter de la manière de traiter la Russie, la Chine et l'Iran, la situation économique immé-

diante de leurs propres économies s'assombrit. Selon la deuxième estimation pour le premier trimestre 2025, alors que les dirigeants et les stratégies du capitalisme mondial se réunissent au Canada et en Suède pour discuter de la manière de traiter la Russie, la Chine et l'Iran, la situation économique immédiate de leurs propres économies s'assombrit. Selon la deuxième estimation pour le premier trimestre 2025, le PIB réel américain a baissé de 0,2 % par rapport au dernier trimestre 2024. Plus inquiétant encore, les profits des entreprises ont baissé de 2,9 % en glissement trimestriel, tandis que ceux des entreprises non financières ont reculé de 3,5 % sur le trimestre. La croissance des bénéfices ralentit... ❹

...et les marges bénéficiaires (prix de vente moins coûts unitaires) ont désormais atteint leur pic. ❺

L'économie américaine n'est pas encore en récession, mais si les bénéfices des entreprises continuent de ralentir ou de baisser, les investissements finiront par suivre. Les économistes de JP Morgan mettent en garde contre une stagflation à venir pour l'économie américaine. La stagflation, un terme apparu dans les années 1970, désigne une situation où la produc-

tion nationale stagne, mais où l'inflation reste élevée et augmente même, à l'opposé de la théorie keynésienne. Les stratégies des marchés de JP Morgan ont écrit : « Après le récent rebond, nous pensons qu'une période de faiblesse s'ensuivra (qui pourrait ressembler à un épisode de stagflation) pendant laquelle les négociations commerciales devraient aboutir. » La confiance des consommateurs reste faible : « La pratique consistant à passer des commandes à l'avance à la veille des hausses de droits de douane a peut-être porté ses fruits, mais avec la baisse du pouvoir d'achat, les capacités d'achat des consommateurs vont s'affaiblir. Même avec un retour en arrière significatif, la situation en matière de droits de douane

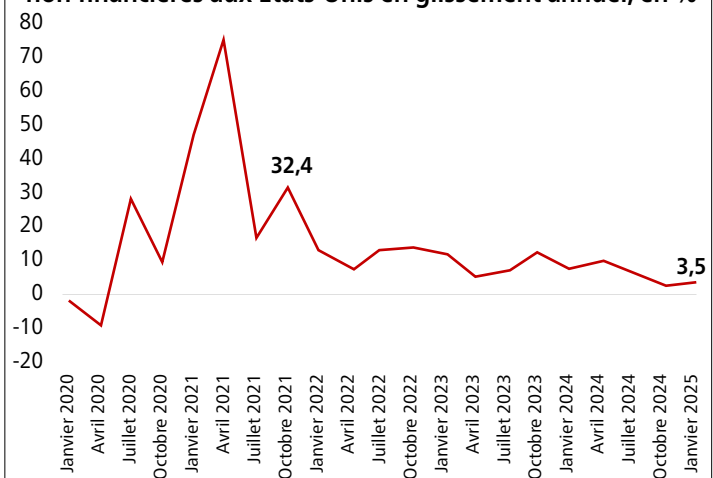
5) « There will be blood », 25 avril 2025.

6) « De l'État pour le bien-être à l'État pour la guerre : le keynésianisme militaire », 22 mars 2025.

7) « Revisiting the theory of long depressions », 22 décembre 2024.

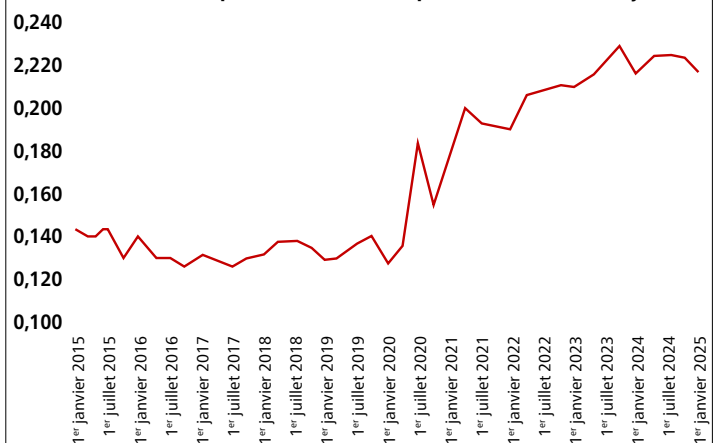
Croissance des bénéfices du secteur des entreprises non financières aux États-Unis en glissement annuel, en %

4



Bénéfice des entreprises américaines par unité de valeur ajoutée

5



est pire que ce que la plupart des gens avaient prévu au début de l'année. » ⑥

Selon JP Morgan, la hausse des coûts des intrants et des charges d'intérêt va éroder les marges bénéficiaires, ce qui pourrait entraîner une forte baisse de la croissance des bénéfices des entre-

de l'humanité tente de gagner sa vie. Le poids de la dette (le ratio par rapport au PIB de la dette due aux banques et aux gouvernements du monde entier) de ces pays continue d'augmenter. ⑦

La dette totale dans les marchés émergents (ME), à l'exclusion de la Chine, a

augmenté de 3 points de pourcentage du PIB en 2023 pour atteindre 126 % du PIB. La dette des pays en développement à faible revenu a également augmenté et est supérieure aux niveaux d'avant la pandémie. Les remboursements de

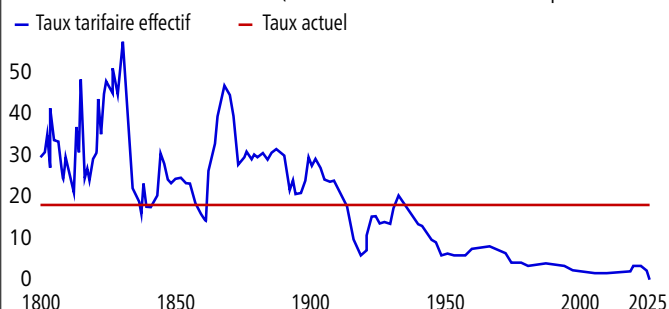
une augmentation de 19,7 % par rapport à l'année précédente et plus du double des montants observés il y a dix ans. Le stock total de la dette extérieure des pays pauvres a atteint un niveau record de 8,8 billions en 2023, en hausse de 2,4 % par rapport à l'année précédente.

Dans son dernier rapport sur la dette internationale (10), la Banque mondiale ne se dérobe pas à la réalité. L'économiste en chef de la Banque mondiale, Indermit Gill, l'a dit sans ambages : « Les lourdes charges du service de la dette, en particulier dans la composante publique de la dette, accompagnées du resserrement budgétaire attendu, pourraient forcer certains pays à faible revenu et intermédiaire à dépenser moins pour d'autres priorités, notamment les filets de sécurité sociale et l'investissement public dans le capital physique et humain ». Gill continue : « Il y a dix ans, à une époque où les capitaux privés affluaient dans les économies en développement, les gouvernements et les institutions de développement ont estimé que c'était exactement ce qu'il fallait pour accélérer les progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'autres objectifs de développement. "La bonne nouvelle, c'est qu'à l'échelle mondiale, il y a beaucoup d'épargne, pour un montant de 17 000 milliards de dollars, et que les liquidités sont à des niveaux historiquement élevés", peut-on lire dans un document stratégique clé de la Banque mondiale de l'époque. Cela s'est avéré être un fantasme. Depuis 2022, les créanciers privés étrangers ont extorqué près de 141 milliards de dollars américains de plus, en paiements au titre du service de la dette des emprunteurs du secteur public dans les économies en développement, qu'ils n'en ont déboursés

6

Droits de douane moyens actuellement appliqués aux États-Unis sont à leur plus bas niveau depuis les années 1930

Droits de douane aux États-Unis (recettes douanières en % des importations de biens*)



* taux actuel basé sur les droits de douane en vigueur au 12 mai, sans tenir compte des changements de comportement des acheteurs en réponse à l'augmentation des taux.
Source : The Budget Labs Banque mondiale

prises du S&P 500 (8) et une stagnation de l'économie américaine. C'est ce que j'avais prédit dans un article publié en février dernier, qui laissait entrevoir une stagflation (9).

Les indicateurs d'activité économique des autres grandes économies du G7 montrent qu'elles sont déjà en stagnation ou en récession. L'indice PMI composite de la zone euro pour le mois de mai indiquait que les secteurs des services et de l'industrie manufacturière de la région étaient en contraction, ce dernier atteignant son plus bas niveau en trois ans. La contraction de la région a été menée par la France (qui connaît désormais neuf mois de déclin) et l'Allemagne (où le secteur des services a connu sa plus forte baisse en plus de deux ans). Le Royaume-Uni a également continué à se contracter, sous l'effet d'un secteur manufacturier à son plus bas niveau depuis 19 mois.

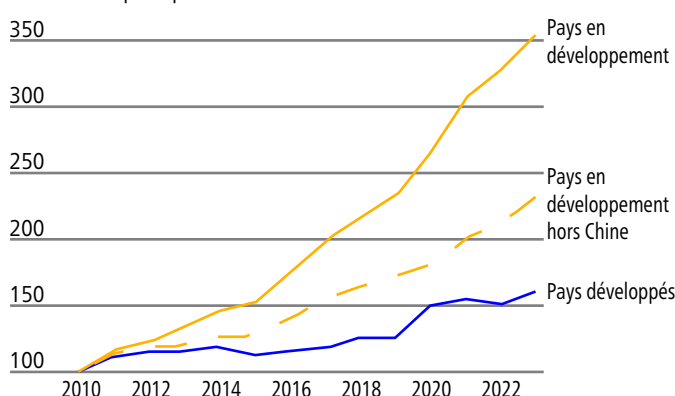
La situation des économies du Nord se détériore donc. Mais ce n'est rien comparé à la détresse sans fin des économies les plus pauvres du monde, où la majeure partie

de la dette sont maintenant plus importants que les nouvelles entrées de crédit et de capitaux. En 2023, les pays à revenu faible et intermédiaire (PFR), à l'exclusion de la Chine, ont connu une sortie nette de 30 milliards de dollars vers le secteur privé sur la dette à long terme, ce qui représente une ponction majeure sur le développement. Les coûts totaux du service de la dette (capital et intérêts) de tous les PFR ont atteint un niveau record de 1,4 billion de dollars américains en 2023. Si l'on exclut la Chine, les coûts du service de la dette ont atteint un record de 971 milliards de dollars en 2023, soit

7

La dette publique augmente deux fois plus vite dans les pays en développement

Indice : Dette publique en cours en 2010 = 100

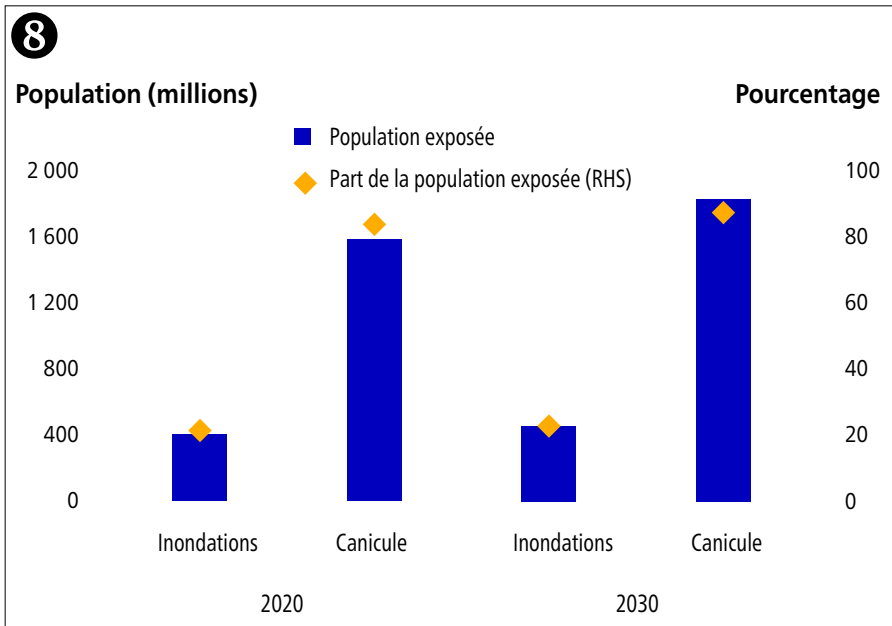


Sources : Calculs du Groupe mondial de réponse à la crise des Nations unies, sur la base des Perspectives économiques mondiales du FMI (avril 2024)

8) Le S&P 500 est un indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses aux États-Unis. L'indice est possédé et géré par Standard & Poor's, l'une des trois principales sociétés de notation financière.

9) « A whiff of stagflation », 17 février 2025.

10) « International Debt Report 2024 », 3 décembre 2024.



en nouveaux financements. Depuis deux années consécutives, les créanciers extérieurs des économies en développement en ont retiré plus qu'ils n'ont investi».

Gill résume l'état de l'aide étrangère et des crédits des banques et des organismes d'investissement du Nord aux gouvernements et au secteur privé du Sud. «Cela reflète un système de financement défaillant». En 2023, les pays en développement ont dépensé un montant record de 1,4 billion de dollars rien que pour assurer le service de leur dette. Cela représentait près de 4 % de leur PIB. L'explosion des paiements d'intérêts a représenté la majeure partie de l'augmentation globale des paiements du service de la dette, progressant de plus d'un tiers pour atteindre environ 406 milliards de dollars.

Des données récentes de la CNUCED, l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement, révèlent que 54 pays dépensent plus de 10 % de leurs recettes fiscales pour le seul paiement d'intérêts. La charge moyenne d'intérêts des pays en développement, en pourcentage des recettes fiscales, a presque doublé depuis 2011. Plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent aujourd'hui plus pour le service de la dette que pour la santé, et 2,1 milliards dans des pays qui dépensent plus pour la dette que pour l'éducation.

«Pour de nombreux pays en développement, il en a résulté un détournement dévastateur de ressources au détriment de domaines essentiels à la croissance et au développement à long terme, tels que la

santé et l'éducation. La pression sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables a été particulièrement féroce... Plus de la moitié de ces pays sont en situation de surendettement ou sont à haut risque de l'être. Il n'est pas étonnant que les créanciers privés aient battu en retraite... Il est facile de repousser le fardeau de côté, de fournir à ces pays juste assez de financement pour les aider à faire face à leurs obligations de

remboursement immédiat. Mais cela ne fait que prolonger leur purgatoire.»

Gill développe : «Ces pays devront croître à un rythme plus rapide s'ils veulent réduire leur endettement, et ils auront besoin de beaucoup plus d'investissements si l'on veut que la croissance s'accélère. Ni l'un ni l'autre n'est probable, compte tenu de l'ampleur de leur fardeau de la dette : leur capacité de remboursement ne sera jamais rétablie. Il est temps de faire face à la réalité : les pays les plus pauvres confrontés au surendettement ont besoin d'un allègement de la dette s'ils veulent avoir une chance d'atteindre une prospérité durable.» Mais aucun «allègement de la dette» n'est à l'ordre du jour des Rocheuses ou du Bilderberg.

Et puis, il y a le réchauffement et le changement climatique. Le réchauffement climatique s'accélère (11). De nouvelles prévisions ont révélé une probabilité de 70 % que les températures mondiales dépassent 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels en moyenne au cours des cinq prochaines années. Et il y a 80 % de risques qu'au moins une année entre 2025 et 2029 établisse un nouveau record de températures mondiales, selon l'analyse. Et pour la première fois, les modèles climatiques ont montré qu'il est possible que la température moyenne mondiale dépasse de 2 °C les niveaux préindustriels avant 2030.

Le président Trump peut considérer que le changement climatique est un mythe. Ce n'est pas le cas de la Banque mondiale. La Banque mondiale met en garde contre une urgence climatique pour 1,8 milliard de personnes en Asie du Sud (12) alors que la crise de la chaleur se profile. Elle a lancé un avertissement sévère sur la menace croissante de chaleur extrême en Asie du Sud, prévoyant que près de 1,8 milliard de personnes, soit environ 89 % de la population de la région, seront exposées à des températures dangereuses d'ici 2030. «Rien qu'en 2021, des pays comme le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka ont connu des conditions quotidiennes moyennes trop chaudes pour travailler en extérieur en toute sécurité pendant environ six heures», note le rapport. Ce chiffre devrait passer à sept ou huit heures par jour d'ici 2050, menaçant à la fois les moyens de subsistance et la santé. Selon la Banque mondiale, plus de 60 % des ménages et des entreprises de la région ont connu des conditions météorologiques extrêmes au cours des cinq dernières années et plus de 75 % s'attendent à ce que ces événements augmentent au cours de la prochaine décennie. ③

Un ralentissement économique significatif tendant vers la stagnation, accompagné d'une inflation encore relativement élevée ; un fardeau de la dette paralysant pour la majorité de la population mondiale qui survit à peine ; et une crise climatique qui s'accélère – aucune de ces questions ne sera abordée dans les Rocheuses ou au Grand Hôtel de Stockholm. ■

Le 16 juin 2025

11) «Selon les prévisions climatiques mondiales, les températures devraient se maintenir à des niveaux record ou quasi record ces cinq prochaines années», 28 mai 2025, Organisation météorologique mondiale.

12) «From Risk to Resilience: Helping People and Firms Adapt in South Asia», 3 juin 2025.



La guerre des paysans allemands

Il y a 500 ans, l'Allemagne fut enflammée par une grande révolte paysanne, qui resta connue sous le nom de *Bauernkrieg* (la guerre des paysans). Réunissant jusqu'à 300 000 hommes, les armées paysannes firent trembler la domination seigneuriale, avant d'être écrasées dans un féroce bain de sang.

Par
Laurent Ripart

Après avoir connu au 15^e siècle une forte croissance, qui avait permis de rattraper le choc démographique causé par la peste noire de 1348 et ses multiples rebonds, l'Europe s'engagea au début du 16^e siècle dans une conjoncture plus difficile. Dans un monde redevenu plein, la croissance démographique se heurtait aux limites des rendements agricoles qui allaient en déclinant, puisque les défrichements qui accompagnaient la hausse de la population se faisaient sur des terres peu fertiles. Cette dégradation du revenu disponible entraîna un durcissement des exigences seigneuriales, car la forte fécondité des lignages féodaux, conjuguée au poids croissant du prélèvement fiscal des nouveaux États modernes, provoquait une tendance à la paupérisation de la noblesse, mais aussi des ordres religieux qui étaient de grands propriétaires fonciers.

Un contexte de tensions sociales

Partout, les seigneurs cherchaient donc à augmenter les corvées et les redevances, à se montrer plus exigeants quant à la rentrée de la dime, ainsi qu'à multiplier les procès pour faire reconnaître la servitude de leurs paysans. Ce processus de réaction seigneuriale se heurtait à la résistance paysanne : en 1489, les paysans bretons se révoltèrent, suivis en 1492 par les « robes rouges » du Faucigny (Savoie). La révolte prit une ampleur européenne, dont témoigne la très puissante révolte hongroise de 1514, durant laquelle environ 100 000 paysans s'engagèrent dans l'armée populaire de György Dózsa. L'Allemagne fut particuliè-

rement atteinte par la sédition : en 1493, la paysannerie alsacienne s'embrasait dans la conjuration du *Bundschuh* (le soulier à lacets), puis la révolte rebondit en 1502 dans la région de Brisach, avant d'enflammer les campagnes du Fribourgeois en 1513.

L'effervescence religieuse

Dans le contexte d'une société chrétienne, toute revendication sociale ou politique prend nécessairement une forme religieuse. Les séditions paysannes n'y échappaient pas et mettaient souvent en avant des revendications de nature religieuse, à l'exemple des paysans alsaciens du *Bundschuh*, qui se conjurèrent en mars 1493 sur la montagne alsacienne de l'Ungersberg, afin d'exiger la suppression du cumul des bénéfices ecclésiastiques et l'expulsion des juifs. Toutefois, dans le contexte de la guerre des paysans, la question religieuse était d'autant plus prégnante que l'Allemagne était devenue un foyer majeur d'agitation, en rébellion contre l'autorité allemande.

En 1517, Luther avait publié à Wittenberg ses 95 thèses, qui rejetaient l'autorité du pape et du clergé et appelaient à un retour au message évangélique originel. Condamné en 1521 par l'empereur, Luther bénéficia toutefois de la protection de l'électeur de Saxe (1) et put ainsi mettre en place une nouvelle Église, à laquelle adhèrent de très nombreux fidèles dans toute l'Allemagne. La réforme luthérienne ouvrait ainsi une brèche majeure dans l'idéologie du féodalisme, dans la mesure où l'autorité ecclésiastique y était garante de l'ordre social.

Le soulèvement

En juin 1524, la volonté de certains seigneurs des comtés de Stühlingen et de Lupfen, au sud de la Forêt noire, d'imposer à leurs paysans une nouvelle corvée de ramas-



Laurent Ripart

Laurent Ripart est membre de la direction du NPA-L'Anticapitaliste (organisation membre de la IV^e Internationale), historien médiéviste et ancien élu municipal. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages d'histoire médiévale.

Photographie © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

sage des escargots suscita un embrasement local de la paysannerie. Refusant d'accepter cette nouvelle marque de servitude, les paysans se conjurèrent et prirent des armes pour se défendre. La révolte se propagea lentement pendant l'été puis l'automne, tout en restant encore limitée au sud de la Forêt noire et à l'ouest de la Souabe.

En janvier 1525, la révolte des paysans de l'abbaye souabe de Kempten donna au mouvement une nouvelle impulsion. Durant le mois de février, la sédition se propagea très rapidement dans toute l'Allemagne, où les paysans s'organisèrent en bandes armées d'autant plus puissantes qu'elles étaient souvent rejointes par des artisans urbains. Dès le début du mois de mars, la paysannerie révoltée était devenue une force majeure, capable de prendre de nombreuses villes. La société entière s'en trouvait bouleversée, la présence de femmes parmi les conjurés témoignant de l'ampleur sociale que prenait le mouvement.

Les Douze articles de Memmingen

Le 19 mars 1525, les représentants des insurgés s'assemblaient dans la ville de

1) Prince d'un petit État allemand dont la capitale était Wittenberg.

Memmingen (à environ 50 km à l'ouest de Munich) pour y publier leur programme, rédigé en langue allemande par le compaignon fourreur Sebastian Lotzer (2). Aussitôt imprimé sous le titre des *Douze articles de la paysannerie*, le texte connut une diffusion spectaculaire, puisqu'il en aurait été publié au moins 25 éditions différentes, à des dizaines de milliers d'exemplaires, auxquels il faut rajouter les très nombreuses copies manuscrites, qui furent souvent lues publiquement dans les villages allemands. Ces *Douze articles*, dont il existe plusieurs versions, avec toutefois des variantes limitées, témoignent de la violence du régime seigneurial et des aspirations de la paysannerie à vivre une existence un peu moins rude.

Les *Douze articles* visaient en effet à abolir la servitude, qui restait pour la paysannerie une marque infamante et insupportable. L'article 3, sans doute le plus radical, exigeait ainsi l'émancipation des serfs, tandis que l'article 11 demandait la suppression du droit dit de « mainmorte », autrement dit la possibilité pour les seigneurs de s'emparer d'une partie ou de la totalité des biens de leurs serfs à leur décès. Pour le reste, les *Douze articles* ne définissaient pas un programme révolutionnaire, mais s'attachaient à limiter la violence et l'arbitraire du régime seigneurial.

Les paysans de Memmingen acceptaient de payer les redevances, mais demandaient qu'elles ne puissent augmenter arbitrairement. Ils revendiquaient surtout leur droit à vivre de leur travail, en demandant que les redevances soient révisées de telle sorte qu'aucun paysan ne soit contraint à un prélèvement si lourd qu'il ne puisse le payer. Cette modération des revendications était à l'image d'un mouvement, où la violence fut relativement limitée, les paysans cherchant majoritairement à trouver un accord avec les seigneurs plutôt qu'à réellement renverser le régime seigneurial.

Une part importante des *Douze articles* était aussi consacrée aux droits d'usage des communs, autrement dit des eaux et forêts, en demandant que les paysans puissent y accéder. Respectant toutefois le droit de propriété, les paysans limitaient leurs revendications aux terres communales, puisque les *Douze articles* précisait que les forêts ou rivières que les seigneurs avaient achetées légitimement n'étaient pas concernées. Tout au long de leur texte, les paysans protestaient d'ailleurs de leur respect de l'ordre et de la hiérarchie, expliquant par exemple que s'ils ne voulaient plus être serfs, « cela ne signifie pas que nous souhaitons être absolument libres et sans autorité ».

ou du Piémont, en passant par les Laboureurs anglais, les Taborites de Bohême, ou les Croquants d'Aquitaine, la répétition constante des révoltes paysannes témoigne d'un rejet profond de l'ordre seigneurial, que les historiens peuvent aussi percevoir sous bien d'autres formes, à travers les très nombreux sabotages, attentats, procès ou conflits d'usage, qui caractérisèrent toujours la résistance paysanne à la domination sociale.

Contrairement à ce que de nombreux-hes historien-nes continuent à enseigner, la féodalité n'eut ainsi jamais rien d'un ordre tranquille. Fondée sur la violence et l'extorsion, le régime seigneurial s'est de tout temps heurté à la résistance de la paysannerie, à sa lutte séculaire contre l'arbitraire et la domination, à sa capacité aussi

à braconner pour reprendre les droits qui lui avaient été enlevés. De ce point de vue, la belle et grande révolte de la paysannerie française qui mit fin pendant l'été 1789 au régime féodal ne constitua qu'une apothéose finale, le dernier acte du combat séculaire du monde paysan contre un ordre injuste, dans lequel se sont inscrits les paysans allemands en 1525.

“Fondée sur la violence et l'extorsion, le régime seigneurial s'est de tout temps heurté à la résistance de la paysannerie, à sa lutte séculaire contre l'arbitraire et la domination.”

Religion et lutte des classes

Dans son étude écrite en 1850 de la guerre des paysans allemands, Friedrich Engels s'était attaché à démontrer que la lutte sociale de la paysannerie contre l'ordre féodal s'était réfractée dans les idées religieuses, qu'il percevait comme le champ idéologique du combat de classe. Les *Douze articles* témoignent en tout cas de la forte dimension religieuse qu'avait pris la révolte des paysans allemands, dans la mesure où tout le texte est construit comme un manifeste évangélique, dont l'objet était de dénoncer les seigneurs impies qui refusaient de mettre en pratique la parole de Dieu. Son premier article demande par exemple que

Le rejet du régime seigneurial

La révolte des paysans allemands n'avait rien de bien surprenant, si ce n'est peut-être par son ampleur. L'histoire du Moyen Âge et de l'Ancien régime n'est en effet rien d'autre qu'une longue litanie de révoltes paysannes. Des Jacques français aux Tuchins du Languedoc

Handlung/Artickel vnnnd Instrukcion / so fügen
men worden sein vnnn allen Rotten vnnnd
hauffen der Pauren / so sich besamen
verpflicht haben: M: DCCC:



Édition des *Douze articles*, page de titre (1525)

2) *Quellen zur Geschichte des Bauernkrieges*, éd. G. Franz, Darmstadt, 1963, pp. 174-179, avec une traduction anglaise dans J. H. Robinson, *Readings in European History, A collection of extracts from the sources chosen with the purpose of illustrating the progress of culture in Western Europe since the German Invasions*, Boston/New York/Chicago/Londres, 1904-1906, t. II, p. 94-99.



les pasteurs soient élus par les communautés, tandis que le deuxième réclame que la dime soit réglée selon les modalités définies par la Bible et non par les coutumes seigneuriales.

Toutes les revendications sociales des paysans se voulaient conformes aux Évangiles, à tel point que le douzième article précisait que si leurs détracteurs pouvaient démontrer que telle ou telle partie de leur programme était contraire aux Écritures, ils accepteraient d'y renoncer. Ainsi, les paysans réclamaient la suppression du servage, en arguant que le Christ avait par son sacrifice racheté tous les hommes et qu'ils devaient donc être tous libérés. De même, les paysans exigeaient de pouvoir tuer le gibier qui mangeait leur récolte, en expliquant que ces animaux déraisonnables détruisaient ce que Dieu faisait pousser pour l'usage de l'homme. Ils citaient aussi le chapitre 1 de la Genèse pour rappeler que Dieu avait donné à l'homme puissance sur les oiseaux du ciel et les poissons dans l'eau, avant de conclure que la divinité avait donc donné aux hommes un droit universel de pêche et de chasse que les seigneurs ne pouvaient leur retirer.

Les révoltes paysannes du Moyen Âge ont toujours été imprégnées d'évangélisme, dans la mesure où l'organisation sociale étant fondée sur les Écritures, elle ne pouvait être contestée que par une argumentation religieuse. Ainsi, les laboureurs anglais du 14^e siècle avaient légitimé leur sédition en invoquant la Genèse, pour demander : « Quand Adam bêchait et qu'Eve filait, qui était alors gentilhomme ? ». En sens inverse, les autorités ecclésiastiques appelaient toujours à la répression des séditions, en citant en particulier le chapitre 13 de l'épître de Paul aux Romains, qui affirmait que « celui qui s'oppose à l'autorité résiste à l'ordre que Dieu a établi ». Toutefois, la guerre des paysans allemands prit une dimension religieuse encore plus forte, dans la mesure où elle s'articulait avec la révolution évangélique que Luther était en train d'impulser.

L'appel de Luther à la répression

Les paysans durent rapidement déchanter, en constatant que Luther n'entendait en aucun cas transformer sa réforme ecclésiologique en révolution sociale. Rappelant que la soumission à l'ordre social



Bild. 112. Aufständische Bauern mit der Bundschubfahne umzingeln einen Ritter. Holzschnitt aus: Petrarca's Trostspiegel. Augsburg, Stepper, 1539.

Des paysans insurgés brandissant la bannière au soulèvement à lacets entourent un chevalier. Gravure sur bois du Maître de Pétrarque tirée du *Trostspiegel* (Miroir de la consolation), 1539.

et aux autorités constituait le fondement des Écritures, Luther condamna avec la plus grande énergie la sédition des paysans. En mai 1525, il publia son *Contre les hordes criminelles et pillardes de paysans* qui appelait la noblesse à une croisade sociale contre la paysannerie. Luther y utilisait un ton d'une extrême violence, en concluant ainsi son propos : « Il faut les mettre en pièces, les égorger, les étrangler, en secret et publiquement. C'est pourquoi mes chers seigneurs... si vous tombez dans la lutte, vous n'aurez jamais de mort plus sainte ! ».

En condamnant les paysans, Luther décidait aussi de rompre avec une partie de ses soutiens, en particulier avec les prédicateurs évangéliques qui accompagnaient les paysans et légitimaient leurs actions. Le plus connu d'entre eux était Thomas Müntzer, qui incitait les paysans à prendre les armes en citant le chapitre 10 de l'évangile de Matthieu : « je ne suis pas venu apporter la paix, mais l'épée ». C'est cette opposition entre Luther et Müntzer qui devint la clef d'interprétation de l'ouvrage d'Engels sur la guerre des paysans, dans la mesure où il y vit une préfiguration de la structure politico-sociale de l'Allemagne, qui s'était exprimée dans la révolution de 1848. Pour Engels, Luther constituait l'incar-

nation du camp « réformateur bourgeois », qui pouvait se montrer hostile à la noblesse féodale, mais finissait néanmoins par se rallier à elle dès lors qu'il se sentait menacé par la révolution sociale. Par opposition, Engels considéra Müntzer comme « un représentant théorique du parti communiste paysan », voyant dans son évangélisme radical l'expression idéologique des intérêts matériels de la paysannerie allemande.

Fin de partie

Les seigneurs allemands n'avaient pas attendu Luther pour s'alarmer. Dès le mois d'avril 1525, les princes avaient réussi à rassembler des troupes, qui écrasèrent les contingents inexpérimentés et mal armés des paysans. Même lorsqu'elles étaient en supériorité numérique, les forces paysannes ne pouvaient résister à des armées professionnelles et la révolution paysanne se désagrégea en quelques semaines, à la seule exception du Tyrol où les combats se prolongèrent jusqu'en 1527. La répression fut terrible, puisque les historiens estiment qu'environ 100 000 paysans furent tués, tandis que de nombreux autres étaient torturés ou mutilés. Pour la paysannerie allemande, le bilan de la révolte ne fut toutefois pas entièrement négatif, puisque les seigneurs alarmés se montrèrent désormais plus prudents, ce qui lui permit de ne pas sombrer dans une servitude profonde, comme ce fut le cas en Europe orientale. ■

Le 29 juin 2025

Thomas Müntzer 1525-2025

Cette année les révolutionnaires du monde entier célèbrent la mémoire de Thomas Müntzer (1490-1525), exécuté à Mühlhausen, le 27 mai 1525. Prédicateur anabaptiste et l'un des chefs religieux de la guerre des paysans dans le Saint-Empire romain germanique au 16^e siècle, il fut un véritable dirigeant révolutionnaire.

Par
Michael Löwy

Né dans une famille d'artisans pauvres, Thomas Müntzer suit des études de théologie et est ordonné prêtre, mais se rallie en 1519 à Luther. Peu après, en 1521, il rédige le *Manifeste de Prague*, qui est un appel à la révolte contre « la putain de Babylone », l'Église de Rome. Cependant, il va bientôt critiquer Luther pour sa collusion avec les puissants. C'est le *Sermon aux Princes* qu'il prononce en 1524, où il attaque avec virulence l'autorité de l'Église et de l'Empire. S'associant au mouvement paysan anabaptiste, il prêche pour un rétablissement de l'Église apostolique, par la violence s'il le faut, pour pouvoir préparer le plus vite possible le règne

du Christ. Thomas Müntzer et son groupe prennent le pouvoir en février 1525 à Mühlhausen en Thuringe, où ils instaurent une sorte de pouvoir révolutionnaire radical et égalitaire, allié à la révolte des paysans.

Le chef des paysans séditieux

Mystique et millénariste, inspiré par la doctrine médiévale du « Troisième Âge »

“ Pour Müntzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'une société où il n'y aurait plus aucune différence de classes, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'État autonome, étranger aux membres de la société. ”

de Joachim de Flore (1), Müntzer est aussi un révolutionnaire, qui dénonce la puissance des riches et la complicité de Luther avec les princes. Comme les anabaptistes, il demande à ses partisans de pratiquer le baptême d'adulte. Dans la tradition apocalyptique, il annonce l'imminence de la Fin des Temps et du Jugement. Dans ses sermons de Wittenberg (1523), il essaie de soulever les artisans et

paysans contre les princes régnants et les pouvoirs ecclésiastiques.

Décidé avec la révolte paysanne, Thomas Müntzer prend en mai 1525 la tête d'une armée de sept mille soldats paysans qui se prépare à combattre les princes à Frankenhausen. La bataille aura lieu le 15 mai : mal équipés et inexpérimentés, les paysans se feront massacrer par les armées princières composées de mercenaires professionnels lourdement armés, disposant de canons. Blessé, Müntzer est capturé dans une maison de Frankenhausen où il s'était réfugié. Après avoir été torturé, il fut décapité à Mühlhausen (Thuringe) devant un parterre de



Michael Löwy

Michael Löwy, est un sociologue, philosophe marxiste et écosocialiste, membre de la IV^e Internationale. Il est notamment l'auteur de *Marxisme et théologie de la libération*, Amsterdam, Institut international de recherche et de formation, 1989, *La Lutte des dieux - Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris, Van Dieren Éditeur, 2019.

représentants de la haute noblesse. À l'attention du bon peuple, sa tête empalée fut exposée sur les remparts de la ville.

Une inscription murale dans la ville de Heldrungen le stigmatise comme *archifanaticus patronus et capitaneus seditiosorum rusticorum* (2) : un hommage involontaire...

1) Le « Troisième Âge » est conçu comme une époque future marquée par la venue de l'Esprit Saint, succédant à l'Âge du Père (Ancien Testament) et à l'Âge du Fils (Église du Christ). Cela doit être une ère de liberté spirituelle, sans hiérarchie, où chacun aura un accès direct à Dieu. Joachim y voit une société pacifiée et guidée par l'amour.

2) « Archifanatique, protecteur et chef des paysans séditieux ».





Timbre de RDA édité à l'occasion des 500 ans de la naissance de Thomas Müntzer.

Un prophète révolutionnaire

Les socialistes allemands ont, dès le 19^e siècle, trouvé dans la guerre des paysans du 16^e siècle et dans le personnage de Thomas Müntzer une source d'inspiration et un précédent historique capital.

C'est le cas notamment de Friedrich Engels qui va leur dédier une de ses principales – sinon la plus importante – études historiques : le livre *La guerre des paysans* (1850). Son intérêt, sa fascination même, résulte probablement du fait que ce soulèvement était la seule tradition proprement révolutionnaire dans l'histoire allemande. Analysant la Réforme protestante et la crise religieuse du tournant du siècle en Allemagne en termes de lutte de classes, Engels distingue trois camps qui s'affrontent sur un champ de bataille politico-religieux : le camp conservateur catholique, composé du pouvoir de l'Empire, des prélats et d'une partie des princes, de la noblesse riche et du patriciat des villes ; le parti de la Réforme luthérienne bourgeoise modérée, groupant les éléments possédants de l'opposition, la masse de la petite noblesse, la bourgeoisie et même une partie des

princes, qui espéraient s'enrichir par la confiscation des biens de l'Église. Enfin, les paysans et les plébéiens constituaient un parti révolutionnaire, « dont les revendications et les doctrines furent exprimées le plus nettement par Thomas Müntzer » (3).

Cette analyse des affrontements religieux à travers la grille des classes sociales antagonistes est remarquable, même si Engels semble ne considérer la religion que comme un « masque » ou « couverture » (Decke) derrière lequel se cachent « les intérêts, besoins, et les revendications des différentes classes ». Dans le cas de Müntzer, il prétend qu'il « dissimulait » ses convictions révolutionnaires sous une « phraséologie chrétienne » ou sous un « masque biblique » ; s'il s'adressait au peuple « dans le langage du prophétisme religieux », c'est parce que celui-ci était « le seul qu'il fût capable de comprendre à l'époque ». La dimension spécifiquement religieuse du millénarisme müntzerien, sa force spirituelle et morale, sa profondeur mystique authentiquement vécue, sont absents de cette approche.

En même temps, il ne cache pas son admiration pour la figure du prophète chiliastique (4), dont il décrit les idées comme « quasi-communistes » et « religieuses révolutionnaires » :

Sa doctrine politique se rattachait exactement à cette conception religieuse révolutionnaire et dépassait tout autant les rapports sociaux et politiques existants que sa théologie dépassait les conceptions religieuses de l'époque. [...] Ce programme, qui était moins la synthèse des revendications des plébéiens de l'époque, qu'une anticipation géniale des conditions d'émancipation des éléments prolétariens en germe parmi ces plébéiens, exigeait l'instauration immédiate sur terre du royaume de Dieu, du millénium des prophètes, par le retour de l'Église à son origine et par la suppression de toutes les institutions en contradiction avec cette Église soi-disant primitive, mais en réalité toute nouvelle. Pour Müntzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'une société où il n'y aurait plus aucune différence de classes, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'État autonome, étranger aux membres de la société » (5).

Ce qui est suggéré dans ce paragraphe étonnant, c'est non seulement la fonction protestataire et même révolutionnaire d'un mouvement religieux, mais aussi sa dimension anticipatrice, sa fonction utopique. Nous sommes ici aux antipodes de la théorie du « reflet »

“ *L'armée révolutionnaire et messianique des paysans, mal armés et sans état-major exercé, inspirée mais non commandée par Müntzer, a été exterminée par les seigneurs.* ”

: loin d'être la simple « expression » des conditions existantes, la doctrine politico-religieuse de Müntzer apparaît comme une « anticipation géniale » des aspirations communistes de l'avenir. On trouve dans ce texte une piste nouvelle, qui n'est pas explorée par Engels, mais qui sera, plus tard, richement travaillée par Ernst Bloch, depuis son essai de jeunesse sur Thomas Müntzer jusqu'à son *magnus opus* sur *Le Principe espérance*.

Pour un bilan sobre et équitable de l'apport d'Engels à l'étude socio-historique de la Réforme, on peut se rapporter à la préface de Leonard Krieger à l'édition anglaise du livre (1967) : « La

3) *La guerre des paysans en Allemagne*, 1850, chapitre 2.

4) En religion, lié au chiliasme, doctrine religieuse pour laquelle les élus vivraient mille ans de paradis, après le jugement dernier.

5) Idem.

Révoltes paysannes de 1525

connexion entre les sectes radicales et les classes "plébéiennes-paysannes" – la connexion qui a permis à Engels ses analyses historiques les plus pénétrantes – reste la seule relation précise qui a été acceptée par les historiens des deux côtés de la ligne de division marxiste. En général, cependant, même si la priorité attribuée par Engels aux intérêts sociaux et sa corrélation univoque des autres confessions religieuses avec les classes sociales n'a pas connu une telle acceptation, l'importance de la dimension sociale pour les conflits religieux de l'ère de la Réforme n'est pas mise en doute, et la découverte du mode par lequel cette relation a pu fonctionner reste une des questions vivantes pour l'historiographie européenne ». (6)

Quasi-communiste

Presque un siècle plus tard, en 1921, le jeune Ernst Bloch va publier son *Thomas Müntzer, théologien de la révolution*, un hommage enthousiaste, par un marxiste libertaire, au chef des anabaptistes, et une analyse détaillée de ses proclamations. La dimension apocalyptique du discours de Müntzer est mise en évidence avec admiration :

“En finir avec la peur, avec l'État, avec tout pouvoir inhumain.”

« Ici ce n'était point pour des temps meilleurs que l'on menait le combat, mais pour la fin de tous les temps : à proprement parler dans une propagande apocalyptique de l'action. Non pour vaincre les difficultés terrestres dans une civilisation eudémoniste, mais pour [...] l'irruption du Royaume ». (7)

Dans une interprétation à tonalité anarchiste, Bloch perçoit la doctrine de Müntzer et des anabaptistes comme une négation de l'autorité de l'État et de toute loi imposée du dehors, « devant presque Bakounine ». Müntzer prêche « une république mystique et universelle » et même « quelque chose de plus profond encore : une complète communauté de biens, le retour aux origines chrétiennes, le rejet de toute autorité publique » (8).

Pour Bloch, Müntzer se situe aux antipodes de la divinisation luthérienne de l'État et du « capitalisme comme religion » de Calvin. Il décrit son appel de 1525 aux mineurs comme une « déclaration de guerre aux maisons de Baal », et même comme « le plus passionné, comme le plus furieux manifeste révolutionnaire de tous les temps » – hélas, sans grand résultat (9).

Peu après, à Frankenhäusen, « l'armée révolutionnaire et messianique » des paysans, mal armés – manquant d'artillerie et de poudre – et sans état-major exercé, inspirée mais non commandée par Müntzer, a été exterminée par les seigneurs.

Ernst Bloch voit Thomas Müntzer comme un moment crucial de l'histoire souterraine de la révolution, qui va des Cathares, des Vaudois et des Albigeois à Rousseau, Weitling et Tolstoï : une immense tradition qui veut « en finir avec la peur, avec l'État, avec tout pouvoir inhumain ». (10)

Quels seraient aujourd'hui les héritiers de Thomas Müntzer et de cette histoire souterraine ? Ernst Bloch évoque Karl Liebknecht et Lénine, et

appelle de ses vœux, dans la conclusion de son essai, à une alliance « entre le marxisme et le rêve de l'inconditionné [...] dans le même plan de campagne ». L'essai de Bloch a été écrit à un moment, 1921, où la révolution en Allemagne semblait encore possible. D'où cette étonnante conclusion du livre :

« Haut dressé sur les décombres d'une civilisation ruinée, voici que s'élève l'esprit de l'indéracinable utopie ». (11) ■

Le 15 juin 2025

6) Leonard Krieger, Introduction à F. Engels, *The German Revolutions*, Chicago, 1967, pp. XLI.

7) E. Bloch, *Thomas Müntzer, théologien de la révolution* (1921), Paris, Julliard, trad. Maurice de Gandillac, 1975, p. 91. Cet ouvrage a été réédité en 2022 par les éditions Amsterdam.

8) Ibid, pp. 119, 137.

9) Ibid, pp. 182-183, 96-98.

10) Ibid, p. 305.

11) Ibid, pp. 154, 306

BIBLIOGRAPHIE

• G. Bischoff, *La guerre des paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2010 (un exemple alsacien).

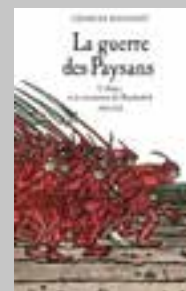
• P. Blicke, *The Revolution of 1525. The German Peasant's War from a New Perspective*, Baltimore, J. Hopkins University Press, 1981 (l'ouvrage classique d'un grand historien allemand sensible aux questions sociales).

• O. Cristin et N. Ghermani, « Guerre des paysans : une révolution allemande », dans *L'Histoire*, 532 (2025), p. 12-21.

• F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, Paris, Ampelos, 2019.

• L. Roper, *Summer of Fire and Blood. The German Peasants' War*, New York, Basic Books, 2025 (plus religieux que social).

• G. Schwerdoff, *Der Bauernkrieg. Geschichte einer wilden Handlung*, Munich, Beck, 2025 (un livre qui relativise les perspectives sociales de Blicke).





Alliance Rouge et Verte au Danemark : Plus de défense – mais quelle défense ?

Du 7 au 9 juin, 365 délégué·es d'une centaine de sections locales du parti de gauche danois Alliance Rouge et Verte (appelée Enhedslisten, liste de l'unité, en danois) se sont réuni·es pour l'assemblée annuelle du parti à Copenhague. Le principal enjeu politique était la discussion et la décision sur une proposition émanant d'une majorité du comité exécutif du parti intitulée « La politique de défense et de sécurité d'Enhedslisten dans une nouvelle ère ».

Par
John Jessen

La proposition contenait un changement significatif dans la politique du parti, en ouvrant la porte à un soutien au militarisme. Elle est exprimée dans la phrase suivante : « *Pour nous tenir debout par nous-mêmes, nous devons renforcer nos capacités défensives avec une défense territoriale efficace, capable de faire respecter la souveraineté du Danemark et du Royaume danois et de protéger la population et nos infrastructures* ».

Pas moins de 96 amendements ont été soumis à la proposition du Comité exécutif, tous partageant une même orientation : Enhedslisten ne doit pas soutenir la politique d'armement. Un petit nombre d'amendements, qui n'abordaient pas à la question cruciale de la position sur l'armement, ont été intégrés par le Comité exécutif. Les autres ont été soumis au vote et aucun d'entre eux n'a été adopté.

La proposition du Comité exécutif a ensuite été adoptée par 250 voix contre 101, notamment des membres du Socialistisk Arbejderpolitik, la section danoise de la Quatrième

Internationale. 14 délégué·es se sont abstenus. Ce vote était secret, nul ne sait donc qui a voté quoi voté quoi, mais il est probable qu'environ la moitié des 101 opposant·es à l'armement sont des délégué·es qui – contrairement au SAP – veulent également mettre fin au soutien militaire du Danemark à la défense de l'Ukraine face à l'agression de la Russie impérialiste.

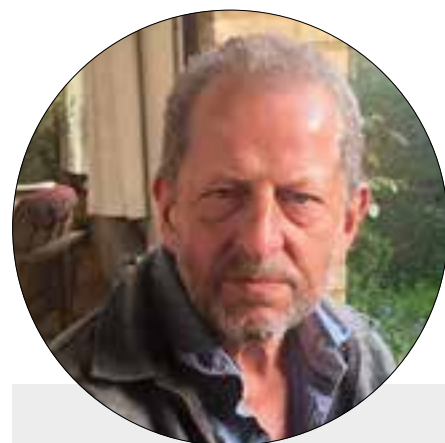
Sur le Quai des brumes

La politique de « *défense et de sécurité* » qui vient d'être adoptée affirme que le Danemark doit être en mesure de faire face aux catastrophes climatiques, aux cyber-attaques, aux épidémies, surveiller la pêche, s'approvisionner en énergie et en eau potable. En d'autres termes, le Danemark doit renforcer ses capacités de défense sur le plan civil.

Qui s'y oppose ? Non, personne n'a suggéré de modifier ou de supprimer cette partie de la résolution politique.

Le conflit décisif lors du congrès portait sur ce que le texte désigne comme une « *défense territoriale efficace* », c'est-à-dire sur les crédits militaires.

“ Enhedslisten s'est maintenant dotée d'une politique de défense et de sécurité à géométrie variable. ”



John Jessen

John Jessen, membre du Comité exécutif national du Socialistisk Arbejderpolitik (SAP), section danoise de la IV^e Internationale.

Dans la résolution adoptée, les aspects civils et militaires sont mélangés dans le concept de « *défense* », qu'Enhedslisten veut renforcer – tout en affirmant dans le même texte « *Il est crucial que le Danemark ne contribue pas à une spirale de l'armement* ».

Dès lors, tout devient flou et Enhedslisten s'enfonce dans la brume : que devons-nous renforcer ? La protection civile ou les capacités militaires ? Que pense vraiment Enhedslisten ? La réponse est – pardonnez l'expression – un coup de feu dans le brouillard.

Une politique à géométrie variable

Lors des débats du Congrès, les membres du Comité exécutif et du groupe parlementaire ont répondu aux critiques formulées à l'encontre de la proposition avec les arguments suivants :

- La nouvelle politique ne prévoit pas qu'Enhedslisten puisse ou doive conclure un accord sur les questions de défense avec l'actuel gouvernement de centre-droit dirigé par une Première ministre social-démocrate – mais aucun-e n'a exclu cette possibilité dans l'hypothèse d'un nouveau gouvernement qui serait issu des prochaines élections, prévues au plus tard en 2026.

- Enhedslisten ne soutiendra pas un réarmement à 5 ou même 3,5 % du PIB au Danemark, mais personne n'a exclu la possibilité de soutenir une augmentation du budget plus modérée, dépassant les 2 % du PIB prévus dans les accords politiques actuels entre le gouvernement et l'aile droite du parlement danois.

- La politique adoptée n'est pas un soutien au réarmement, mais à une restructuration des priorités militaires – mais cette distinction n'apparaît nulle part dans le texte voté !

Plusieurs critiques ont souligné, dans leurs interventions au congrès, que c'est le texte écrit qui fait foi et qu'aucun discours, même prononcé au congrès par des soutiens du texte, ne saurait le modifier.

La direction du parti a retrouvé sa marge de manœuvre

Avec l'adoption de cette résolution, Enhedslisten s'est maintenant dotée d'une politique de défense et de sécurité

à géométrie variable, la direction du parti (groupe parlementaire et Comité exécutif) pouvant l'interpréter à sa guise concernant l'ampleur de son soutien à l'armement militaire.

Les statuts du parti contiennent cette disposition :

« Les députés élus sous l'étiquette d'Enhedslisten le sont sur la base de son programme et sont responsables devant le Comité exécutif central et le congrès annuel du parti. Les questions politiques importantes doivent être discutées entre le groupe parlementaire et le Comité exécutif, et un consensus est recherché. En cas de désaccord, la question doit être soumise au Comité exécutif pour décision ».

En théorie, cela signifie que le Comité exécutif du parti peut empêcher le groupe parlementaire de conclure un accord sur l'armement. En pratique, cependant, il est peu probable que cela se produise : une large majorité des membres du nouveau Comité exécutif élu par le congrès sont entièrement d'accord avec la politique adoptée.

Opposition à la militarisation

Le renforcement de l'armée danoise passe notamment par un nouvel accord avec les États-Unis pour l'établissement de bases militaires. Deux jours après le congrès d'Enhedslisten, une large majorité du Parlement danois a approuvé un accord autorisant les États-Unis à installer des bases militaires sur le sol danois, à y stationner des soldats et y stocker du matériel militaire. Selon cet accord, ce sera l'armée américaine elle-même – et non les autorités danoises – qui sera responsable de l'appli-

tion de la loi à l'égard de ses propres soldats stationnés sur ces bases. Seuls Enhedslisten, le parti Alternativet (1) et trois député-es non affilié-es ont voté contre l'accord, soit un total de 18 votes sur 179. Le parti réformiste de gauche Socialistisk Folkeparti (Parti populaire socialiste) a voté en faveur de l'accord avec ses 15 mandats.

Bien que seuls 10 % des député-es se soient opposé-es à l'accord, l'opinion publique est nettement plus défavorable à l'augmentation des dépenses militaires. Un sondage publié quelques jours avant le congrès d'Enhedslisten a montré que 35 % des électeur-trices sont opposé-es à l'augmentation de ces dépenses – un chiffre en baisse par rapport aux 41 % qui s'y opposaient un an plus tôt. Cette opposition ne s'est pas encore traduite par des manifestations ou d'autres actions politiques en dehors du cadre parlementaire.

La nouvelle politique de défense et de sécurité adoptée lors du congrès du parti ne donne pas l'impression que c'est de là que viendront des initiatives visant à organiser des manifestations contre le militarisme – du moins pas de la direction du parti. L'avenir nous dira si d'autres personnes s'attelleront à la tâche.

Dans le monde réel, la politique a horreur du vide : si les opposant-es à la militarisation n'organisent pas et ne rendent pas visibles leurs protestations dans l'espace public, l'espace sera occupé uniquement par les partisans de la militarisation. ■

Le 25 juin 2025

1) Alternativet (L'Alternative) est un parti écologiste fondé en 2013.





Venezuela, Bangladesh, Iran, États-Unis, Palestine, Grande-Bretagne, Philippines, surréalisme, Rencontres internationales de jeunes



Palestine, Algérie, extrême droite, Afrique, Kenya, Pakistan, Chine, État espagnol



Question nationale (marxisme, Afrique, Irlande), Ukraine, Suisse, République démocratique du Congo, Brésil



États-Unis, État espagnol, Algérie, syndicalisme et écologie, question nationale (Lénine, Yougoslavie), violences faites aux femmes



Syrie, Corée du Sud, Argentine, Allemagne, question nationale ("régionalisme"), le « monde multipolaire », technologies, École écosocialiste



Palestine, États-Unis (Trump ; Démocrates ; classes, races et genres ; l'impérialisme américain sous Trump), Ukraine, stratégie écosocialiste, lectures, IIRF, Rouge



Palestine, France, État espagnol (logement, PSOE), République démocratique du Congo, Serbie, économie



Inde, Grèce, États-Unis, Russie, défaitisme révolutionnaire, histoire, lecture, 8 mars

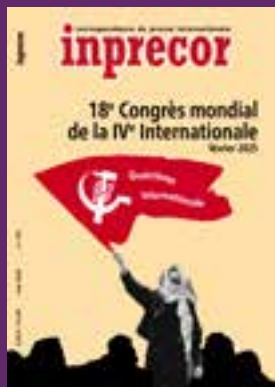
Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecors puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !



Prendre la mesure de la crise du capitalisme, textes adoptés par le 18e congrès de la IVe Internationale



Palestine, Afrique, États-Unis, militarisme, Inde, Pakistan, Cachemire, Caucase, pape, Porto Rico, Premières secousses

Abonnement

(11 numéros par an)

- | | | | | |
|--|---------------|--------------------------|-------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 € (6 mois) | ☐ | 55 € (1 an) | ☐ |
| ● Autres destinations | 39 € (6 mois) | ☐ | 71 € (1 an) | ☐ |
| ● Pli fermé | 50 € (6 mois) | ☐ | 90 € (1 an) | ☐ |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 € (6 mois) | ☐ | | |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) | | | 92 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an) | | | | ☐ |
| ● Découvrir <i>Inprecors</i> (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois) | | | | ☐ |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €) | | | | ☐ |
| ● Abonnement PDF (pas d'envoi papier) | | | 25 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit | | | 40 € (1 an) | ☐ |

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville : Pays :
 Tél./Fax : E-mail :

- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86. IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP
- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecors-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecors a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecors autour de vous !